

*Chaque homme
qui parle plusieurs langues
vaut plusieurs hommes.*

Charles QUINT

ANOLiR Hebdo N 615
Synthèse hebdomadaire d'actualité
26 Avril 2019

Contacts : anolir@free.fr



**ANOLiR : Des linguistes
spécialistes de Défense**

L'ANOLiR regroupe les officiers et sous-officiers (des trois armées, de la gendarmerie et des services, de réserve ou d'active) concernés par les langues dans le domaine de la Défense.

Les linguistes militaires contribuent depuis plus de 200 ans aux opérations de l'armée de terre française

Pour mieux nous connaître, rendez-vous à la page [notre association](#) de notre site.

Siège social : 18 rue de Vézelay – 75008 PARIS
L'ANOLiR est affiliée à l'ANRAT et à l'UNOR, reconnue d'utilité publique (JO du 25/02/1967).

Table des matières

VIE ASSOCIATIVE.....	2
VIE DE L'ANOLiR.....	2
ARTICLES ET DOCUMENTS DE FOND.3	
L'ESSENTIEL EN FRANÇAIS.....	19
ARTICLES SIGNALÉS.....	19
SÉMINAIRES, JOURNÉES D'ÉTUDE.....	27
NOUVELLES PUBLICATIONS.....	27
NOMINATIONS.....	30
NÉCROLOGIE.....	30
PAYS FRANCOPHONES	31
UN PEU D'HISTOIRE	36

POUR VOUS PERFECTIONNER EN LANGUES ETRANGÈRES.....	40
UN PEU DE VOCABULAIRE	40
COMPREHENSION ORALE.....	41
ALLEMAND	42
ANGLAIS	55

ESPAGNOL.....	80
LUXEMBOURGEOIS	85
ITALIEN.....	85
LIENS PERMANENTS	96

VIE ASSOCIATIVE

VIE DE L'ANOLiR

Décès de notre camarade le Lieutenant-Colonel (H) Pierre Denain le 22 avril 2019 dans sa 87ème année



Chère/chers camarades, pour ceux qui pourraient y assister, voici les précisions concernant la cérémonie de ses obsèques:

Une messe sera dite pour Pierre Vendredi 26 avril à 10h30 à l'église Notre Dame du chêne

à Viroflay ([site de l'église](#)) avant l'inhumation qui aura lieu au cimetière de Viroflay (78220).

Les participants se retrouveront ensuite aux alentours de 12h30 à l'[hôtel Mercure de Vélizy](#) autour d'un buffet.

Chères/chers camarades,

J'ai la tristesse de vous faire part du décès de notre cher Pierre Denain, Vice-Président d'Honneur de notre association..

Voici les mots par lesquels Nicole, son épouse, nous a informés de cette triste nouvelle: *"Pierre a choisi le jour de la Résurrection pour nous quitter. Nous lui ferons nos adieux définitifs vendredi matin 26/04 à la paroisse de Viroflay (78220) avant de l'inhumer dans le caveau familial."*

À une époque difficile, celle de la fin des années 50 et du début des années soixante, Pierre a servi au 4° régiment de chasseurs en tant que sous-lieutenant, alors qu'il n'était pas encore entré dans la filière des linguistes de réserve. De ses missions en tant qu'IRAT ou OLRAT, retenons, parmi de nombreuses autres, 2 qui l'ont distingué à l'époque, et

que nombre d'entre nous ont encore en mémoire.

D'abord, son séjour clandestin à RIYADH, en ARABIE SAOUDITE, pour participer durant 6 jours au bilan militaire de la 1^e guerre du Golfe. Clandestin car à l'époque nous ne pouvions pas participer aux OPEX (qui d'ailleurs ne portaient pas encore ce nom), ce qui fait de Pierre le seul réserviste répertorié à avoir participé en tant que tel à la cette guerre !

Ensuite la mission de commandement des linguistes lors du Congrès de la CIOR à Paris et Fontainebleau en 1991.

Son parcours de réserviste ne se résume évidemment pas à ces deux missions prestigieuses, mais elles reflètent justement l'immense confiance dont bénéficiait Pierre auprès du commandement.

Côté civil, il a mené une brillante carrière de maître de conférences, directeur de son UFR à l'université de Lille III.

Et c'est la synthèse des deux, l'uniforme et l'expertise linguistique et culturelle, qui font de lui la version moderne des tout premiers interprètes militaires, ceux qui en 1798 ont accompagné le Général Bonaparte en Egypte. Comme lui, ils avaient été sélectionnés pour leur parfaire maîtrise de la langue et de la culture. Ils

étaient les experts qui conseillaient les chefs, leur évitaient les impairs, parlaient en leur nom ; ils étaient enseignants à l'Ecole Spéciale des langues Vivantes Orientales, experts de l'Orient et de sa culture, auteurs de dictionnaires et de traités, et lorsque Pierre a accompagné nos chefs à RIYADH, il a marché dans leurs traces.

Pour ce qui concerne l'ANOLiR, qui s'appelait alors AGOLiR, aussi loin que remontent mes souvenirs Pierre a fait partie du Conseil d'Administration. Je le revois Secrétaire Général, puis Vice-président, administrateur chargé des relations avec l'université, et depuis 2012 Vice-président d'Honneur.

C'est dire combien pour nous Pierre est représentatif de ce que nous avons pour ambition d'être : militaires accomplis, linguistes distingués, mais aussi, et c'est à cela que parmi les meilleurs on reconnaît l'élite, pleinement impliqués dans la vie associative.

ANOLiR (<http://www.anolir.org>),
le président,
Lieutenant-colonel (OLRAT)
Charles **BERTIN**



ARTICLES ET DOCUMENTS DE FOND

La France en Afrique: «Une armée étrangère devient vite une armée d'occupation»

17:12 15.04.2019 [Jean-Baptiste Mendès](#)

Un diplomate garanti sans langue de bois. Viré en 2013 du Quai d'Orsay par Laurent Fabius, Laurent Bigot était le sous-directeur du département Afrique de l'Ouest au ministère des Affaires étrangères. Il évoque longuement pour Sputnik l'intervention française au Mali, mais aussi les incohérences de la politique étrangère française. Entretien.

Il a quitté les ors du 37, quai d'Orsay en 2013, séchement limogé par Laurent Fabius pour avoir exprimé ses réserves quant à la suite de l'opération Serval. Laurent Bigot, alors sous-directeur du département Afrique de l'Ouest au ministère des Affaires étrangères, soutenait pleinement l'intervention française au Mali décidée par François Hollande et lancée dès le 11 janvier pour soutenir les forces armées malientes face à l'offensive djihadiste au nord du pays. Sauf que «l'après», la solution politique n'avait pas été prévue. Depuis, il estime que le pays est «en voie d'afghanisation».

Serval réussie, Barkhane à revoir

Revenons aux origines de l'intervention française. En difficultés sur le plan intérieur dès le début de son mandat, le Président de la République, François Hollande se lançait en janvier 2013 dans l'aventure malienne à l'appel des autorités du pays, menacées par des groupes armés djihadistes. Une opération saluée de toutes parts, notamment par le ministère des Affaires étrangères. Laurent Bigot témoigne de son expérience au cœur de l'événement:

«La décision du Président Hollande était très courageuse. Parce qu'à l'époque, on avait peu d'informations, on est probablement la seule armée étrangère à pouvoir intervenir militairement aux côtés de l'armée malienne, aucune autre puissance étrangère ne peut le faire. Est-ce que les djihadistes avaient pour ambition de descendre à Bamako? Sûrement pas. Mais sur le moment, on n'avait pas d'informations. C'était une opération d'envergure, ils visaient probablement le verrou militaire de Mopti-Sevaré et s'arrêter là. Descendre jusqu'à Bamako, c'était compliqué. Il n'y avait pas d'autres options que de répondre positivement à la demande des autorités malienennes, c'est-à-dire d'y aller militairement.»

Pourtant, dès le lancement de Serval, le diplomate se montre critique en interne quant aux solutions politiques après l'intervention. Comment régler politiquement la crise malienne après être intervenu militairement?

C'est là que le bât blesse. Dans sa persévérance à vouloir convaincre sa hiérarchie, il déplaît à Laurent Fabius, qui le licencie séchement. Le Premier ministre des Affaires étrangères du quinquennat Hollande n'en est pas à son coup d'essai sur les «incompatibilités d'humeur»: Christian Rouyer, ambassadeur français au Mali, est brutalement remplacé en mars 2013; Jean Félix-Paganon, représentant spécial pour le Sahel, est aussi mis à l'écart, ainsi qu'Élisabeth Barbier, du Département Afrique.

«J'ai toujours alerté sur le fait qu'on n'aït toujours pas réfléchi politiquement à ce qu'il y aurait après l'opération militaire [...] On m'avait répondu séchement qu'on n'avait pas les moyens de financer un processus d'accompagnement. Moi j'avais d'ailleurs répondu: "on envoie 5.000 soldats pour faire la guerre, mais on n'est pas capable d'envoyer dix personnes pour accompagner un processus de paix". Ces positions ont beaucoup irrité à la fois ma hiérarchie et le ministre... et puis quand il y a une tête qui dépasse au Quai d'Orsay, on la coupe.»

Scandale Gbagbo, justice des vainqueurs? François Mattei tacle la CPI

En août 2014, l'opération Serval est transformée en dispositif Barkhane, toujours en place en 2019 sur le territoire malien. À l'origine un succès, la présence des forces françaises aux côtés de l'armée malienne a réussi initialement à repousser les groupes

armés. Est-il permis de dresser le bilan de l'intervention française? La crise politique au Mali a-t-elle été réglée? Que nenni, estime Laurent Bigot:

«Le dispositif Barkhane est complètement enlisé et en voie d'afghanisation, c'est-à-dire que c'est le bourbier. On a une hostilité croissante, quand bien même on explique à longueur d'interview qu'on est là pour protéger les populations, et puis militairement on n'a pas enrayé l'insécurité. Le nord du Mali est hors contrôle, le centre du Mali est hors contrôle, le nord du Burkina est hors contrôle, donc quand on regarde l'état de l'insécurité entre l'opération Serval et aujourd'hui, on ne peut pas considérer que les objectifs militaires ont été atteints.»

Suite aux attaques du 11 septembre 2001 à New York, l'armée française intervint aux côtés des États-Unis afin de poursuivre l'organisation terroriste Al-Qaida, réfugiée chez les talibans en Afghanistan. En 2012, dix ans plus tard, Nicolas Sarkozy prenait la décision de mettre en place un retrait graduel des forces, l'essentiel des troupes ayant quitté Kaboul fin 2014. Pourtant, les talibans conservent une large partie du territoire et sont actuellement en pourparlers directs avec les États-Unis. Le bourbier afghan est-il en train de se reproduire au Mali? Venant d'un diplomate français, le constat est implacable.

«On n'a pas appris de ce qui s'est passé en Afghanistan. Une armée étrangère devient

vite une armée d'occupation. En Afghanistan, on a tué des talibans au nom de nos valeurs, on oubliait qu'en tuant un taliban, on tuait le père, le frère, le mari de quelqu'un dans la population.

Il se passe exactement la même chose dans le Sahel. On exécute, parce que c'est bien ça le terme, des djihadistes —enfin des présumés djihadistes- on oublie qu'ils sont le mari, le père, le frère de quelqu'un dans la région. À force de tuer des gens, vous vous mettez à dos des communautés entières, des clans entiers, qui ne vous reconnaissent pas la légitimité d'exécuter un des leurs quand bien même vous leur faites le reproche d'être terroristes.

La définition de terroriste, c'est nous qui la donnons par rapport à nous. Mais ces gens-là ne sont pas nécessairement vus comme des terroristes par les populations locales. Donc à force de procéder ainsi, on se met à dos les populations entières. Et en plus, les populations locales voient bien que leur sort au quotidien ne s'améliore pas du tout, qu'elles continuent à être sous le joug de l'Etat malien, c'est-à-dire le harcèlement des forces de sécurité maliennes, qui commettent des exactions également. Donc leur situation au quotidien ne s'améliore pas, l'armée française se permet d'exécuter les leurs, à la fin les gens ne soutiennent plus.»

Gilles Kepel: «Ils n'ont rien compris et ils n'ont pas vu venir Daech»

Les causes de la crise au Sahel

Début 2011, le Président Sarkozy décide d'intervenir en Libye- sans consulter le Quai d'Orsay et les spécialistes de la région, dixit Laurent Bigot- afin de soutenir la rébellion et de renverser Mouammar Kadhafi. Suite au lynchage du Guide de la Révolution, le pays entre progressivement dans une guerre civile dont il est loin d'être sorti. À l'heure actuelle, les factions rivales du maréchal Haftar et de Fayed el-Sarraj se font face dans les rues de Tripoli. Le sud de son territoire est devenu une zone grise, en proie aux groupes armés, notamment djihadistes. Deux années après la chute de Kadhafi, des groupes terroristes menaçaient ainsi le Mali et Bamako. Peut-on y voir une corrélation entre ces deux événements?

«La crise libyenne a été un accélérateur de cette crise-là, mais elle couvait depuis longtemps. Il se serait passé un effondrement au Mali d'une manière ou d'une autre [...] Ça n'est pas la cause principale. La cause principale, c'est vraiment ce qu'il se passait dans le régime malien, qui était totalement pourri, il y a eu un effondrement moral du système institutionnel, c'est ça le drame du Mali. Après, l'explication des djihadistes... nous, on les qualifie de djihadistes, il ne faut jamais oublier que c'est un regard occidental qu'on porte sur gens-là. Moi, je préfère dire des groupes armés, qui ont des agendas assez complexes et différents. Il y a des équilibres et des

rapports de force qui ne sont pas forcément ce que nous nous décrivons en tant qu'Occidentaux. Nous, on les met dans la catégorie djihadiste, donc terroriste, donc on a le droit de les tuer. C'est un peu simpliste comme raisonnement, ce n'est pas forcément la perception que les populations ont, c'est beaucoup plus complexe que ça et je trouve qu'on oublie trop souvent de mettre en cause la responsabilité des autorités nationales de ces pays-là, qui ont failli dans leur rôle, qui ont eux aussi des liens un peu troubles avec les groupes armés, parce qu'elles communiquent, elles sont en lien avec ces groupes armés, et que parfois leurs agendas se rejoignent.»

Alors, quelles sont les raisons profondes de la déstabilisation du Mali? Ayant quitté la diplomatie, Laurent Bigot n'y va pas par quatre chemins pour pointer les défaillances intrinsèques du système démocratique national:

«On appelle ça des "failed States" moi j'appelle ça des fake States, c'est un semblant d'Etat et ça a toujours été une démocratie de façade, bien évidemment. Nos anciens ambassadeurs sur place, qui sont maintenant à la retraite, n'hésitent pas à décrire les processus électoraux complètement truqués qui ont amené à l'élection notamment du président ATT [Amadou Toumani Touré, ndlr], mais avant aussi. Ça c'est une réalité malienne, à la limite ça

appartient aux Maliens, mais nous, les Français, on s'est beaucoup raconté d'histoires c'est-à-dire que quand bien même en interne, on aurait pu regarder en face ce qu'était le Mali, on ne l'a jamais fait.»

Face à la crise algérienne, «la stratégie de la France se résume à: pas d'ennuis»

En France, y a-t-il une ligne en politique étrangère?

C'est une chose de critiquer l'organisation de certains États africains, c'en est une autre de critiquer la conduite en matière de politique étrangère de son propre pays. Laurent Bigot dénonce allégrement l'incohérence de la diplomatie française, depuis plusieurs mois. Un deux poids, deux mesures qui fait bondir l'ancien diplomate:

«Elle a été plus que prudente, elle ne s'est pas mise dans le sens du changement au nom du principe de non-ingérence, principe qui a largement été foulé aux pieds par la France au Venezuela, puisque la France a reconnu le président de l'Assemblée nationale, autoproclamé président. Donc pour le coup, c'est une belle ingérence.

Mais pour l'Algérie, on s'est réfugié derrière le principe de non-ingérence. Ce qui serait bien, c'est que la diplomatie française nous explique dans quels cas elle utilise l'ingérence et dans quels cas elle ne l'utilise pas, ça serait beaucoup plus

clair pour [aider] les concitoyens français [à] comprendre les principes de la politique étrangère.»

Laurent Bigot insiste sur l'image que renvoie la diplomatie française dans le monde, marquant un recul certain de son influence en Afrique et au Moyen-Orient. Le fonctionnaire en disponibilité développe son opinion sur le manque de considération que peuvent ressentir les autres puissances à l'égard de la France, qui n'aurait pas de colonne vertébrale en matière de politique étrangère:

«Ce qui me frappe, c'est qu'il y a un manque de cohérence dans nos positions. Vous parlez du dossier syrien. Sur le dossier malien à juste titre d'ailleurs, François Hollande n'a cessé de dire, légalité internationale, légalité internationale. Nous sommes intervenus à la demande des autorités maliennes et on s'est mis sous l'autorité des Nations unies, tout ça a été fait dans le respect de la légalité internationale.

En Syrie, on bombarde en toute illégalité internationale, pas de mandat du conseil de Sécurité, pas de mandat des autorités légales en place que nous reconnaissions. Quand bien même nous critiquons Bachar el-Assad, nous le reconnaissions comme autorité légitime c'est-à-dire que nous considérons que c'est effectivement le Président de la Syrie [...] On n'a pas l'accord des autorités en place, on n'a pas

de mandat du Conseil de sécurité, et on bombarde un territoire étranger, où est la légalité internationale? Et là, ce n'est pas cohérent. [...] Je pense que ce qui fait la force d'un pays, c'est effectivement avoir une continuité en matière de politique étrangère et une cohérence, on en manque singulièrement.»

N'apprend-on rien des leçons du passé? L'Afghanistan a été une erreur, la Libye un fiasco, la gestion de la guerre en Syrie, un désastre. Certes, les questions de politique étrangère ne déterminent pas une élection, il n'y a qu'à voir en 2017, le peu de place accordé aux choix diplomatiques des différents candidats. Pourtant, elles peuvent refléter le mandat de tel ou tel Président. Ainsi l'ancien diplomate déplore-t-il l'accélération du temps politico-médiaque, incapable de saisir les enjeux à long terme:

«Ce n'est pas tellement qu'au Quai d'Orsay, elles ne soient pas retenues, c'est surtout au niveau politique qu'elles ne sont pas retenues. Au niveau politique, il y a une telle accélération du temps et une obsession de l'immédiateté et de la communication que nos décideurs politiques ne prennent plus le temps de se poser et de réfléchir, ce qui est assez incroyable.

Ce qui compte, c'est le dernier tweet, c'est de pouvoir faire un communiqué, c'est de pouvoir répondre au micro de BFMTV immédiatement, c'est ça qui compte, sauf

que des questions complexes comme la Libye méritent de se poser, méritent probablement de moins communiquer. La politique étrangère a besoin de sérénité, la communication n'est pas toujours compatible avec la sérénité liée à la politique étrangère. Ce sont des enjeux de long terme, au moins de moyen terme.»

La question du débat au sein de l'appareil diplomatique

Inquiétant est le mot lorsque l'on écoute Laurent Bigot quand il regrette l'esprit de courtisanerie au sein même des institutions diplomatiques au mépris des réalités sur le terrain. Il évoque de plus le manque de débats internes au Quai d'Orsay, ce qui peut expliquer les décisions souvent très discutables de la part des ministres. Les fonctionnaires diplomatiques sont payés par l'État afin de proposer un point de vue, une analyse, et des options sur un sujet donné. Non pour plaire à un politicien:

«La question du débat interne au Quai d'Orsay est effectivement compliquée. La conception que j'en ai, c'est qu'en amont d'une décision politique, les fonctionnaires sont payés pour faire valoir des avis assez libres. Ils peuvent se tromper, mais pour éclairer justement la sphère politique. En aval, une fois que la décision politique est prise, on exécute l'ordre et puis comme disait Chevènement, si on n'est pas d'accord, on démissionne.

Ce que j'ai toujours regretté —c'est mon point de vue, peut-être que j'ai tort, peut-être ce n'est pas comme ça que doit fonctionner un ministère-, mais j'ai toujours regretté qu'en amont, il n'y ait pas de pluralité d'avis possibles et qu'on ne puisse pas confronter les idées. Il y a une tendance lourde que j'ai observée au Quai d'Orsay —et qui s'est beaucoup accéléré ces dernières années- c'est qu'on a le souci de plaire ou en tout cas d'écrire ce que le ministre aurait envie de lire, ou en tout cas ce qu'on pense ce que le ministre aurait envie de lire.»

Laurent Bigot accuse nommément Laurent Fabius pour cette absence de discussion. Celui-là même qui est responsable de son licenciement. Les précédents ministres semblaient davantage ouverts à l'échange de points de vue: il mentionne notamment Alain Juppé et Henri de Raincourt durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

«Pour avoir bossé avec d'autres ministres, je dois reconnaître qu'avec Laurent Fabius, on n'a jamais eu l'occasion de discuter, de débattre, quand je dis, moi, c'est la Direction Afrique en général: il n'y a jamais eu de discussion libre, débridée sur les sujets. D'autres ministres avaient l'intelligence d'organiser ce genre de discussions, lui pas du tout [...] Alain Juppé par exemple, Henri de Raincourt, qui était le ministre de la Coopération, qui avait une relation avec la Direction Afrique

extrêmement libre et décomplexée et qui n'hésitait pas à nous appeler pour qu'on vienne le challenger justement sur certains dossiers, mais ce n'était pas le cas de Laurent Fabius.»

Au Rwanda, le colonel Hogard est «très fier du rôle de la France»

La question épineuse du Rwanda

Le 7 avril dernier débutait une série de commémorations des vingt-cinq ans du génocide des Tutsis au Rwanda. L'occasion de revenir sur ce débat extrêmement polémique en compagnie d'un ancien du Quai, certes spécialiste de l'Afrique de l'Ouest, mais qui connaît bien le sujet. Les relations franco-rwandaises ne sont toujours pas rétablies, alors même qu'Emmanuel Macron a soutenu la candidature de Louise Mushikiwabo, une proche du président Paul Kagamé, à la tête de l'Organisation de la Francophonie. Laurent Bigot appelle la France à assumer ses erreurs politiques passées, tout en rejetant les accusations diffamatoires parues sur l'armée française:

«Assumer. Oui, on a probablement fait une énorme erreur politique, et cette erreur politique a probablement coûté des milliers de vies; on n'en est pas directement responsable, mais c'est ça la réalité. Mais il n'empêche qu'aujourd'hui, il faudrait qu'on affirme un peu plus nos positions vis-à-vis du Rwanda. Il y a un moment où le "France-bashing" de la part des autorités rwandaises devient vraiment pénible et le

devoir des autorités françaises est de défendre systématiquement l'honneur de l'armée française, ce qui n'a pas toujours été le cas.»

Vladimir Fedorovski: "Les Russes pensent qu'il n'y a plus rien à faire avec l'Europe"

22 septembre 2018 06:00



©BELGAIMAGE

Rencontre avec l'écrivain russe Vladimir Fedorovski.

Ukrainien né en Union Soviétique Vladimir Fedorovski est d'abord un ancien diplomate avant de devenir un écrivain très lu en France. Sa carrière semble prendre un essor lorsque ce polyglotte qui parle aussi bien le français, l'anglais ou l'arabe sert d'interprète à Leonid Brejnev en 1972 lors d'un déplacement du chef de l'Etat en Mauritanie. En tant que

diplomate lors de ses séjours à Paris, il se passionne pour la vie culturelle française.

Dates-clé:

- 1950: naissance le 27 avril à Moscou
- 1972: attaché à l'ambassade de l'Union soviétique en Mauritanie
- 1985: doctorat d'Etat en histoire sur le rôle des cabinets dans l'histoire de la diplomatie française
- 1990: quitte la carrière diplomatique et entre en politique
- 1991: publie "L'Histoire secrète d'un coup d'Etat"
- 2017: publie "Poutine de A à Z"
- 2018: publie "Au cœur du Kremlin, des tsars rouges à Poutine"

Déçu par Gorbatchev, il finit par quitter la vie diplomatique. Il a été porte-parole du mouvement des réformes démocratiques lors du putsch communiste de 1991. Son livre sorti en 2018, "Au cœur du Kremlin" témoigne de façon passionnante de sa bonne connaissance des changements de pouvoir en Union Soviétique jusque dans la Russie d'aujourd'hui.

Infatigable écrivain, il publiera dès le premier novembre "Le roman vrai de la manipulation" ouvrage qui s'intéresse aux grandes campagnes d'intoxications du KGB et de la CIA jusqu'à aujourd'hui. Ce sera son 42e livre. Ses propos sans filtre jettent un éclairage intéressant sur les fantasmes nourris par

l'occident sur le maître actuel du Kremlin à qui il a également consacré un livre en 2017.

Vous êtes expert en passation de pouvoir russe, qui est Sergueï Kirienko le successeur présumé de Poutine et actuellement directeur adjoint de l'administration présidentielle?

On pense que tout est prévu mais personne n'en sait rien. Il y a certes une préparation mais au Kremlin, rien n'est prévisible. J'ai connu Kirienko. C'est un personnage qui a été choisi par Boris Eltsine. Il cherchait un jeune garçon, policé et éduqué alors que le pays traversait une passe très difficile. Il a dirigé le gouvernement pendant quelques mois (du 23 mars 1998 au 23 août 1998, ndlr). Et puis il a été mis au placard avant de devenir aujourd'hui un personnage clé de l'administration présidentielle. Ce n'est que le numéro deux mais c'est la tête pensante

Que va-t-il se passer alors au terme du mandat de Vladimir Poutine?

Je pense que son intérêt c'est de se désister avant l'heure. Il en est tout à fait capable tout en restant au centre de l'échiquier comme un pilier du système. Encore une fois, Kirienko n'est qu'une possibilité. Mais on peut aussi penser à l'ancien garde du corps du président, Alexei Dioumine, promu gouverneur de l'oblast de Toula. Au Kremlin tout est absolument inattendu. Il n'y a pas de désignation. Il y aura une grande part de

hasard. Il y a des gens qui travaillent aussi dans l'ombre et qui peuvent ne pas laisser faire ce qui semblait apparemment prévu.

Dans votre livre "Au cœur du Kremlin" vous pointez avec ironie les accusations américaines d'ingérence russe dans les dernières présidentielles américaines dans la mesure où les Américains eux-mêmes intervenaient en sous-main dans l'élection d'Eltsine... C'est toujours le cas?

Qu'ils soient intervenus dans la dernière présidentielle américaine c'est évident. Ils ont obtenu des mails en raison de l'imprudence de Madame Clinton. Poutine a été directement accusé mais je doute fort qu'il s'en soit occupé bien qu'il n'aimait pas la candidate. À mon avis, cela n'a eu aucune influence même quelconque sur l'élection de Donald Trump. Si Trump a gagné c'est tout simplement parce que son adversaire a fait une mauvaise campagne. Deuxièmement il s'est adressé d'une manière directe à la classe moyenne qui était frustrée. Mais quand vous dites que les Américains ont contribué à l'accession de Boris Eltsine c'est parfaitement vrai. En n'hésitant pas à mettre sur écoute jusqu'au téléphone personnel de Gorbatchev. Ils accusent aujourd'hui les Russes - dont ils ont décidé artificiellement que le pays était l'adversaire principal de l'Occident - mais ce que les Américains font ou ont fait n'est même pas comparable. Pourtant je suis adversaire de Poutine. Mais je suis plus encore l'adversaire des bêtises que l'on diffuse.

Pensez-vous qu'il puisse y avoir des ingérences russes au sein de l'Union européenne?

Les Russes ne veulent plus travailler avec l'Europe. L'Europe n'est pas le centre du monde. C'est un fantasme qui lui appartient. L'élite russe tout comme son opinion pense qu'il n'y a plus rien à faire avec l'Europe. L'Europe a vendu son âme, elle s'islamise, elle n'assume pas ses valeurs.

Mais la montée des nationalismes en Europe intéresse-t-elle les Russes?

Non. Ils voudraient juste avoir un interlocuteur européen. Mais il n'y a pas d'interlocuteur. Cela dit là où vous avez raison c'est qu'il y a des gens en Russie qui partagent ce genre de valeurs. Ils entretiennent des contacts et surtout avec ceux qui sont opposés aux sanctions à l'égard de la Russie.

Et quand Vladimir Poutine recevait Marine le Pen, la candidate aux présidentielles françaises de 2017 et chef du parti d'extrême-droite français?

C'est une bêtise. Ce n'est pas une ingérence. Vous savez, Vladimir Poutine c'est quelqu'un de très pragmatique. Quand il a vu Marine le Pen au plus haut dans les sondages, il a donné en la recevant, l'image d'une implication. C'est pour cela que c'est une bêtise car il n'a jamais pensé qu'elle pouvait

être élue. Vous savez on construit Poutine comme un dictateur qui manigance partout, qui complot, qui veut envahir les pays baltes ou encore contribuer à pousser Marine le Pen au pouvoir. C'est bien car c'est comme ça que je peux vendre mes livres! Mais ça ne correspond à rien.

Quel est le critère premier de la stratégie de puissance de Poutine?

La Chine devient son principal allié. À cause de la bêtise occidentale je le précise. En Russie le symbole c'est l'aigle bicéphale. L'aigle qui regarde et l'Europe et la Chine. Ils ont tout essayé avec l'Europe mais ils voient bien sa dépendance avec les Etats-Unis. Qu'elle est leur caniche, qu'elle n'a pas sa propre politique, que sa puissance est faible. Pour ruiner la France, il suffit d'augmenter les taux. Elle ne peut pas être indépendante dans ces conditions-là.

Qu'est-ce qui détermine en quelques mots, le mode de fonctionnement du personnage?

L'expression-clé pour comprendre Poutine, c'est l'intérêt national. Il a des failles mais il a sauvé la Russie de la désintégration, c'est sa réussite.

Est-ce que vous diriez que le Kompromat, cette technique qui consiste à compromettre par exemple via des vidéos embarrassantes, une personnalité

étrangère, est toujours utilisé voire davantage?

Bien sûr. Mais c'est une technique propre à tous les services secrets du monde.

Ce n'est pas une spécialité russe?

Cela a été porté au sommet par les Russes. Mais ils en voient parfois les limites. Un ambassadeur français m'a raconté avoir été l'objet d'une menace de diffusion d'une vidéo compromettante. Il s'est contenté de recommander à ses interlocuteurs de l'adresser directement à son épouse, que ça l'intéresserait! La technique du kompromat est une très vieille tradition. Je suis assez partagé sur le fait que Trump ait pu être concerné. Trump est fantasque mais il n'est pas bête. Tout le monde sait que tout peut être enregistré. Et puis les Russes n'ont jamais pensé que Trump pouvait être président. Nonante pour cent des experts russes pensaient que ce serait Madame Clinton.

Ont-ils une autre "spécialité"?

Les Russes sont très bons pour raconter aux occidentaux ce qu'ils veulent entendre. Et ça, c'est un piège terrible pour les services secrets américains et d'une manière générale pour les occidentaux. Il se crée ainsi un monde imaginaire dont il découle beaucoup de questions.

Qui Poutine respecte-t-il?

Par exemple Emmanuel Macron, qui est une sorte de Poutine à sa façon. Comme lui, il est inattendu. Il a brusqué le système et bluffé Poutine. Il respecte aussi beaucoup Madame Merkel dont il voulait faire une alliée. Et bien sûr les Chinois.

Incidemment quel est le problème avec Oleg Sentsov, ce réalisateur Ukrainien emprisonné dans la colonie pénitentiaire de Labytnangi (Sibérie occidentale) et en grève de la faim depuis le 14 mai 2018?

Moi je pense que Poutine veut s'en débarrasser, qu'il cherche une issue. Mais objectivement Sentsov a été confondu (des aveux forcés selon son avocat, ndlr). Moi je suis Ukrainien. Mais je vous dis que les Ukrainiens se servent aussi de l'affaire Sentsov pour diaboliser les Russes. En tout cas, sa mort n'est pas dans l'intérêt de Poutine.

Vous enchaînez avec "Le roman vrai de la manipulation" qui paraît au mois de novembre. Que racontez-vous?

Je parle de la manipulation comme d'une religion, surtout en Russie. Et de guerre froide. Je l'ai écrit comme un roman policier. J'explique comment on peut manipuler les hommes et les femmes. La manipulation aujourd'hui a été portée à un point extrême par les réseaux sociaux. On ne se rend pas bien compte de ce qui se passe dans ce domaine. On y participe tous. Mon livre ne

concerne pas seulement la Russie, mais aussi les Etats-Unis avec des noms de grands artistes ou écrivains qui ont été manipulés par la CIA. Le 21e siècle sera encore pire, bien plus grave qu'à l'époque de la guerre froide. Parce que désormais on croit à nos propres manipulations. Comme disait le musicien Nicolas Nabokov, Russe avant de devenir américain, "on n'entre pas dans l'eau sans être mouillé".

Il y a 58 ans, à Pâques 1961, naissait officiellement, à Madrid, l'OAS (Organisation Armée Secrète)

PUBLIÉ PAR MANUEL GOMEZ LE 21 AVRIL 2019

Le 8 janvier 1961 la population de la France métropolitaine était convoqué devant les urnes pour voter un OUI au référendum qui proposait l'autodétermination pour le devenir de l'Algérie Française souhaité par de Gaulle.

Par 75% des votants l'autodétermination, donc l'abandon de l'Algérie par la France, était voté. L'autodétermination était rejetée par 72% des votants, en Algérie, mais ce résultat n'était pas pris en compte .

Interrogé en novembre 2009, lors d'un reportage du magazine « Historia », Alain Duhamel, chroniqueur à RTL et l'un de nos

plus éminents journalistes politiques, répondait à la question posée : « *Quel est, selon vous, l'acte de trahison le plus retentissant de la Ve république ?* »

Sans aucune hésitation, celui du général de Gaulle vis-à-vis des Français d'Algérie. De Gaulle est l'Algérie, c'est vraiment une trahison de nature politique. Si j'ose dire, c'est une trahison d'Etat ».

Un mois plus tard, à Alger, l'OAS (Organisation Armée Secrète) faisait son apparition.

Il est certain que l'OAS n'aurait jamais vu le jour si De Gaulle avait respecté sa parole et n'avait pas trahi.

En février 1961, les généraux Jouhaud, Gardy, les colonels Godart, Gardes, le docteur Jean-Claude Pérez et Jean-Jacques Susini, lançaient l'opération OAS et les premiers messages s'affichaient sur les murs d'Alger « OAS vaincra ».

Début avril 1961, l'organisation se constituait officiellement à Madrid, sous le commandement du général Salan, de Pierre Lagaillardre, de Jean-Jacques Susini, du capitaine Ferrandi et de quelques autres patriotes qui refusaient l'abandon de l'Algérie française.

L'OAS s'est organisée après l'échec du « putsch » des généraux.

Les quatre plus prestigieux généraux de l'armée française avaient pris la décision de se

révolter contre le chef de l'État français qui s'était parjuré et les avait trahis.

Cette trahison mettait en danger la vie de leurs soldats, qui allaient tomber pour une politique d'abandon de l'Algérie, alors que la guerre était gagnée sur le terrain.

Dès lors certains officiers et leurs régiments prenaient la décision de se dresser contre l'État français et sa politique incompréhensible et désastreuse.

Le général Challe, chef d'état-major de toutes les armées, refusait de dresser une partie de l'armée contre l'autre et ne souhaitait pas que les Unités Territoriales (200.000 hommes, Français d'Algérie, mobilisés et armés), qui avaient été dissoutes un an plus tôt (suite à un complot organisé de main de maître par De Gaulle, lors des « barricades de janvier 1960, à Alger) soient réarmés. Il jetait donc l'éponge et se rendait aux autorités.

De Gaulle purge aussitôt l'armée : 220 officiers sont relevés de leur commandement et 114 traduits en justice.

Trois régiments ayant pris part active au « putsch » sont dissous, (le 1er REP, les 14 et 18e RCP) ainsi que le groupement des commandos de l'air. Plus de 1000 officiers démissionnent par hostilité à la politique du chef de l'état.

Les généraux Challe et Zeller sont condamnés à 15 ans de réclusion (Ils seront par la suite amnistiés et réintégrés).

Les généraux Salan et Jouhaux disparaissent et entrent en clandestinité.

Pendant ce temps-là, Georges Pompidou rencontre en Suisse, sur l'ordre du chef de l'état, des représentants du FLN afin d'entamer des négociations.

Il ne reste plus qu'un seul recours, pour conserver l'Algérie à la France, contre la politique d'abandon mise en place par De Gaulle : l'OAS (Organisation Armée Secrète).

Dès lors le destin de l'Algérie Française, notre destin, est entre nos mains.

Le général Salan estime, en son âme et conscience, que les décisions du gouvernement français en ce qui concerne UNIQUEMENT l'indépendance de l'Algérie sont contraires à l'intérêt de la Nation. (*Tout comme l'avait fait en 1940 le « général » De Gaulle après la décision de signer l'armistice par le gouvernement de Philippe Pétain*).

Il estime également que, contrairement au général De Gaulle, il y va de son honneur, et de l'honneur de tous les officiers qui l'ont rejoint, de respecter la parole donnée, par De Gaulle, de conserver l'Algérie à la France.

De très nombreux résistants de la grande guerre et des compagnons de la Libération rejoignent l'OAS : Georges Bidault (Président du dernier Conseil National de la Résistance (CNR), après la disparition de Jean Moulin, et qui succédera au général Salan, dès son arrestation, à la tête de l'OAS), Jacques

ASSOCIATION NATIONALE DES OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS LINGUISTES DE RESERVE

Siège social : c/o ANRAT, 18 rue de Vézelay, 75008 PARIS

Soustelle, homme de gauche et ex gouverneur général de l'Algérie, les colonels Château-Jobert, Savelli, Ceccaldi, et bien d'autres.

Le docteur Jean-Claude Pérez se voyait confier l'O.R.O., branche dure, avec comme adjoint le Lieutenant Degueldre, ancien officier du 1er REP, responsable de la formation et de la direction opérationnelle des futurs commandos deltas.

L'OAS, dit-on et lit-on dans les médias et la presse française de l'époque, et même de nos jours, a ensanglanté l'Algérie. Permettez-moi de vous rappeler que l'OAS n'a existé que seize mois, de fin février 1961 à début juillet 1962, et que ceux qui ont ensanglanté l'Algérie de 1954 jusqu'à fin 62 ce sont le FLN et l'ALN, pas l'OAS.

L'OAS a exécuté des individus communistes et gauchistes qui étaient les complices justement de ceux qui ensanglantaient l'Algérie, les « porteurs de valises » métropolitains qui les finançaient, fournissaient armes, faux papiers, aide et assistance, explosifs, fabriquaient leurs bombes et organisaient des attentats aussi bien en Algérie qu'en métropole.

L'OAS a éliminé la grande majorité des « Barbouzes » recrutés par le gouvernement pour la combattre. Les survivants furent rapatriés et poursuivirent leurs actions en métropole.

L'OAS a plastiqué les entreprises et les commerces de ceux qui abandonnaient leur

pays en guerre pour fuir en métropole et, dans les dernières semaines, a abattu parfois, après le 19 mars 1962, des innocents pour répondre aux enlèvements et aux assassinats dont été victimes en masse la population de l'Algérie par ses « nouveaux maîtres » et tenter de remplacer l'armée française qui restait « par ordre » l'arme au pied et se déshonorait, obéissant à un chef d'état et à un gouvernement d'abandon.

Il est totalement faux d'adhérer aux informations véhiculées par le gouvernement de l'époque et une certaine presse au service exclusif des communistes et des gauchistes qui alarmaient les citoyens en proclamant que l'OAS était une organisation de fascistes d'extrême droite.

Il suffit de rappeler que son chef, le général Salan, était étiqueté à gauche, au point même qu'un attentat avait été organisé, notamment par Michel Debré, et justement par la droite française, afin de l'éliminer physiquement car elle supposait qu'il avait été placé à ce poste de gouverneur militaire de l'Algérie dans l'objectif d'un rapprochement avec le FLN, et ce fut le commandant Rodier qui fut tué.

Quant aux autres officiers ils n'avaient aucune autre idéologie que de servir la Patrie et défendre la présence française.

L'OAS a été créée par les plus glorieux officiers de l'armée française, les plus décorés sur les champs de bataille, et dans ses rangs

se battaient le plus petit ouvrier de Bab-el-Oued et d'Oranie et le général général 5 étoiles, et ils n'ont pas à rougir du sang qu'ils ont versé pour la France, leur patrie, et son drapeau.

L'OAS Algérie était confiée au général Paul Gardy et l'OAS Métropole au capitaine Pierre Sergent.

L'action était confié aux commandos « Delta », sous les ordres de Jean-Claude Pérez et du lieutenant Degueldre. Or 80% des membres de ces commandos, et notamment le plus actif, celui de « Jésus de Bab-el-Oued » étaient des sympathisants de la gauche socialiste et communiste qui dominait ce quartier.

Il n'y avait au sein de l'OAS aucune agressivité contre l'ensemble des musulmans.

Les ennemis à exécuter étaient les terroristes du FLN et les traîtres français qui étaient leurs complices.

90% de la population approuvait l'action de l'OAS, sans participer aux opérations armées ni aux exécutions nécessaires, mais, effectivement, trop peu nombreux furent ceux qui participèrent activement à la défense de leur pays.

N'oubliez jamais qu'après le général Salan, l'officier le plus gradé et le plus décoré de l'armée française, c'est M. Georges Bidault qui l'a remplacé à la tête de l'OAS. Georges Bidault qui fut le dernier président du CNR (Conseil National de la Résistance), l'homme

qui a remplacé Jean Moulin comme responsable de la résistance française face aux nazis.

Je pense être mieux placé que quiconque pour préciser les objectifs de l'OAS.

Je me trouvais justement à Madrid, au domicile de Pierre Lagaillard, au 22e étage de la Résidence La Torre, Plaza d'Espana à l'époque de Pâques 1961, afin de représenter M. Georges Bidault (sous surveillance des renseignement généraux) lors de la création officiel de l'OAS et que, par la suite, j'ai créé le « *Bulletin de liaison du CNR/OAS* », à Paris, toujours sous les ordres de Georges Bidault qui, quelques mois plus tard, prenait la responsabilité de l'OAS en lieu et place du général Salan, arrêté par les autorités françaises.

La France avait connu une situation identique lors de la dernière guerre 39/45 où il y eut bien peu de résistants contre l'occupant nazi et beaucoup plus dès la libération !

Si l'action de l'OAS n'a duré que 16 mois (février 61 à juillet 62) c'est qu'il n'y avait plus rien à espérer après le départ de la presque totalité des européens d'Algérie qui n'avait eu le choix qu'entre la valise ou le cercueil, promis par le FLN et l'ALN qui ne voulaient en aucun cas qu'il ne reste un seul non musulman sur la terre algérienne.

C'est d'ailleurs ce que n'ont jamais compris ni

les gouvernements successifs de la France, ni De Gaulle, ni même l'OAS : La guerre pour l'indépendance n'était pas l'objectif majeur du FLN et de l'ALN, il ne s'agissait que de l'arbre qui cachait la forêt.

L'objectif prioritaire était le départ obligatoire d'Algérie de toutes les religions autres que la religion musulmane : c'était « La valise ou le cercueil ».

Cet « objectif prioritaire » a été facilité, on peut même dire « aidé », par le « cessez le feu » unilatéral ordonné par De Gaulle, dès les « Accords d'Evian », qui mettait l'armée française au service des nouveaux « maîtres » du pays.

Ce qui a permis les massacres du 26 mars 62, rue d'Isly à Alger et du 5 juillet 62 à Oran.

Je terminerai par ce dernier hommage, bien involontaire, rendu par De Gaulle à l'OAS : « Les gens de l'OAS me haïssent parce qu'ils sont aveuglés par leur amour de la France. »

La Chine sans œillères, par Bruno Guigue

11 févr. 2019



A rebours de ce que les médias avancent généralement sur les ambitions chinoises de domination de la planète, l'analyste politique Bruno Guigue dresse le portrait d'un pays éminemment pragmatique.

A entendre l'avalanche de mensonges déversée sur ce grand pays par les médias occidentaux, on finit par se poser la question : peut-on encore considérer la Chine sans œillères ni préjugés, sans concession ni malveillance, en la regardant telle qu'elle est et non telle qu'on voudrait qu'elle fût ? Dès qu'ils daignent en parler, nos médias la décrivent en des termes qui oscillent toujours entre la crainte et le mépris. Assoiffée de richesses, jetant ses tentacules sur la planète, trompant son monde en affichant un pacifisme de façade, d'une brutalité sourde qu'on soupçonne, prête à exploser, derrière les faux semblants d'un discours lénifiant, la Chine serait comme l'ogre de la fable qui finira, un beau matin, par manger les petits enfants. L'imagerie coloniale la représentait au XIXe siècle sous les traits d'une cruauté raffinée,

mais ce raffinement n'est plus de mise. A croire nos éditorialistes et nos experts, la Chine nouvelle n'enrobe plus ses appétits voraces de ces raffinements surannés. Ce qu'elle veut, c'est «dominer le monde», tout simplement. Appelée à devenir la première puissance économique mondiale, elle réclame sa part d'hégémonie planétaire, elle revendique la première place sur le podium. Mais elle veut surtout, nous dit-on, imposer son modèle, promouvoir ses valeurs, s'ériger en exemple destiné à l'imitation des nations.

Réticente aux idées abstraites, la Chine admet volontiers qu'il n'y a pas de recette toute faite

Cette vision d'une Chine conquérante et prosélyte est d'autant plus surréaliste que les Chinois font exactement le contraire. Persuadés que leur système est unique, ils ne cherchent à convertir personne. Qu'ils exportent des marchandises, achètent des terrains ou construisent des ponts à l'étranger, ils défendent évidemment leurs intérêts. Mais leur ambition n'est pas de repeindre le monde aux couleurs de la Chine. A choisir, ils préféreraient sans doute qu'on ne les imite pas, car chaque peuple doit trouver sa voie par lui-même, quitte à commettre ces erreurs de parcours sans lesquelles aucune réussite n'est méritoire. Comme le disent si bien les spécialistes de la langue chinoise – qui, eux, connaissent bien leur sujet - la pensée chinoise est empirique et pragmatique. Elle affronte les faits, elle en subit les corrections

successives et poursuit son avancée tant bien que mal. Réticente aux idées abstraites, elle admet volontiers qu'il n'y a pas de recette toute faite. C'est pourquoi il faut renoncer à l'idée que les Chinois cherchent à diffuser leur modèle et cesser de prêter à ce grand pays des rêves de conquête qui n'existent que dans l'imagination de ses détracteurs. Mais nos experts patentés ne l'entendent pas de cette oreille. Concluant une émission de *C dans l'Air* dont le titre est déjà tout un programme («Qui peut arrêter la Chine ?»), Valérie Niquet, chercheuse à la Fondation de la recherche stratégique, opposait en ces termes le modèle européen et le modèle chinois : «La Chine, c'est l'anti-Europe, par exemple. Nous, on tente de surmonter ce qui faisait les relations internationales du passé, le conflit, l'usage de la force pour régler les tensions. La Chine, elle, s'en tient aux comportements du XIXe siècle.»

Accuser l'autre de ses propres turpitudes relève d'une inversion maligne dont le discours occidental est coutumier

Faut-il en déduire que la Chine aurait un goût prononcé pour «l'usage de la force en vue de régler les conflits» ? Pourtant, rares sont les Afghans, les Libyens, les Irakiens, les Syriens et les Yéménites à avoir péri sous des bombes chinoises. Pays européens, la France et le Royaume-Uni, en revanche, ont causé avec leur grand allié américain – et en utilisant divers intermédiaires - des centaines de milliers de morts et des dévastations sans

nom en violant les règles internationales les plus élémentaires. Mais ce n'est pas nouveau. Accuser l'autre de ses propres turpitudes relève d'une inversion maligne dont le discours occidental est coutumier. Dire que la Chine, contrairement à l'Europe, «s'en tient aux comportements du XIXe siècle», dans la même veine, traduit un consternant mélange d'arrogance et d'ignorance. Car à cette époque, ce n'est pas l'empire chinois, mais les puissances impérialistes européennes qui pratiquaient la conquête territoriale et le pillage colonial. Les Chinois en savent quelque chose. Avec les «guerres de l'opium», Britanniques et Français ont envahi le «pays du milieu» pour le contraindre à signer des traités infamants et accepter l'importation massive de cette drogue aux effets délétères. Pire encore, en 1860, un corps expéditionnaire réunissant les forces des deux nations fait irruption dans Pékin et met à sac le splendide Palais d'été des empereurs Qing. Indigné, Victor Hugo condamna ce forfait en écrivant ces lignes amères : «Nous Européens, nous sommes les civilisés, les Chinois sont les barbares. Voilà ce que la civilisation a fait à la barbarie. Devant l'histoire, l'un des deux bandits s'appellera la France, l'autre s'appellera l'Angleterre. L'Empire français a empoché la moitié de cette victoire, et il étaie aujourd'hui, avec une sorte de naïveté de propriétaire, le splendide bric-à-brac du Palais d'été. J'espère qu'un jour viendra où la France, délivrée et nettoyée, renverra ce butin à la Chine spoliée.»

La centralité imaginaire de l'empire lui a forgé un destin, le vouant à s'occuper d'abord de ses sujets et de leur bien-être avant de s'intéresser au reste du monde

Cette spoliation, la France préfère l'oublier, et elle donne aujourd'hui des leçons de morale à un pays qu'elle a pillé il y a 150 ans, comme si ses ignominies passées lui conféraient un certificat de vertu pour le présent. La Chine, elle, n'a rien oublié, mais elle n'en éprouve aucune haine. Cette vieille humiliation, elle entend l'effacer en retrouvant la place légitime qui est la sienne dans le concert des nations. Ce qu'elle veut, c'est tourner définitivement la page de cette ère chaotique initiée par les guerres de l'opium et la décadence de l'empire des Qing. Nul besoin, pour y parvenir, d'imposer quoi que ce soit à qui ce soit.

Modèle sans imitation possible, empire sans impérialisme, la Chine est par excellence une puissance pacifique. Mais elle ne l'est pas seulement par choix politique, ses dirigeants modernes ayant fait le choix du développement et proscrit l'aventure extérieure. Elle l'est aussi pour une raison plus profonde, et plus difficile à cerner pour un esprit occidental. C'est que la centralité imaginaire de l'empire lui a forgé un destin, le vouant à s'occuper d'abord de ses sujets et de leur bien-être avant de s'intéresser au reste du monde. Pays du milieu, la Chine reçoit en priorité l'influence bénéfique du ciel, qui est rond, tandis que la terre est carrée. Elle est située au centre du monde par un décret intemporel qui lui ôte l'envie d'en conquérir les

marges. Cette périphérie du monde habité, en effet, ne sera jamais aussi intéressante que le cœur même d'un empire dont la gestion est déjà une lourde tâche.

Cette attitude pacifique d'un empire auto-centré n'intéresse guère nos démocraties guerrières, devenues expertes en bombardements humanitaires

Prêter des ambitions conquérantes à ce pays, par conséquent, est aussi absurde que lui reprocher de vouloir exporter son modèle, puisque ce dernier a pour vocation de rester unique. Si la Chine est pacifique, c'est donc en vertu d'un statut cosmologique dont le privilège s'accompagne d'une promesse d'innocuité à l'égard de ses voisins. «Les armes sont des instruments néfastes et répugnent à tous. Celui qui comprend le Tao ne les adopte pas», disait Lao-Tseu. Clef de voûte du monde habité, l'empire du milieu se condamnerait à la décomposition s'il se dispersait aux marges, il se dissoudrait dans l'informe s'il renonçait par ambition aux dividendes d'une sereine centralité. Or cette pesanteur de l'imaginaire chinois ne concerne pas seulement le monde des idées. Transposée dans le monde réel, elle détermine un habitus que les donneurs de leçons occidentaux devraient méditer, quitte à s'en inspirer pour leur propre gouverne : un grand pays qui n'a fait aucune guerre depuis quarante ans, en effet, mérite tout de même quelque considération. Hormis le bref règlement de comptes avec le Vietnam (1979),

il faut remonter jusqu'à l'affrontement frontalier avec l'Inde (1962) et à la guerre de Corée (1950-1953) pour trouver la trace d'une guerre dans laquelle la Chine se serait engagée. Encore faut-il préciser que ces conflits se déroulèrent à ses frontières immédiates, et non dans de lointaines contrées convoitées par on ne sait quel expansionnisme. Mais cette attitude pacifique d'un empire auto-centré n'intéresse guère nos démocraties guerrières, devenues expertes en bombardements humanitaires, en embargos qui affament les peuples pour la bonne cause et en révoltes téléguidées de l'étranger.

On aime dire que la Chine reste un pays pauvre [...] Mais la réalité chinoise se transforme plus vite que les représentations des experts occidentaux

Comme on l'a relevé, les Occidentaux, à propos de la Chine, oscillent toujours entre la crainte et le mépris. Ils ont exigé à grand cri qu'elle participe à la mondialisation des échanges, et ils se lamentent des parts de marché que ses entreprises enlèvent haut la main. Multipliant les injonctions contradictoires, ils lui reprochent à la fois d'en faire trop et pas assez, d'être désespérément pauvre et scandaleusement riche, excessivement rapide et exagérément lente, décidément trop libérale quand elle n'est pas trop dirigiste. Ils lui demandent de sauver la croissance mondiale – ce que Pékin a fait au lendemain de la crise financière de 2008, provoquée par la rapacité des banques

américaines – mais sans se montrer trop gourmande en matières premières. Ils voudraient qu'elle continue à se développer, mais en renonçant aux outils de son développement, comme sa souveraineté monétaire, son puissant secteur public et sa prudente tutelle des marchés financiers. L'attitude occidentale frôle parfois le comique. Lorsque la Chine, après avoir connu des taux de croissance annuels à deux chiffres, redescend en douceur à 6,4 % (2018), on entend les experts d'un pays européen qui se traîne à 1,5 % faire la fine bouche et pronostiquer la catastrophe : c'est vraiment l'hôpital qui se moque de la charité ! En Occident, on aime dire que la Chine reste un pays pauvre, avec ses centaines de millions de travailleurs sous-payés. Mais la réalité chinoise se transforme plus vite que les représentations des experts occidentaux, car les luttes des salariés de l'industrie – dans un pays qui connaît des conflits sociaux réglés par la négociation, comme partout ailleurs – ont abouti à une hausse conséquente des salaires, au point d'inquiéter les investisseurs étrangers.

Le pacifisme de la Chine est l'envers de sa réussite économique, quand le bellicisme des USA est le reflet de leur déclin

En fait, la Chine est un grand pays souverain, fier de son identité culturelle, attaché à la loi internationale et décidé à se faire respecter sur la scène mondiale. Il n'agresse ni ne menace aucun Etat, ne finance aucune

organisation terroriste ou subversive chez les autres, n'inflige aucun embargo ni aucune sanction économique à d'autres Etats souverains et refuse obstinément de se mêler de leurs affaires intérieures. Le contraste est saisissant avec l'attitude des Etats-Unis et de leurs alliés européens, qui passent leur temps à intervenir chez les autres de façon unilatérale, sous de faux prétextes et en violation flagrante de la loi internationale. Si toutes les grandes puissances se comportaient comme la Chine, le monde serait plus sûr et moins belliqueux. Il serait beaucoup moins assujetti – avec les risques énormes que génère cette dépendance - aux intérêts sordides des multinationales de l'armement. Car les Chinois n'ont qu'une base militaire à l'étranger quand les USA en ont 725. Ils dépensent 141 dollars par habitant et par an pour leur défense quand les Américains en dépensent 2 187. Ils n'ont qu'un porte-avions, tandis que les USA en ont douze. Et encore la Chine a-t-elle accompli un effort de réarmement significatif depuis dix ans face aux initiatives belliqueuses de l'Oncle Sam. Si elle avait pu, elle s'en serait passée. Tandis que les USA se cramponnent désespérément à leur hégémonie finissante, les Chinois savent qu'ils sont la puissance montante et qu'il ne sert à rien de précipiter les événements. Le pacifisme de la Chine est l'envers de sa réussite économique, quand le bellicisme des USA est le reflet de leur déclin. Au lieu de faire la guerre en vivant à crédit, la Chine a compté sur son savoir-faire pour

développer son tissu économique, et le résultat est palpable.

Quand on voyage en Chine en 2019, on ne voit pas un pays en voie de développement, mais un pays développé. La modernité et la fiabilité des moyens de transport y sont impressionnantes. Les métros sont flambant neuf, d'une propreté, d'une fonctionnalité et d'une sécurité à toute épreuve. Dans celui de Canton, troisième ville chinoise avec 14 millions d'habitants, il n'y ni SDF, ni pick-pocket, ni tag, ni mégot, ni papier par terre. Les passagers attendent sagement leur tour si le train est bondé, et aux heures de pointe les rames se succèdent toutes les 30 secondes. En dépit de leur gigantisme, les gares et les aéroports fonctionnent comme du papier à musique. Les retards sont rares, les billetteries automatisées, la signalétique irréprochable (même pour les étrangers). Des toilettes gratuites sont disponibles partout. Les lignes aériennes intérieures desservent toutes les villes importantes, et les avions sont ponctuels, propres et confortables. Les gares et les lignes à grande vitesse offrent aux Chinois une gamme de déplacements dans l'ensemble du pays à des tarifs raisonnables. Un aller simple Canton-Nanning, par exemple, soit 550 kilomètres de LGV, coûte 169 yuans (23 euros) quand le salaire moyen est de l'ordre de 3000 yuans (410 euros). Depuis dix ans, les progrès sont fulgurants. La Chine avait 700 kilomètres de LGV en 2007, 11 000 kilomètres en 2013, 23 000 en 2016, et

l'objectif est d'atteindre 40 000 kilomètres, soit l'équivalent de la circonférence de la terre.

La réussite de CRRC, mastodonte public, a de quoi faire réfléchir les tenants du libéralisme sur les véritables paramètres de la croissance économique

Il est frappant que ces infrastructures, pour la plupart, aient moins de dix ans. D'une modernité sidérante, elles sont le fruit d'une politique massive et délibérée d'investissements publics. Décidée au lendemain de la crise financière de 2008, cette politique a sauvé une croissance mondiale malmenée par l'irresponsabilité de Wall Street. Elle a aussi permis d'accélérer la marche du pays vers la «société de moyenne aisance» qui est l'objectif majeur des dirigeants du pays. Pour franchir cette nouvelle étape de leur développement, les Chinois comptent sur le dynamisme d'un vaste secteur privé, notamment dans les services. Mais ils utilisent aussi un puissant réseau d'entreprises d'État qui ont bénéficié de la taille critique du marché intérieur chinois pour s'imposer à l'échelle internationale. Le meilleur exemple est sans doute celui de l'entreprise de construction ferroviaire CRRC, devenue numéro un mondial pour la production de trains à grande vitesse. Active dans 102 pays, cette entreprise compte 180 000 employés et affiche un revenu qui dépasse les 30 milliards d'euros. Elle construit 200 trains par an, contre 35 pour le duo Siemens-Alstom. Cette réussite d'un mastodonte public a de quoi faire réfléchir les

tenants du libéralisme sur les véritables paramètres de la croissance économique, mais il y a peu de chance qu'ils en tirent les conclusions qui s'imposent. Ils préfèrent croire que les recettes libérales vont sauver le monde des affres du sous-développement.

Contrairement à nous, les Chinois s'inscrivent dans le temps long. Tandis que nous subissons la dictature du court terme, ils regardent loin devant

En Occident, lorsqu'elle réussit, la Chine fait peur. Lorsqu'elle manifeste des signes d'essoufflement, elle fait peur aussi. On lui reproche d'utiliser son secteur public pour gagner des parts de marché, tout en brandissant comme les Saintes Ecritures une idéologie libérale qui prétend que le secteur public est inefficace. En attendant, les Chinois continuent de penser, avec Deng Xiaoping, que peu importe que le chat soit noir ou gris pourvu qu'il attrape les souris. En Chine, l'État contrôle les industries-clé : charbon, acier, pétrole, nucléaire, armement, transports. Ce ne sont pas les récriminations occidentales qui vont inciter ce pays souverain à modifier sa politique. Il a payé assez cher la construction de son modèle de développement et il n'a pas envie d'y renoncer pour faire plaisir aux puissances étrangères. La Chine est entrée toutes voiles dehors dans les grands vents de la mondialisation, mais elle n'a pas l'intention de lâcher le gouvernail parce que les Occidentaux ne savent plus le tenir. Contrairement à nous, les Chinois s'inscrivent

dans le temps long. Tandis que nous subissons la dictature du court terme, ils regardent loin devant. Il y a deux siècles, la Chine était encore l'atelier du monde. Du tiers de la production mondiale en 1820, au moment de son apogée, elle est passée à moins de 5% en 1950. La décadence de la dynastie Qing et l'intrusion européenne – puis japonaise – ont précipité son déclin, ouvrant une ère calamiteuse dont les convulsions révolutionnaires du XXe siècle furent la conséquence. Il n'est pas étonnant que la Chine veuille désormais retrouver l'éclat de sa jeunesse en utilisant les ressources matérielles et spirituelles d'une culture plurimillénaire.

Les Chinois, quand ils louent la politique de leurs dirigeants, citent à la fois la lutte contre la corruption et la lutte contre la pauvreté

Dans la nouvelle phase de son développement – «la société de moyenne aisance» - la Chine moderne entend développer son marché intérieur en favorisant l'émergence des classes moyennes. Mais elle veut aussi extraire de la pauvreté les populations les plus démunies. Il est significatif que les Chinois, quand ils louent la politique de leurs dirigeants, citent à la fois la lutte contre la corruption – qui est extrêmement populaire – et la lutte contre la pauvreté. Dans les villages chinois, on peut voir des tableaux affichés publiquement où figurent les noms des pauvres qui bénéficient du programme

d'éradication de la pauvreté et les noms des fonctionnaires chargés de les accompagner personnellement. En un lieu où tout le monde se connaît, cette absence d'anonymat ne semble gêner personne. Chacun sait à quoi s'en tenir, et l'évaluation des résultats au vu et au su de tous – une véritable obsession dans la culture administrative chinoise – en est facilitée. Ce tableau est d'ailleurs affiché en face du bâtiment du comité local du parti communiste, ce qui témoigne de l'intérêt qu'on lui porte. En tout cas, ce dispositif a porté ses fruits. Selon la Banque mondiale, le taux de pauvreté en Chine populaire qui s'élevait encore à 17% en 2010 est tombé à 3,1% en 2017. L'encadrement social nécessaire à la mobilisation de tous et la direction par un parti qui fixe les objectifs participent aux yeux des Chinois d'un cercle vertueux dont l'efficacité est patente.

C'est aussi la raison pour laquelle les cris d'orfraie de la presse occidentale à propos de la «note de crédit social» ne semblent pas rencontrer le même écho chez les Chinois. Qu'on soit sanctionné pour avoir commis des délits ou des incivilités ne les trouble guère. Au contraire, la mentalité régnante pencherait plutôt pour la sévérité dans un pays où l'application de la peine de mort va de soi. La présentation de ce dispositif expérimental – qui consisterait selon les médias occidentaux à attribuer une note globale de crédit social à chaque citoyen, susceptible de monter ou baisser en fonction de son attitude dans tous les domaines – ne correspond d'ailleurs jamais à ce que les Chinois en disent. Ils y

voient un système permettant de neutraliser les délinquants ou de limiter le surendettement, mais son caractère global – façon « Big Brother » – ne fait pas partie du champ de l'analyse. On peut avancer l'hypothèse que la présentation du dispositif par les médias occidentaux est quelque peu biaisée, puisqu'elle décrit un projet encore embryonnaire comme s'il était quasiment finalisé et prêt à l'emploi. Lorsqu'on en parle avec des Chinois, ils jugent certains aspects du projet peu contestables, alors que l'Occidental formaté par ses médias y voit une entreprise totalitaire contraire à ses propres principes. Cet exemple illustre l'attitude coutumière des médias occidentaux à l'égard du système politique chinois, mais elle montre surtout à quel point nous ne parlons pas le même langage symbolique.

La dictature du parti offusque nos médias, mais celle du capital leur convient

Nous ne voyons aucune contradiction, par exemple, entre l'affirmation selon laquelle la France est la patrie des droits de l'homme et notre participation à des guerres ignobles contre des peuples qui ne nous ont rien fait. Pour les Chinois, c'est absurde. La seule façon de prendre au sérieux les droits de l'homme, c'est de développer son propre pays tout en laissant les autres conduire leurs affaires comme ils le veulent. Nos médias trouvent abominable l'absence de liberté d'expression en Chine populaire, mais dix milliardaires leur dictent une ligne éditoriale

monolithique et éliminent impitoyablement toute pensée dissidente. La dictature du parti les offusque, mais celle du capital leur convient. Le système chinois est moins hypocrite. Il est admis depuis 1949 que le parti communiste est l'organe dirigeant de la société et qu'il en fixe les orientations politiques. Ce parti accepte le débat interne mais il ne veut pas de concurrent externe. On peut le déplorer, mais c'est aux Chinois d'en décider. Cette direction unifiée donne sa cohésion à l'ensemble du système, mais elle est jugée sur ses résultats, conformément à une éthique confucéenne où les dirigeants sont tenus de servir et non de se servir. Ancrée traditionnellement dans le culte des ancêtres, la société chinoise n'a jamais été une société individualiste. C'est une société holiste où l'individu s'efface devant le groupe plus vaste auquel il appartient. «Obéis au prince, obéis au maître, obéis aux parents», disait Confucius il y a 2 500 ans. Tous les lundis matin, dans les établissements scolaires, le proviseur procède à la levée des couleurs et tient un discours mobilisateur devant les élèves en rang et en uniforme. Des formules comme «Sois civilisé, sois studieux et appliqué» ornent en gros caractères la cour des écoles. La véritable question est de savoir si ce système symbolique résistera durablement aux assauts de la société de consommation et à l'épanchement individualiste qu'elle entraîne partout où elle passe, y compris dans les sociétés qu'on pensait les mieux armées pour l'endiguer.

Les opinions, assertions et points de vue exprimés dans cette section sont le fait de leur auteur et ne peuvent en aucun cas être imputés à RT.

L'ESSENTIEL EN FRANÇAIS

ARTICLES SIGNALES

Échange inédit de généraux entre l'armée de Terre et l'US Army

PAR LAURENT LAGNEAU · 23 AVRIL 2019



Un général américain prendra bientôt les fonctions de commandant en second de la 3e Division dont l'état-major est installé à Marseille. Telle est [l'annonce faite](#) par l'US Army le 19 avril. Dans le même temps, un général français rejoindra la 3e Division d'Infanterie basée à Fort Stewart, pour occuper les fonctions de « commandant adjoint chargé de l'état de préparation. »

Cette 3e Division d'infanterie américaine a été surnommée le « Rocher de la Marne » [Rock of the Marne] pour sa participation à la Seconde bataille de la Marne, en 1918.

Cet échange se fera dans le cadre du Military Personnel Exchange Program [MPEP], qui vise à « renforcer les liens d'amitié, de compréhension et d'interopérabilité entre les pays et leurs organisations militaires respectives. »

Actuellement chef de l'état-major de la Force de la Mission des Nations unies au Mali [MINUSMA], le général Hubert Couthereau a été désigné pour être affecté à Fort Stewart. Et c'est le général Todd R. Wasmund, commandant adjoint chargé du soutien de la 1ère Division d'Infanterie de Fort Riley que l'US Army a choisi pour rejoindre la 3e Division de l'armée de Terre.

Cet échange sera le deuxième consenti à un tel niveau par l'US Army, un premier ayant déjà été établi par cette dernière avec la British Army en septembre 2015. En clair, ce partenariat annoncé avec l'armée de Terre est inédit.

Selon l'US Army, les affectations au titre du MPEP durent de deux à trois ans. Le général Wasmund prendra ses fonctions à Marseille en 2020 tandis que le général Couthereau est attendu à Fort Stewart à partir de l'été prochain.

Cela étant, pour l'armée de Terre, ce genre de pratique n'est pas nouveau. En 2016, le général Nicholas Nottingham fut affecté à la 1ère Division, dont l'état-major est implanté à Besançon tandis qu'un général français devait traverser la Manche pour rejoindre la 1st Division de la British Army.

Photo : US Africa Command / archive

Des recherches du Service de santé des Armées ont servi à mettre au point la radio tactique CONTACT

PAR LAURENT LAGNEAU · 24 AVRIL 2019



Comme l'a indiqué son chef d'état-major [CEMAT], le général Jean-Pierre Bosser, lors des auditions parlementaires de l'automne dernier, l'armée de Terre recevra en 2019 ses premiers Systèmes d'information et de commandement SCORPION [SICS] et les actuelles postes PR4G commenceront à être remplacées par les radios tactiques de

nouvelle génération Contact.

Ces dernières permettront une transmission simultanée et hautement sécurisée de voix et de données, ce qui en fera », explique l'armée de Terre, un élément « essentiel de la sécurité et de la capacité d'action tactique des fantassins et des véhicules blindés déployés en opération. »

Seulement, les performances techniques d'un tel système n'ont pas été les seuls paramètres à avoir été pris en compte lors de son développement. En effet, jusqu'à cinq canaux radio pourront être proposés aux soldats sur le terrain. Or, même s'ils sont dotés de protection, notamment lors des exercices de tirs, ces derniers peuvent souffrir de troubles auditifs étant donné qu'ils sont particulièrement exposés au bruit d'armes et de véhicules.

Cela étant, les militaires passent régulièrement un examen médical pour évaluer leur audition. Seulement, est-il expliqué dans le dernier bulletin périodique du Service de santé des Armées [SSA], il s'est avéré les tests d'audiométrie tonale qu'ils passent ne permettent pas de détecter des lésions induites par le bruit, comme les « atteintes synaptiques entre le nerf auditif et les cellules sensorielles de l'oreille interne ou synaptopathies cochléaires. » Ces lésions font que celui qui en est atteint éprouve des difficultés à distinguer la parole dans une environnement bruyant. « S'il vous est arrivé d'être gêné quand plusieurs

personnes parlent en même temps, vous êtes peut-être porteur de 'synaptopathie cochléaire' », explique ainsi le SSA. D'où le projet ECO [Exposition à des flux auditifs multiples : conséquences sensorielles et Cognitives], confié à l'Institut de recherche biomédicale des Armées [IRBA] et mené en collaboration avec plusieurs laboratoires civils. Les recherches menées dans le cadre de cette initiative devaient permettre d'atteindre deux objectifs. Le premier était d'améliorer le dépistage des troubles auditifs chez les militaires, et en particulier ceux relevant de la « 'synaptopathie cochléaire ». Le second avait une tonalité plus opérationnelle.

« Les échanges radio sont au cœur du problème, surtout avec les systèmes de nouvelle génération comme celui qui sera offert par le programme CONTACT [communication numérique tactique et de théâtre] où jusqu'à cinq canaux radio pourront être présentés à l'auditeur », rappelle l'article du SSA.

Aussi, le projet ECO a « abordé la mesure physiologique de l'effort d'écoute » dans une situation où le « sujet » doit pouvoir saisir une conversation dans une ambiance bruyante [appelée « effet cocktail party »]. Et cela, afin de « proposer des pistes pour améliorer l'intelligibilité et diminuer l'effort d'écoute. » Les résultats obtenus lors des mesures en « spectroscopie fonctionnelle en proche infrarouge et en dilatation pupillaire » ont montré « l'intérêt de l'utilisation de la spatialisation sonore [Audio 3D] », explique le SSA. Ce qui fait cette technologie a été

intégrée dans les systèmes CONTACT.

« Les recherches sont en cours à l'IRBA pour aller au-delà de cette preuve de concept et préciser l'intérêt de cette technologie chez les sujets ayant souffert de traumatismes sonores », poursuit l'article du SSA.

Mais il n'est pas question de s'arrêter en si bon chemin. En effet, l'IRBA va poursuivre ses études sur les atteintes auditives via le projet ANTINOISE, lequel vise à réunir scientifiques et industriels pour mettre au point de nouvelles protections ainsi que des moyens de diagnostic de nouvelle génération.

Photo : armée de Terre

Défense : l'Allemagne tente de lever les inquiétudes françaises

Coopération militaire, exportations d'armes, programmes communs, l'Allemagne tente de dissiper des malentendus avec la France. Son ambassadeur promet des règles du jeu plus claires et explique que la prolongation de l'embargo allemand sur la livraison d'armes en Arabie saoudite laisse la porte ouverte à certains anciens contrats.

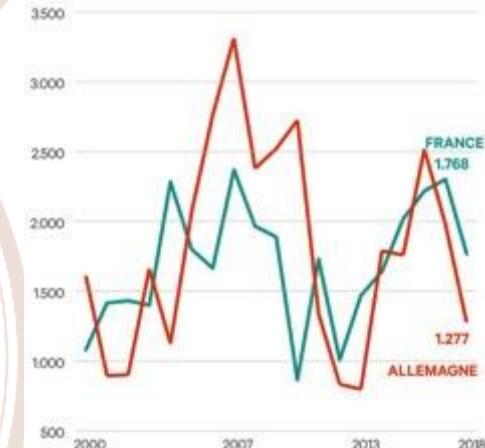


Auditonné mercredi au Sénat, l'ambassadeur d'Allemagne en France, Nikolaus Meyer-Landrut, a tenté de rassurer les parlementaires sur la solidité de la coopération franco-allemande dans la défense. Révision à la baisse de l'effort budgétaire allemand, difficultés à définir le programme du char du futur, incertitudes sur les règles d'exportation, Christian Cambon, président de la Commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, s'est inquiété des ombres qui pèsent sur les projets franco-allemands d'armement.

Fin mars, l'ambassadrice de France à Berlin, Anne-Marie Descôtes, avait épingle le caractère « *imprévisible* » de la politique allemande d'exportations d'armes, en la jugeant trop dépendante de considérations de politique intérieure.

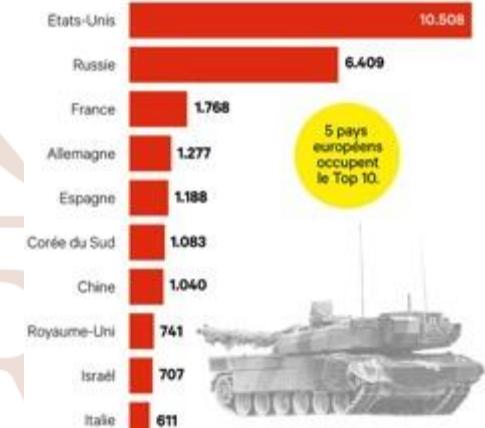
Les exportations dans le monde en net recul

Volumes des transferts internationaux, en millions



Le Top 10 des exportateurs d'armes majeures*

En 2018, volumes des transferts internationaux en millions



5 pays européens occupent le Top 10.



Armes majeures* : avions de combats, missiles et lanceurs de missiles, etc.

*LES ECHOS / SOURCE : SIPRI / PHOTO : FRANCOIS NASCIMBENI / AFP

Un embargo plein de subtilités

Fin mars, Berlin a prolongé de neuf mois l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Arabie saoudite décidé en octobre 2018 à la suite de l'affaire Kashoggi. Alors même que ce gel met en jeu les exportations du britannique BAE Systems, en coalition avec Airbus et l'italien Leonardo, d'avions de chasse Typhoon à Ryad, ainsi que des livraisons de missiles Meteor du groupe européen MBDA. Selon l'ambassadeur Meyer-Landrut, cette prolongation introduit un distinguo entre les armes allemandes et celles coproduites avec d'autres groupes européens, qui devrait permettre à Londres ou Paris de respecter leurs engagements.

« L'exportation est interdite pour les armes allemandes à destination des pays engagés dans le conflit au Yémen, mais les autorisations d'exportation seront maintenues pour des équipements en coproduction, qui bénéficiaient d'autorisations antérieures à l'embargo », a-t-il expliqué. Reste néanmoins à repérer dans des systèmes d'armes complexes la part des uns et des autres, une négociation fastidieuse avec l'administration allemande.

Un débat difficile mais ouvert

Positive, la ministre des Armées, Florence Parly, explique aux « Echos » que les discussions sont difficiles, mais qu'à sa satisfaction, le sujet est sorti de l'ombre et occupe désormais le centre de la table. « On travaille sur ce sujet très sensible, dont les enjeux sont énormes », déclare-t-elle en

rappelant que des programmes aussi structurants pour l'avenir des armées que le char et l'avion du futur ne pourront se faire s'il existe un doute sur la possibilité de les exporter.

Une solution à l'étude consiste à définir des seuils en deçà desquels Berlin ne pourrait pas bloquer l'exportation d'un système d'armes réalisé avec d'autres pays. Paris plaide pour un seuil élevé, Berlin pour un seuil plus faible. Au Sénat, l'ambassadeur d'Allemagne a insisté sur la bonne foi du gouvernement allemand en matière de défense commune. Il a souligné que le budget de la défense avait progressé de 40 % depuis cinq ans et rappelé que pour 2020, la hausse était certes moins forte que promise, mais qu'il s'agissait toutefois d'une hausse.

Répartition égalitaire

Alors que les Français s'inquiètent d'une mainmise des industriels allemands sur le programme de char du futur, l'ambassadeur a promis une répartition industrielle égalitaire. « Nous avons demandé aux industriels de s'organiser entre eux pour présenter une solution aux gouvernements », a-t-il précisé. Et quel meilleur gage donné à la coopération franco-allemande que la décision de ne pas acheter des chasseurs américains F35, a-t-il insisté. Florence Parly espère toujours pouvoir parvenir à un accord d'ici le Salon du Bourget en juin.

Anne Bauer

L'Allemagne accusée de ne pas investir assez pour intimider la Russie

© AP Photo / Diether Endlicher

Un ex-haut responsable états-unien a invité l'Allemagne à dépenser plus pour contrer la «menace russe» qui est, selon lui, «le principal problème» de l'Otan aujourd'hui.

L'Allemagne devrait investir davantage dans les efforts visant à «intimider» la Russie, estime l'ancien sous-sекrétary adjoint américain à la Défense, Elbridge Colby.

Dans un entretien accordé au magazine allemand Focus, l'ex-responsable a souligné que l'Allemagne était un pays très riche et pourrait ainsi dépenser plus pour sa propre défense et pour celle de ses alliés de l'Otan.

Pourtant, aujourd'hui, les forces armées allemandes ne représentent plus que «l'ombre pâle» d'elles-mêmes à l'époque de la guerre froide, constate l'interlocuteur du magazine.

Selon lui, l'Allemagne pourrait «aider à lutter contre la Russie» car cette dernière constitue «le principal problème auquel l'Otan fait face actuellement».

«L'Allemagne pourrait s'appliquer plus pour intimider les Russes d'une manière plus persuasive», a déclaré M. Colby.

Plus tôt en avril, le ministère russe des Affaires étrangères avait annoncé la fin de toute coopération, civile comme militaire, avec [l'Organisation du traité de l'Atlantique nord](#).

Tsahal a participé à l'exercice Spirit X de l'OTAN

By Marc - Avr 21, 2019



Les forces israéliennes ont participé à l'exercice *Allied Spirit X* de l'OTAN



Photo Par Spc. Yon Henderson
(Source: dvidshub.net)

Environ 5 600 participants de 15 pays ont pris part à l'exercice *Allied Spirit X*, qui s'est déroulé du 30 mars au 17 avril 2019 dans la zone d'entraînement de Hohenfels du 7e commandement de l'instruction de l'armée, dans le sud-est de l'Allemagne.

Les participants venaient des pays alliés de l'OTAN et des pays partenaires suivants : États-Unis, Danemark, Finlande, Allemagne, Israël, Italie, Lituanie, Moldavie, Pays-Bas, Pologne, Slovaquie, Espagne, Suède, Turquie et Royaume-Uni.

ZONE D'ENTRAÎNEMENT DE HOHENFELS, Allemagne – Le 2e Bataillon du 34e Régiment blindé, la 1ère équipe de combat de la brigade blindée, la 1ère Division d'infanterie de Fort Riley, au Kansas, participe à l'exercice multinational *Allied Spirit X*, conçu pour développer et renforcer l'interopérabilité et la capacité opérationnelle de l'OTAN et de ses principaux partenaires, du 30 mars au 17 avril

2019. «Pour *Allied Spirit X*, notre bataillon va se déployer sur le terrain dans le cadre du regroupement de nations alliées dans toute l'Europe», a déclaré le major de l'armée américaine, le commandant Widmar Roman, officier des opérations du 2e Bataillon, 34e Régiment blindé. «Il s'agit, essentiellement, de mener des opérations offensives et défensives afin de travailler en interopérabilité, pour être plus compétent.

Des entraînements réguliers avec les alliés et les partenaires de l'OTAN permettent à l'armée américaine d'être positionnée avec des forces crédibles, prêtes et préparées pour faire face aux menaces potentielles.

“Notre bataillon apporte une combinaison meurtrière de choc blindé et de puissance de tir impressionnante afin que nous puissions exécuter des opérations défensives et offensives à une vitesse élevée avec beaucoup de létalité”, a déclaré le major Roman de l'armée américaine. «Cela fait partie de ce que nous apportons à la brigade, afin de lui permettre de remplir sa mission.» Des exercices tels que *Allied Spirit X* indiquent clairement que les États-Unis et leurs alliés travaillent habilement pour la défense collective.

Environ 5 600 participants de 15 pays participent à l'exercice *Allied Spirit X*. Les participants viennent des pays alliés et partenaires de l'OTAN : États-Unis, Danemark, Finlande, Allemagne, Israël, Italie, Lituanie, Moldavie, Pays-Bas, Pologne, Slovaquie, Espagne, Suède, La Turquie et le Royaume-Uni.

«Je pense que ce sera agréable de travailler avec les alliés», a déclaré le sergent d'état-major de l'armée américaine Thomas Moon, sous-officier du quartier général, 2e Bataillon, 34ème Régiment blindé, "Nous voyons comment ils se comportent et cela nous donne l'occasion de définir nos tactiques, techniques et procédures avec eux."

La poursuite de l'interopérabilité au moyen d'exercices tels que Allied Spirit X, en s'engageant avec les forces armées d'autres pays donne aux soldats américains l'occasion d'acquérir de nouvelles compétences qui renforcent encore l'appariement et la létalité. «Il est bon d'exposer les jeunes soldats aux connaissances et à l'expérience d'autres pays», a déclaré le Sgt d'état-major de l'armée américaine Lune. «Ils peuvent donc déterminer ce qui leur convient le mieux dans le développement de leur carrière militaire.»

L'US Army a présélectionné cinq industriels pour son futur hélicoptère de reconnaissance et d'attaque

PAR LAURENT LAGNEAU · 24 AVRIL 2019



Dans le cadre du programme « Future Vertical Lift », qui vise à remplacer une grande partie de ses hélicoptères à l'horizon 2028/30, l'US Army devait préselectionner six industriels au titre du projet « Future Attack Reconnaissance Aircraft » [FARA], lequel doit donner lieu, comme son nom l'indique, à un appareil de reconnaissance et d'attaque.

Le mois dernier, l'on apprenait qu'Airbus Helicopters s'intéressait à ce marché, pour lequel il venait de proposer la candidature d'un hélicoptère basé sur son modèle Racer, développé à partir du prototype X3, qui avait atteint la vitesse de 472 km/h lors de ses essais.

Finalement, via un communiqué publié le 23 avril, l'US Army Futures Command a annoncé avoir retenu seulement cinq constructeurs, dont Karem Aircraft, Sikorsky, Boeing, Bell, et AVX Aircraft. Exit, donc, Airbus Helicopters... Selon la procédure mise en place par l'US Army, deux de ces cinq prétendants à ce

marché auront chacun à mettre au point un prototype. Le choix final sera ensuite annoncé en 2023, avec un contrat de développement à la clé pour le vainqueur. La production en série ne devrait pas tarder par la suite.

L'hélicoptère que souhaite l'US Army devra pouvoir voler à une vitesse d'au moins 200 noeuds, se passer éventuellement d'équipage à bord pour certaines missions, notamment quand il s'agira d'intervenir dans des milieux très contestés, et contrôler des drones.

En outre, il devra avoir une architecture modulaire, afin de faciliter d'éventuelles mises à jour ultérieures. « Nous pensons que c'est absolument essentiel car nous voulons pouvoir intégrer rapidement de nouvelles capacités dans nos appareils », a récemment expliqué le général Walter Rugen, le directeur de ce programme au sein de l'US Army.

À terme, le FARA remplacera les hélicoptères AH-64 Apache actuellement sollicités pour reprendre les missions relevant auparavant des Bell OH-58 Kiowa.

S'agissant des industriels retenus, certains semblent avoir plus de chances que d'autres de l'emporter. Ainsi, Bell mise sur un appareil développé à partir du Bell 525. Le constructeur assure que ce dernier sera en mesure de respecter les exigences en matière de vitesse sans pour autant avoir recours à des technologies complexes et donc coûteuses à mettre au point et à entretenir. Cet argument pourrait faire mouche étant donné que le prix que veut mettre l'US Army ne devrait pas dépasser les 30 millions de dollar par unité. En outre, Sikorsky capitalisera sur son S-97

Raider tandis que AVX Aircraft, associé à L3 Technologies, vient de présenter un concept appelé « Compound Coaxial Helicopter » [CCH], un appareil doté d'un rotor contrarotatif et de deux moteurs propulsifs. Enfin, Boeing travaille sur une nouvelle version de l'AH-64 Apache, appelée « AH-64E Block 2 Compound ».

Par ailleurs, l'US Army conduit un autre projet qui, appelé « Future Long-Range Assault Aircraft » [FLRAA] permettra de remplacer les hélicoptères UH-60 Black Hawk. Les prototypes V-280 « Valor » [Bell Helicopter] et SB>1 Defiant [Boeing et Sikorsky] sont en lice.

Photo : S-97 Raider

Entraînement au tir, pompes, conditions de vie rudimentaires : comment les réservistes sont formés



7h30 : le soleil, fraîchement levé, peine encore à tiédir les collines alentour. La journée

s'annonce pourtant estivale. La « Ferme du Juventin », ancienne bâtie nichée au cœur des forêts de la petite commune du Toulaud, en Ardèche, s'est éveillée depuis longtemps. Dans la cour, on s'active en silence. Rien ne vient encore perturber le calme ambiant.

La « Ferme » est un camp d'entraînement militaire des Spahis de Valence. C'est là que 28 réservistes, en formation pour les vacances de Pâques, vont faire leurs premières armes. Dans les rangs, des étudiants, une mère de famille, un avocat, un maréchal-ferrant, un charpentier. Tous affichent la même volonté : s'engager pour « servir à quelque chose », « aider la nation ». « J'aimerais un monde meilleur pour mes enfants », confie Mélanie, 36 ans, policière municipale, qui avait « envie de voir autre chose » et de vivre une forme d'engagement différente.

Souder les unités

Le petit groupe est arrivé la veille. Ils resteront dix jours sur place pour un entraînement intensif. « Le but est de pouvoirs tous les amener jusqu'au bout », sourit le maréchal des logis Pierre-Antoine, chargé d'« évaluer la capacité de chaque futur soldat à remplir sa mission ». Au fur et à mesure, les épreuves vont s'intensifier. « On va monter crescendo en termes d'efforts mais aussi de complicité. L'un des objectifs est de créer de l'entraide, de souder les unités. On ne laisse pas un camarade dans la difficulté », prévient le

lieutenant Charles, 28 ans, doctorant en économie dans le civil.

La première journée sur place débute par une séance d'exercices physiques en milieu naturel. « Le statut de militaire exige d'être apte à servir par tout type de temps et en tout lieu. La condition physique ne doit pas être un frein », argumente le lieutenant-colonel Erwan, chef du BOI, Bureau Opérations Instruction de Valence.



Les réservistes sont formés durant 15 jours avant de pouvoir intégrer un régiment. - C. Girardon / 20 Minutes
Pompes, gainage, jeux de saute-mouton, course sur les chemins escarpés, roulades, pas de temps mort. Les minutes défilent. La sueur coule sur les visages, marqués par l'effort. La terre vient tacher les joues, déjà rougies par la chaleur. Les premiers commencent à vaciller mais tiennent bon. Pas question de flancher. Les autres les encouragent à ne pas lâcher, prêts à leur tendre la main dans les derniers efforts. Malgré la difficulté, les sourires sont de mise.

« J'ai toujours été intéressé par les questions militaires. J'ai deux oncles, l'un commando, l'autre légionnaire, qui m'ont donné l'envie de m'engager aussi », révèle Côme, 20 ans, étudiant à Science Po Paris, ajoutant trouver le début de la formation « conforme à ses attentes ».

Des conditions rustiques

Il est l'heure de la douche mais ici, il n'y a pas d'eau courante. Paquet de lingettes sous le bras, en short et claquette, chacun s'avance pour prendre sa ration à la bouteille. Les plus pudiques iront se nettoyer derrière les buissons ou dans une pièce réservée. Les autres s'exécuteront rapidement dans la cour de la ferme. « C'est la vie à la campagne à l'ancienne », sourit le lieutenant Charles, qui encadre les nouvelles recrues. Et d'ajouter : « C'est pareil concernant la nourriture. Ils reçoivent une ration pour 24 heures (l'équivalent de 3600 calories). Ils doivent se débrouiller pour réchauffer leur plat. Les conditions sont rustiques mais c'est volontaire. Lorsqu'ils seront sur le terrain, ils seront privés de tout confort ».



Pas d'eau courante, ni de cuisine, des chambres spartiates...durant leur formation, les réservistes apprennent à vivre dans un environnement rustique. - C. Girardon / 20 Minutes

« La rusticité n'est pas innée. Il faut savoir se faire violence. La privation de sommeil, le fait d'avancer sous la pluie ou les repas improvisés font partie du quotidien d'un soldat. En mission, ils portent 40 kilos sur le dos pendant 24 heures. Rester serein dans ces conditions n'est pas quelque chose de naturel. C'est pour cela qu'on les forme dans ces conditions », complète le lieutenant-colonel Erwan.

Certains pourraient un jour être appelés pour des missions à l'étranger. D'autres sont susceptibles de venir garnir les rangs de Sentinelle d'ici à quelques mois. « Les réservistes sont des personnes amenées à être appelées pour tout. Mais nous devons faire des compromis avec les universités dans laquelle ils étudient ou les entreprises dans

lesquelles ils travaillent », précise le maréchal des logis Pierre-Antoine.



Les réservistes apprennent également à manier le Famas durant leur formation. - C. Girardon / 20 Minutes

« La réserve a toujours existé mais elle s'est épaisse à la suspension du service national. Mais également depuis les attentats de 2015. Aujourd'hui, on ne peut plus fonctionner sans les réservistes. On a besoin d'eux pour mener bon nombre de missions », développe le lieutenant-colonel Erwan.

La formation dispensée est la même que celle dispensée aux « actifs » « bien que plus éducorée ». Si les engagés ont trois mois pour apprendre les rudiments de la vie de soldats, les réservistes débutent par une session de 15 jours. « A l'issue, ils doivent savoir se déplacer, se porter et utiliser leurs armes. Ils sauront la tenir, la charger, tirer sur des cibles à 50, 100 et 200 mètres et se positionner », détaille le lieutenant-colonel Erwan.

10 jours de mission par an

Dehors, des petits groupes ont commencé à se constituer. Premiers contacts avec le Famas. L'arme n'est pas chargée. Il faut déjà commencer par apprendre à la porter sans qu'elle ne soit trop gênante. « La formation est ambitieuse, mais nous faisons le choix de ne pas précipiter les choses », ajoute le lieutenant Erwan. Les réservistes reviendront régulièrement en stage pour se perfectionner et ne pas perdre les réflexes déjà appris.

« Dans 15 jours, ils seront capables d'être employés par un régiment dans le cadre de missions courtes. Les Sentinelles, ça ne sera pas pour tout de suite. Ce serait d'ailleurs les mettre en difficulté mais dans quelques mois, c'est envisageable », complète-t-il.

Aujourd'hui, la durée moyenne des missions effectuées par les réservistes est de 15 jours par an. « Ils doivent au régiment un minimum de 10 jours par an. Mais tous ne peuvent pas le faire. Certains sont à l'étranger pour leurs études par exemple ou d'autres ne peuvent se libérer de leur entreprise. Dans ces cas-là, ils sont mis en sommeil avant d'être rappelés plus tard », conclut-il.

SÉMINAIRES, JOURNÉES D'ÉTUDE...

Invitation à la conférence le lundi 6 mai 2019 en Amphithéâtre Moore portant sur "Une ou deux Corées ? Les avenir possibles de la crise coréenne" animée par Patrick Michon (31ème Session Nationale).

Votre bulletin d'inscription est attendu avant le 26 avril prochain et figure dans le fichier attaché au message d'envoi d'ANOLiR Hebdo..

NOUVELLES PUBLICATIONS

La Vigie, lettre d'analyse stratégique publiée par Jean Dufourcq et Olivier Kempf et paraissant tous les deux mercredis, vous propose son numéro 116. ([Clic here to get the English version](#)). Attention, ce mail ne vous propose que le résumé, la lettre elle-même compte six pages !

Vous trouverez dans ce numéro daté du 24 avril 2019 un texte intitulé **BIEN COMMUN ET DEFENSE**, un autre sur **LA REVELATION NOTRE-DAME**, une Lorgnette sur **TRUMP ET MUELLER**. Nous reviendrons dans les prochains numéros ou billets sur l'Algérie, la Libye et le Soudan qui méritent votre attention...

Si vous êtes déjà abonné à La Vigie, vous pouvez :

soit lire directement en ligne en cliquant sur les liens ci-dessous

soit accéder au numéro 116 en pdf en vous [rendant sur cette page](#). Dans les deux cas, n'oubliez pas de vous connecter afin d'y accéder.

Vous pouvez également lire les billets publiés en libre accès sur le site, www.lettrevigie.com (lecture gratuite), notamment

LES ALGERIENS FONT SAVOIR QUE LA TRANSITION SE FERA A LEURS CONDITIONS

ANOLiR
LINGUISTES DE RÉSERVE

[NOTRE-DAME, EMOTION](#) (E. Desclèves)
[DON GRATUIT](#) (Le Cadet n° 60)

Dans ce numéro :

BIEN COMMUN ET DEFENSE

Comment définir et défendre le bien commun pour la France dans l'émotion actuelle? On le supposera fruit d'un **inacceptable commun** et d'un **désirable partagé**. On s'inquiètera d'une distorsion larvée entre une population mobilisée dont les Gilets jaunes ont exprimé les frustrations et une élite politique qui veut valoriser à sa façon la France dans la mondialisation. [...]

Vous pouvez lire seulement cet article : [cliquez ici.](#)

LA REVELATION NOTRE-DAME

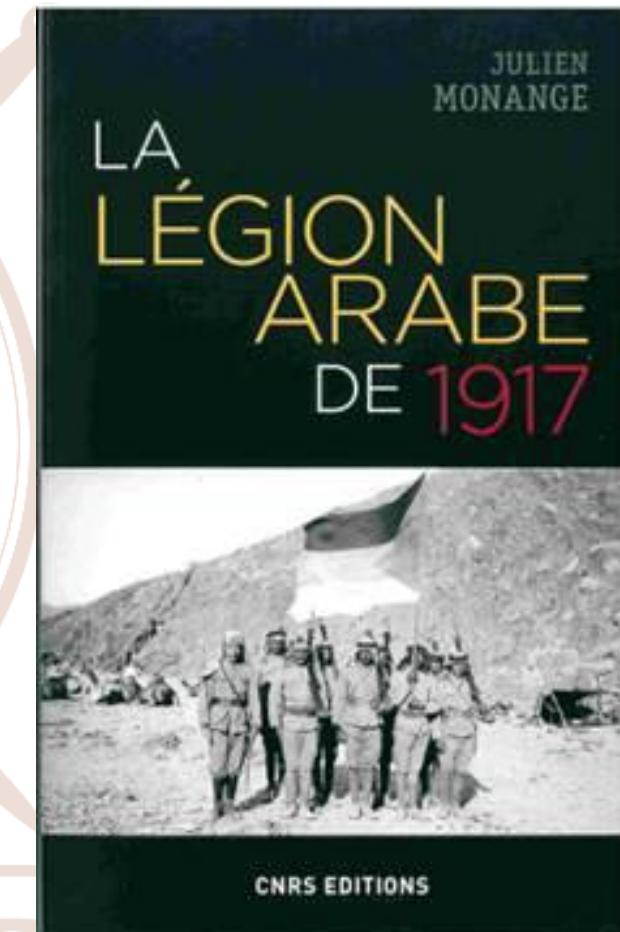
L'incendie de Notre-Dame a immédiatement fait cesser toutes les conversations. Subitement, une "émotion patrimoniale" s'est manifestée, émotion collective et d'abord française face à un patrimoine touché. Bien public au-delà de toute valeur, la cathédrale mutilée a touché l'âme des Français car Notre-Dame réunissait les contraires, sacré religieux et sacré national à la fois. Certaines réactions officielles sont immédiatement apparues décalées, alors pourtant que l'élan international de compassion rappelait que le monde attend toujours quelque chose d'exceptionnel de la France. Cette attente de France est désormais trop souvent déçue par des dirigeants déracinés [...]

Vous pouvez lire seulement cet article : [cliquez ici.](#)

LORGNETTE : TRUMP ET MUELLER : En libre lecture sur [l'article de tête, ici.](#)

Jean Dufourcq et Olivier Kempf

[Un peu de lecture : La légion arabe de 1917 – Julien Monange.](#)



« Recrutée pendant l'été 1917 pour appuyer et renforcer les colonnes tribales de l'émir Fayçal et du colonel Lawrence contre les Turcs, la première Légion arabe constitue une tentative audacieuse dans l'Orient en plein conflit mondial. Formée de prisonniers ottomans, de déserteurs ou encore de volontaires bédouins

et levantins, elle est placée hiérarchiquement sous le commandement de diplomates européens, mais encadrée par un corps d'officiers arabes convertis à la cause du chérif Hussein, le nouveau « roi du Hedjaz ». Des conseillers militaires occidentaux sont chargés de son instruction tactique et tentent de discipliner cette troupe hétérogène. En lui affectant le célèbre orientaliste français Louis Massignon qui professe en son sein un oecuménisme panarabe contre le califat ottoman, ses créateurs Sykes et Picot ont voulu donner l'impression de favoriser la création d'une armée nationale arabe. Mais l'objectif d'une telle entreprise était en fait de canaliser le nationalisme chérifien et de casser son lien inconditionnel à l'Islam. Le récit inédit de sa courte histoire donne de nouvelles clefs de compréhension des rivalités impérialistes en Orient, lignes de fractures entre les Alliés sur l'attitude à avoir envers l'Islam et le nationalisme arabe pendant la Grande Guerre ».

L'auteur :

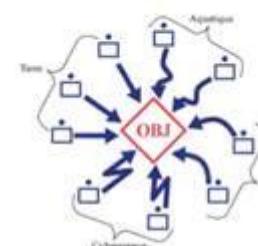
« Saint-cyrien, Julien Monange est membre du réseau des historiens de l'armée de Terre. Il mène de front une carrière au sein d'états-majors opérationnels et la poursuite de travaux de recherche sur les missions militaires françaises, l'histoire des deux conflits mondiaux, les guerres coloniales. Il contribue régulièrement à la revue Soldats de France ! »

Les opérations guerrières en essaim – Mathieu Peter et Julien Terrier

Mathieu PETER Julien TERRIER

LES OPÉRATIONS GUERRIÈRES EN ESSAIMS

Combattre autrement



Preface du Général d'armée Jean-Pierre BOSSER
Chef d'état-major de l'armée de Terre

ECONOMICA

« Cet ouvrage anticipe l'entrée dans l'ère Scorpion. Cette transition capacitaire majeure va modifier la totalité du "cœur de combat" de l'armée de Terre, notamment au travers de l'infovalorisation et de capacités accrues d'agression comme de protection », extrait de la préface du Général d'armée Jean-Pierre Bosser, Chef d'état-major de l'armée de Terre.

« L'intérêt pour les opérations en essaims s'est accru dans les années 1990 aux États-Unis, sous le nom de swarming sans avoir encore, malgré la modernité et la pertinence du concept, de résonance en France. Depuis que les hommes s'affrontent, les opérations en essaims font partie du paysage guerrier. Au fil du temps, de la bataille de Carrhae en 53 avant notre ère à la bataille de Mossoul en 2016-2017, elles ont évolué et se sont approprié les milieux, terrestre, aquatique, aérien puis le cyberspace, au rythme de leur maîtrise. Elles dépassent aujourd'hui largement le cadre militaire. Négligées dans le monde occidental, elles présentent pourtant, à l'heure où la manœuvre des forces armées connaît des limites voire un blocage tactique, un champ d'étude particulièrement intéressant. Parfaitement adaptées aux révolutions technologiques et aux besoins des forces non étatiques, elles deviennent omniprésentes dans tous les champs d'affrontements. Humains, hybrides ou autonomes, les essaims s'emparent peu à peu du champ de bataille car ils permettent à ceux qui les utilisent d'obtenir de bien meilleurs résultats, tactiques, opératifs mais aussi stratégiques tout en s'exposant moins aux coups de l'ennemi.

Les opérations en essaims pourraient devenir le paradigme de la guerre au XXI^e siècle ».

Les auteurs :

« Saint-cyriens, le chef de bataillon Mathieu Peter et le chef d'escadrons Julien Terrier sont scientifiques et passionnés de stratégie.

Riches de premières parties de carrières très opérationnelles au sein des forces spéciales et des unités blindées (déploiements au Liban, en Afghanistan, dans le Sahel et sur d'autres théâtres d'opérations), ils suivent ensuite le cours de l'École de guerre puis une scolarité à CentraleSupélec dans le cadre de l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique de l'armée de Terre. Ils mettent alors à profit cette période d'études pour réfléchir à la situation actuelle des armées occidentales et proposer une façon de combattre autrement, qui tire profit des ruptures technologiques à venir ».

NOMINATIONS

Décret du 17 avril 2019 portant affectations d'officiers généraux

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038391909&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 24 avril 2019 portant nominations dans la 1re et la 2e section d'officiers généraux

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038410300&dateTexte=&categorieLien=id>

Le général Georgelin chapeautera la reconstruction de Notre-Dame



Didier Dewitte

Le bruit court à Paris que le Président Macron cherchait à confier cette mission à une personnalité « *croyante et pratiquante, ayant exercé de hautes fonctions et ayant de l'autorité* ». Le choix du général Jean-Louis Georgelin s'est donc très vite imposé. Ancien chef d'état-major des armées de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy (2006-2010), puis grand chancelier de la Légion d'honneur jusqu'en 2016, le général Georgelin, 70 ans, était en réserve de la République. Il est également un homme de culture et d'une foi très profonde.

Mandaté par le chef de l'Etat, doté d'un bureau à l'Elysée, il aura l'autorité nécessaire pour conduire la reconstruction de Notre-Dame.

Au milieu des annonces plus ou moins farfelues dont on nous abreuve depuis l'incendie, cette nomination est une bonne nouvelle.

NÉCROLOGIE

Le Grand-Duc Jean est décédé

Écrit par Paperjam.lu



Le Grand-Duc Jean a régné sur le pays du 12 novembre 1964 au 7 octobre 2000. (Photo: Collections photographiques de la Maison grand-ducale de Luxembourg)

Le Grand-Duc Henri a annoncé ce mardi matin le décès de son père. L'ancien souverain, hospitalisé depuis le 13 avril, était âgé de 98 ans.

Le Luxembourg est en deuil. La triste nouvelle est tombée en ce mardi 23 avril à 6h01. Un message du Grand-Duc Henri a été adressé à la presse pour annoncer la mort de son père, le Grand-Duc Jean :
«C'est avec grande tristesse que je vous fais part du décès de mon père bien-aimé, Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean, qui nous a quittés dans la paix, entouré de l'affection de

sa famille.»

Le Grand-Duc Jean était âgé de 98 ans. Le 13 avril dernier, la Cour grand-ducale indiquait que l'ancien souverain était admis à l'hôpital pour une infection pulmonaire. Son état s'était amélioré en début de semaine suivante, mais s'était «sensiblement dégradé» durant le week-end de Pâques.

PAYS FRANCOPHONES

BELGIQUE

L'armée veut déménager ses hélicoptères de Coxyde à Ostende

Par: rédaction

22/04/19 - 17h07 Source: Belga © belga.



L'armée et les communes concernées discutent mardi de la possibilité de déménager des hélicoptères stationnés depuis des décennies à la base aérienne de Coxyde vers l'aéroport d'Ostende, une vieille idée qui est à nouveau d'actualité, a-t-on appris lundi de sources militaires.

Une conférence de presse du commandant de la composante Air, le général-major Frederik Vansina, et du chef de la division CIS & Infrastructures de la Défense, le général-major Frédéric Goetynck, est prévue mardi après-midi à Bruges après cette "consultation" entre la Défense, la commune de Coxyde, la ville

d'Ostende - avec les deux bourgmestres, Marc Vanden Bussche et Bart Tommelein (Open Vld tous deux) - et la province de Flandre occidentale.

La perspective d'un déménagement a été évoquée par le ministre de la Défense, Didier Reynders (MR), lors d'une visite jeudi à la composante Air à Florennes.

La base de Coxyde, qui existe depuis le Première Guerre mondiale et porte le nom de l'adjudant aviateur Frans Allaeyns, abrite un détachement du 1er wing de Beauvechain. La principale sous-unité est la 40ème escadrille, qui dispose de trois - et bientôt quatre - hélicoptères NH90 Caïman en version navale (NFH), qui ont succédé fin mars aux emblématiques Sea King quadragénaires, et trois vénérables Alouette III, en service depuis 1971.

Pour exécuter ses deux missions, la recherche et le sauvetage en mer ("Search and Rescue", SAR) et l'embarquement à bord de frégates ("Maritime Operations", MAR), la base aérienne de Coxyde compte quelque 330 militaires (du personnel d'appui technique et des services opérationnels comme le contrôle du trafic aérien, les pompiers et le contrôle des oiseaux), dont la plupart partiront à la retraite dans les prochaines années, a-t-on expliqué de source militaire. L'infrastructure est aussi largement obsolète - plusieurs hangars menacent ruine - et elle est répartie sur une vaste zone, ce qui est peu rationnel pour le

fonctionnement au quotidien.

La Défense, en consultation avec les autorités locales, a donc mené une "étude quant aux alternatives possibles", "afin de rationaliser l'exécution des missions tout en les maintenant à l'avenir", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La solution la plus évidente était, selon plusieurs sources militaires, le déménagement des hélicoptères de la base de Coxyde vers l'aéroport d'Ostende, à une vingtaine de kilomètres de distance et plus au centre des 60 kms de littoral belge. Cet aéroport est ouvert 24 heures sur 24 et qui dispose donc d'un contrôle du trafic aérien et de pompiers - deux services indispensables aux hélicoptères de SAR pour garantir la permanence opérationnelle en continu.

Cette option est à l'étude depuis plus d'une dizaine d'années et était régulièrement évoquée déjà par l'ancien chef de la Défense (Chod), le général August Van Daele, durant son mandat (2003-2009). Elle avait été relancée en 2017 par le ministre de la Défense de l'époque, Steven Vandepuit, qui avait affirmé que ses services étaient en discussion avec l'aéroport d'Ostende pour y installer ses hélicoptères de SAR, afin de créer des synergies avec le secteur civil.

Les quatre premiers F-35 belges arriveront à Florennes en 2025.

Voici ce qu'annonçait Didier Reynders, ministre de la Défense, lors de sa visite de la base aérienne le 18 avril dernier. La Défense allouera 300 millions d'euros pour les modifications liées aux infrastructures de Kleine-Brogel et de Florennes, futures bases de ces appareils.

Après les Composantes Terre et Médicale, le ministre des Affaires étrangères et de la Défense, Didier Reynders, visitait la Composante Air. Les militaires de la base aérienne de Florennes donnaient le meilleur d'eux-mêmes afin de faire la démonstration des capacités de leur composante. Le ministre, arrivé à bord d'un hélicoptère NH90, effectuait également un vol à bord d'un F-16.

La Défense a acheté 34 chasseurs F-35A Lightning II. Ils seront livrés entre 2023 et 2030. Cependant, une partie des F-16 actuels pourra toujours être utilisée dans le cadre d'opérations jusqu'en 2028. À partir de fin 2022, les pilotes et le personnel d'appui opérationnel entameront un recyclage aux États-Unis sur des appareils belges. Les techniciens suivront dès 2023.

Outre les F-35, la Défense a également acheté quatre drones sans pilote du type MQ-9B. La première livraison aura lieu en 2023, à nouveau à la base aérienne de Florennes. La

grande différence avec les drones B-Hunter actuels est que ces nouveaux drones MALE (*Medium Altitude Long Endurance*) volent à une altitude beaucoup plus élevée et peuvent donc partager l'espace aérien avec des avions commerciaux.

Les nouveaux investissements confrontent la Composante Air à des changements majeurs. « Cependant, on ne peut pas construire une armée qu'avec de nouveaux équipements », soulignait le ministre Reynders. « L'un de nos plus grands défis est de recruter le personnel suffisant et de veiller à ce qu'il reste. » C'est pourquoi la Défense a également lancé des projets visant à équilibrer davantage les vies professionnelle et privée, comme la construction d'une nouvelle crèche sur la base de Florennes.

Une colonne historique pour les 75 ans de la libération

NADIA LALLEMANT Publié le jeudi 18 avril 2019 à 15h19 - Mis à jour le jeudi 18 avril 2019 à 19h59

Du 18 au 21 janvier 2020, elle traversera Bastogne, Houffalize, La Roche et Vielsalm.

Le programme national des commémorations des 75 ans de la libération et de l'Offensive des Ardennes vient d'être présenté à Bastogne Barracks. La Défense et le War Heritage Institute (WHI) l'ont élaboré en étroit

partenariat avec CegeSoma, Libération Route Europe, les entités fédérées, les fédérations touristiques, les villes et les communes.

L'année commémorative s'ouvrira le 8 mai au Musée royal de l'armée avec une exposition rétrospective consacrée à la Seconde Guerre mondiale, riche de témoignages et de plus de 2000 objets. *"La création de notre Défense actuelle remonte à 1944"*, a rappelé Michel Jaupart, directeur du WHI. *"75 ans plus tard, elle défend toujours les mêmes valeurs : la paix, la liberté et la démocratie. En 2019-2020, celle-ci commémorera les événements d'il y a 75 ans, tout en montrant qu'elle est prête à relever les défis du XXIe siècle."*

En point d'orgue du programme commémoratif, la composante Terre et le WHI formeront ensemble une colonne historique. *"L'objectif est double"*, a précisé Yves Limbourg, le commandant militaire de la Province de Luxembourg. *"D'une part, montrer aux citoyens ce qu'étaient les moyens militaires de l'époque et, d'autre part, présenter, en parallèle, les moyens modernes dont dispose la Défense aujourd'hui. Une partie des véhicules participera au défilé du 21 juillet à Bruxelles."*

Deux routes ont été tracées : celle du Nord reliera Mons à Bruxelles du 30 août au 14 septembre, celle du Sud se rendra de Bastogne à Elsenborn du 18 au 21 janvier 2020, en passant par les communes de Bertogne, Houffalize, La Roche-en-Ardenne,

Rendeux, Hotton, Erezée, Manhay et Vielsalm.

La colonne de la libération comprendra 50 véhicules de la Seconde Guerre Mondiale, dont une grande partie a participé à la libération de 1944, et 20 véhicules modernes de la composante Terre. De nombreuses villes et communes célébreront la liberté retrouvée lors de son passage. Durant un an, un vaste choix de visites et de commémorations autour de la Seconde Guerre mondiale sera proposé au public. A titre d'exemples, à Zeebrugge, l'accent sera mis sur la guerre au large de nos côtes, à Houffalize, le char Panther rénové sera inauguré le 18 janvier.

Luxembourg

L'armée invite des candidats sous-officiers à une «initiation» de trois jours à Marche-en-Famenne

La brigade motorisée, la plus importante unité de la composante Terre, a invité durant trois jours des candidats sous-officiers à une «initiation» à leur future fonction de cadre au sein des bataillons «de manœuvre» (anciennement d'infanterie et de blindés) ou para-commando afin de leur faire découvrir sans fard «les principes de base» de la vie militaire. Cela se déroule au camp militaire Roi Albert à Marche-en-Famenne.



Durant ces journées, les jeunes - il faut être âgé de moins de 27 ans au 31 décembre prochain, avec une incorporation prévue le 16 septembre - sont mis en contact direct avec les divers aspects de la profession militaire. Un groupe de 37 «postulants» sous-officiers a ainsi rejoint le camp militaire Roi Albert de

Marche-en-Famenne, où ils découvrent des disciplines comme le tir - sur simulateur - au fusil d'assaut ou la lecture de cartes au sein du 1er/3e bataillon de Lanciers, avec deux bivouacs nocturnes à la clé.

Une «initiation» similaire - que les militaires toutes langues confondues ont baptisée KMD (pour «kennismakingsdagen») - se déroule pour les candidats sous-officiers néerlandophones au sein de l'autre grande garnison de la composante Terre à Bourg-Léopold (Limbourg).

Il s'agit de faire découvrir aux jeunes postulants les principes de base de leur future fonction, a résumé le chef de corps des Lanciers, le lieutenant-colonel Stéphane Maréchal, à l'agence Belga.

tests d'admission

Cette année, parmi les 2.035 places ouvertes à l'armée - dont 600 pour des sous-officiers -, 108 sont réservées à ces cadres intermédiaires au sein des unités de manœuvre (cinq bataillons) et para-commando (deux bataillons).

Ces journées d'initiation sont organisées afin de lutter contre les «départs précoces» chez les jeunes candidats - une attrition qui peut atteindre les 35% en cours de formation, selon le commandant Jean Ory, du bureau de recrutement de Marche-en-Famenne.

Les participants ont déjà passé les tests d'admission

«Il faut une réelle motivation au départ», a souligné le commandant Ory, rappelant que l'armée recherchait des personnes dotées

d'une bonne condition physique, d'esprit d'équipe, de qualité de leader, résistantes au stress et capables de vivre dans des conditions rustiques».

«C'est pour sortir de mon ordinaire que je m'engage à l'armée. Je suis candidat sous-officier pour rejoindre le bataillon 12e de Ligne Prince Léopold-13e de Ligne à Spa», a expliqué Julien Becker, 22 ans de Jalhay (province de Liège), qui travaille actuellement dans un restaurant.

aussi des jeunes filles

Mais le métier des armes attire aussi des jeunes filles, comme Aure, 22 ans également, qui se montre très déterminée à s'engager elle aussi. «Pour découvrir la vie militaire, les challenges, l'adrénaline, les missions (notamment à l'étranger)», a-t-elle expliqué en soulignant que le milieu militaire «la fascine depuis un petit temps».

Pour les candidats sous-officiers (600 au total, dont 248 francophones, y compris pour des fonctions techniques) et les officiers (220 places), la date limite d'inscription est fixée au 30 avril, a souligné le commandant Ory.

D'autres unités organisent des «initiations» similaires. La semaine dernière, le 2e bataillon de commandos de Flawinne avait organisé des journées réservées aux candidats sous-officiers spécifiquement para-commandos. Une soixantaine de personnes y ont participé, selon le chef de corps, le lieutenant-colonel Thierry Landas.

SUISSE

Nouveau chef de l'Armée : la conseillère fédérale Viola Amherd institue une commission de sélection

Berne, 17.04.2019 – Afin de trouver un successeur approprié au commandant de corps Philippe Rebord, actuel chef de l'Armée, la conseillère fédérale Viola Amherd a institué une commission de sélection. Cette dernière sera chargée d'évaluer les candidatures à l'intention de la cheffe du DDPS. Il est prévu de soumettre une proposition de nomination au Conseil fédéral à l'automne 2019.

La commission de sélection est formée des personnes suivantes :

- Toni Eder, secrétaire général du DDPS (présidence)
- Marc Siegenthaler, secrétaire général suppléant du DDPS / chef Ressources DDPS
- Divisionnaire Melchior Stoller, conseiller militaire de la cheffe du DDPS
- Béatrice Métraux, cheffe du Département des institutions et de la sécurité de l'Etat de Vaud, vice-présidente de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police, membre du comité de la Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs-pompiers
- Gabi Huber, ancienne conseillère nationale et ancienne conseillère d'Etat du canton d'Uri

Dans le cadre du processus de sélection, la commission procédera conformément aux directives du Conseil fédéral sur la nomination des cadres supérieurs par le Conseil fédéral. Davide Francesco Serrago, chef d'état-major du Secrétariat général du DDPS, accompagnera la commission en tant que secrétaire juridique.

Le nouveau chef de l'Armée prendra ses fonctions le 1er janvier 2020.

Forces aériennes suisses: vol au dessus d'un nid de questions

Pour remplacer les F/A-18 vieillissants, l'armée suisse a commencé à tester de nouveaux avions. Le mystère demeure quant au modèle qui l'emportera ou la manière dont la population pourrait être consultée sur la question

Ce vendredi marquait le début du show politico-médiatique «Air 2030» – la série d'essais du nouvel avion de combat des Forces aériennes suisses. Sur le tarmac de la base aérienne de Payerne, l'Eurofighter d'Airbus Allemagne a inauguré le premier épisode d'une série de cinq tests destinés à présenter au public les chasseurs des constructeurs en compétition pour remporter l'appel d'offres d'Armasuisse. Après Airbus – et dans l'ordre jusqu'au 25 juin – l'américain Boeing et son F/A-18 Super Hornet, le français Dassault avec le Rafale, l'autre américain Lockheed Martin et son

F-35A, puis le suédois SAAB avec le Gripen E viendront percer le ciel broyard.

Beau comme un avion

La journée commence avec un peu de marketing politico-industriel dans la salle de théorie de l'aérodrome militaire de Payerne. Pour venir séduire la presse helvétique, quatre officiels allemands en costume-cravate et uniforme militaire ont été dépêchés en Suisse. Sous le slogan «Nous ne cherchons pas seulement un client, nous cherchons un partenaire», les représentants du ministre de la Défense, des Forces aériennes allemandes et d'Airbus expliquent longuement pourquoi leur avion est le plus à même de remplir les besoins de l'armée suisse. Une fois les discours terminés, les médias se déplacent sur le tarmac où, dans un bruit assourdissant et une bise mordante, quelques F/A-18 et les fameux Eurofighters transpercent les nuages. Sans expertise particulière, difficile de faire la différence entre un avion gris et un autre avion gris, toutefois la question est épiqueuse pour tout le monde: même l'avis des pilotes n'est que secondaire.

«L'évaluation se fait avant tout à partir des mesures effectuées en vol», indique en effet Armasuisse. Lors de huit missions tests, dont une de nuit, des capteurs enregistreront une pléthore de données, qui seront ensuite analysées par une vingtaine de spécialistes. «Lors de cette première phase, les avions ne seront pas comparés entre eux, a indiqué ce lundi Christian Catrina, délégué de la cheffe du Département fédéral de la défense pour le projet d'achat des avions de combat. L'objectif n'est pas en effet de sélectionner le meilleur avion, précise le

délégué, mais le meilleur pour la Suisse.» Capacité de l'engin à s'adapter à la taille réduite et à la géographie montagneuse du pays, durée de l'autonomie en vol ou encore synergies possibles avec des forces aériennes étrangères sont autant de facteurs à prendre en compte. Et évidemment, le prix.

Le renouvellement des moyens de protection de l'espace aérien – système de défense sol-air compris – ne devrait en effet pas dépasser 8 milliards de francs pour un nombre d'avions qui reste indéterminé, 30 à 40 selon les dernières prévisions. A noter que la valeur contractuelle devra être compensée par la compagnie gagnante en mandats confiés à des entreprises helvétiques. Lesquelles? Le détail reste à déterminer. Toutefois la principale question sera politique. Après l'échec retentissant du Gripen dans les urnes en 2014, savoir si, ou comment, le gouvernement impliquera la volonté populaire lors de ce nouvel essai n'est pas encore clair. Alors que Guy Parmelin souhaitait regrouper système de défense sol-air et avion dans un paquet général et éviter de demander aux Suisses de se prononcer, sa successeure, Viola Amherd, aurait un autre avis. Le parlement a également appelé à ce que le peuple soit consulté.

Un film à suspense

En fin de matinée, après avoir atterri, un Eurofighter est venu s'immobiliser près des médias. Jouée et rejouée par Hollywood, la scène s'est déroulée comme prévu: après avoir décroché leur ceinture, les deux pilotes se sont extirpés du cockpit avant de descendre une petite échelle acheminée par des employés de l'aéroport et de

saluer la presse d'une main nonchalante. Puis, côté à côté, casque sous le bras, ils se sont éloignés en plaisantant en direction d'une halle du tarmac. Aux spécialistes et conseillers fédéraux de décider dans quelles machines ils rejoueront ces scènes d'anthologie dans le futur. Le Conseil fédéral pourrait faire ce choix d'ici à fin 2020.

UN PEU D'HISTOIRE

12 avril 1861 : début de la guerre de sécession (États-Unis d'Amérique).

Depuis l'indépendance américaine (1783), les relations entre les États du Nord et ceux du Sud sont mauvaises à cause notamment (mais pas seulement) de la question de l'esclavage. L'élection à la présidence d'Abraham Lincoln (anti-esclavagiste notoire) provoque la sécession de la Caroline du Sud bientôt imitée par 6 autres États sudistes qui formeront la Confédération.

12 avril 1961 : Un homme dans l'espace !



Le 12 avril 1961, le cosmonaute soviétique Iouri Gagarine (27 ans) accomplit le tour de la Terre en 108 minutes. Il est le premier homme à naviguer dans l'espace.

14 avril 1988 : Les Soviétiques se retirent d'Afghanistan

Le 14 avril 1988, à Genève, Soviétiques et Afghans signent un accord par lequel Moscou accepte de retirer ses troupes du pays. Conclu en présence du secrétaire général de l'ONU José Perez de Cuellar, et des représentants des États-Unis et du Pakistan, cet accord consacre l'échec de l'intervention armée soviétique huit ans plus tôt. Pour l'Afghanistan, ce n'est qu'une éclaircie dans une suite de conflits interminables.

15 avril 1965 : premier vol du Puma.

Le prototype de l'hélicoptère *Puma* SA330 vole pour la première fois. La firme Eurocopter a poursuivi le développement de cet appareil avec le *Super Puma* et le *Cougar*. Les 3 types sont toujours en service et dans de nombreux pays. Le *Puma* a 40 ans.

16 avril 1917 : L'offensive du Chemin des Dames

Le 16 avril 1917, l'armée française lance une grande offensive en Picardie, sur le **Chemin des Dames**. Mal préparée, mal engagée, elle va entraîner un profond ressentiment chez les soldats avec une reprise en main des questions militaires par le gouvernement.

16 avril 1964 : création du Centre spatial guyanais.

En conseil des ministres, la décision est prise de créer le CSG à Kourou en Guyane. La base spatiale est gérée conjointement par le CNES, Arianespace et l'Agence spatiale européenne. Le site est principalement protégé par le 3^e régiment étranger d'infanterie.

18 avril 1942 : premier raid aérien américain sur Tokyo.

En guerre depuis bientôt 5 mois, les États-Unis n'ont pas réalisé de progrès significatifs dans le Pacifique où règnent en maîtres les Japonais. De plus, depuis Pearl Harbour, les américains éprouvent le besoin de remonter le moral de leurs troupes et de leur Nation tout en ébranlant les certitudes japonaises quant à l'inviolabilité de leur espace aérien. Il est donc décidé un bombardement de Tokyo pourtant hors de portée des rayons d'action des bombardiers de l'époque. 16 bombardiers B-25 sont modifiés afin de pouvoir décoller du porte-avions *Hornet*.

16 équipages, tous volontaires, sont entraînés pour cette mission commandée par le lieutenant-colonel Doolittle.

Les avions ne peuvent emporter qu'une tonne de bombes aussi le bombardement ne fait-il que peu de dégâts matériels sur les cibles choisies. Il est important de noter que le commandement américain ne sélectionne que des cibles militaires. Ce faisant, il pense éviter

l'erreur psychologique commise par les Allemands durant le Blitz (bombardement de Buckingham Palace qui scandalisa les Britanniques et renforça leur cohésion). Le bombardement est très fortement médiatisé aux États-Unis, mais a peu de conséquences graves et directes sur le cours de la guerre du Pacifique malgré la surprise qu'il cause aux Japonais. Le retour n'étant pas permis faute de carburant, tous les bombardiers doivent se poser en Chine une fois l'opération terminée. La plupart des bombardiers s'écrasent ne trouvant pas la piste d'atterrissage prévue mais seulement 6 membres de l'audacieuse expédition périssent (3 durant le raid, 3 fusillés par les Japonais). Doolittle et ses hommes seront exfiltrés par la Chine.

19 avril 1919 : première « chute libre ».

L'Américain Leslie Irvin est parachutiste et entrepreneur d'aviation. Il conçoit le système de « Poignée d'ouverture » de parachute, et devient en conséquence le premier parachutiste « de chute libre ».

Il a fondé Irvin Aerospace mais aussi la *irvin jacket* de la RAF que tous les amateurs de roadster british apprécient

21 avril 1961 : Putsch d'Algér

Dans la nuit du 21 au 22 avril 1961, quatre généraux français tentent de soulever les militaires stationnés en Algérie et les **Pieds-noirs** dans un effort désespéré pour maintenir l'Algérie à l'intérieur de la République française. C'est le **putsch** d'Algér. Il va piteusement échouer en quatre jours.

22 avril 1860 : Référendum à Nice et en Savoie

Suite au **traité de Turin**, qui prévoyait la cession de la Savoie et du comté de Nice à la France, les populations concernées sont invitées à donner leur avis sur ce rattachement le 22 avril 1860.

Sans surprise, les habitants de ces provinces francophones approuvent à une écrasante majorité leur rattachement à la France. À Nice, on compte 25 743 oui, 160 non et 5 000 abstentions ; en Savoie, 235 non et une poignée d'abstentions sur 130 000 votants. Ces résultats montrent que les habitants s'étaient par avance résignés à leur sort. Un sénatus-consulte du 12 juin 1860 confirme l'incorporation des deux provinces à l'Empire français.

22 avril 1900 : Conquête du Tchad

Le 22 avril 1900, trois missions ou expéditions françaises font leur jonction à Kousséri, près du lac Tchad, au coeur de l'Afrique. Elles affrontent et écrasent la petite armée du potentat local, le traficant d'esclaves Rabah Zobeir.

22 avril 1915 et 12 juillet 1917 : La guerre chimique

Le 22 avril 1915, près du village flamand de Langemarck, dans le secteur d'Ypres, les soldats français voient venir en provenance des tranchées allemandes un épais nuage d'un vert jaunâtre.

Ils s'enfuient vers l'arrière. Plusieurs centaines s'effondrent et quelques milliers vont demeurer handicapés à vie ou pendant plusieurs mois. Atteints par le chlore, un gaz **suffocant** qui agresse les voies respiratoires, ils sont les premières victimes de la guerre chimique.

23 avril 303 : mort de Saint Georges.

Saint patron de la cavalerie. Entré dans l'armée à 17 ans comme son père, Georges est souvent présenté comme un jeune homme, beau, intelligent et très polis. Remarqué par l'empereur, il est nommé tribun dans la garde impériale où sa foi chrétienne, une fois découverte, lui attire des ennuis. L'empereur ne parvenant pas à le faire abjurer, le fait décapiter. On le représente généralement à cheval et terrassant le dragon

24 avril 1184 (avant Jésus-Christ) : le cheval entre dans Troie (actuelle Turquie).

Les Grecs ne parvenant pas à vaincre les Troyens après un siège de 10 ans, abandonnent l'attaque frontale pour inaugurer l'une des plus célèbres ruses de guerre : Feignant de jeter l'éponge et de lever le siège, les Grecs offrent un cheval géant en bois (où le commando d'Ulysse est caché) en guise de cadeau à leurs valeureux adversaires troyens. Ceux-ci, n'écoutent pas les mises en garde de Cassandre qui dénonce le piège et font pénétrer le cadeau empoisonné dans la ville jusque-là inviolée. La nuit venue, Ulysse sort du cheval et ouvre les portes à l'armée grecque revenue secrètement.

La modernisation du concept et son application informatique font presque oublier que le *trojan* trouve son origine dans la mythologie grecque.

24 avril 1980 : opération Eagle claw (Iran).

Le président Jimmy Carter autorise l'opération secrète consistant à libérer les 52 otages américains retenus prisonniers depuis novembre 1979 dans leur ambassade à Téhéran. 8 hélicoptères décollent du porte-avion Nimitz pour se poser, 6 heures plus tard, dans le désert iranien où des C-130 ravitailleurs doivent les « recompléter », avant qu'un commando n'attaque l'ambassade. L'opération prend du retard à cause de tempêtes de sable. 3 hélicoptères tombent en panne en pleine mission compromettant définitivement le projet. Alors que l'opération vient d'être annulée, un hélicoptère percute un ravitailleur par manque d'entraînement au vol de nuit. 8 commandos et hommes d'équipage périsseont. Du matériel et des documents sensibles sont abandonnés dans la précipitation. L'image du président Carter est sérieusement abimée par ce fiasco et lui coûte probablement sa réélection. L'échec d'Eagle claw a conduit le commandement à restructurer les forces spéciales américaines.

25 avril 1841 : Mayotte, française par accident

L'île de Mayotte a été vendue à la France le 25 avril 1841 par le sultan local. Elle est

devenue le 31 mars 2011 un département d'outre-mer de plein droit suite au référendum du 29 mars 2009 initié par le gouvernement français.

Elle n'en demeure pas moins une société de type colonial, où une poignée d'« **expats** » (**expatriés**) tente de contenir une population démunie, jeune, illettrée, en croissance exponentielle, attachée à son identité comorienne ou africaine, toujours au bord de l'explosion.

25 avril 1915 : débarquement à Gallipoli (Dardanelles).

Un premier contingent de 75 000 soldats franco-britanniques, australiens et néozélandais débarque sur la péninsule de Gallipoli bordant au Nord le détroit des Dardanelles. L'effet de surprise escompté par les alliés ne joue pas puisque les Turcs, commandés par Mustapha Kemal et conseillés par un général allemand (Von Sanders), attendent posément l'envahisseur. Les Français réussissent cependant à prendre le fort de Koum Kaleh et font 500 prisonniers turcs. Pour une raison indéterminée, le fort sera évacué à la demande du commandement britannique et se verra aussitôt réoccupé sans combattre par les Turcs qui l'utiliseront pour contrôler le détroit sur sa partie asiatique. Malgré des renforts, les alliés ne perceront que sur 5 km au total et subiront d'énormes pertes sans aucune contrepartie durant les 9 mois d'opérations. L'évacuation est effectuée en janvier 1916.

25 avril 1945 : Conférence de San Francisco

Le 25 avril 1945 s'ouvre la **conférence de San Francisco**. Les représentants des nations libres élaborent la charte de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le même jour, les armées américaines et soviétiques font leur jonction à Berlin. C'est pratiquement la fin des combats en Europe.

25 avril 1953 : Crick et Watson révèlent l'ADN

Le 25 avril 1953, un ensemble d'articles de la célèbre revue scientifique **Nature** décrit pour la première fois la structure de la molécule d'ADN (acide désoxyribonucléique), support du **patrimoine génétique** de tous les êtres vivants.

Petite revue des saints-patrons des armées (Merci à Pierre Grossmann pour ce rappel toujours utile)

Tout militaire connaît le saint patron de son arme ou, en tout cas, la date où il est honoré. En vérifiant que Saint-Bernard était bien le saint-patron des troupes alpines, je suis tombé sur une liste des saints-patrons des armées françaises.

En matière de saints-patrons, étant plutôt un néophyte (j'en connais quelques-uns quand même, et je me suis souvenu que les marsouins n'ont pas de saint-patron mais qu'ils

s'en remettent directement à Dieu, d'où le "et au nom de Dieu, vive la coloniale"), j'ai exploré la liste.

Petit résumé:

SAINT LOUIS (25 août), patron du diocèse aux armées françaises, titulaire de la cathédrale, l'église des soldats des Invalides. SAINT JEAN DE CAPISTRAN (23 octobre), patron des aumôniers militaires

SAINT MAURICE (22 septembre), patron de l'Infanterie

SAINT BERNARD DE MENTHON (15 juin), patron des troupes de montagne

SAINT ANTOINE (17 janvier), patron des Légionnaires

SAINT MICHEL archange (29 septembre), patron des parachutistes

SAINT GEORGES (23 avril), patron des cavaliers

SAINTE CLOTILDE (4 juin), patronne de l'ALAT

SAINTE BARBE (4 décembre), patronne des artilleurs et du génie

SAINT GABRIEL (29 septembre), patron des Transmetteurs

SAINT ELOI (1er décembre), patron des mécaniciens (Armée de l'Air) et patron du matériel (Armée de Terre)

SAINT-CHRISTOPHE (25 Juillet), patron des unités du Train

SAINT AMBROISE (7 décembre), patron du corps administratif et technique des Armées

SAINTE VERONIQUE (4 Février), patronne de l'E.C.P.A

SAINT-RAPHAEL archange (29 Septembre),

patron du Renseignement militaire
SAINT MARTIN DE TOURS (11 novembre),
patron du Commissariat
SAINTE GENEVIÈVE (26 novembre),
patronne de la Gendarmerie
NOTRE-DAME DU ROSAIRE (7 octobre),
protectrice de la Marine nationale
NOTRE-DAME DE LORETTE, (10 décembre),
patronne des aviateurs
SAINT-JOSEPH DE CUPERTINO (18 septembre), patron des aviateurs
SAINT-LUC, Évangéliste (18 octobre), patron du Service de Santé
SAINT-ROCH, (16 août), patron des unités cynophiles
SAINT VINCENT DE PAUL (27 septembre), patron des aumôniers de Marine

POUR VOUS PERFECTIONNER EN LANGUES ETRANGÈRES

Contributeurs : Colonel (Air, H) R. Le Doare ; Colonel IRAT (H) [PIERRE GROSSMANN](#) ; Colonel OLRAT (H) [Gérard DREVILLE](#) ; Lieutenant-colonel OLRAT (H) [Jean CONVERT](#) ; Lieutenant-colonel OLRAT (H) [Jean Louis TROUILLON](#) ; Lieutenant-colonel OLRAT (H) [Jean Claude BESSEZ](#) ; Commandant (H) Jean Louis BOISSON ; Lieutenant Colonel Ph. Perret (DMD 22) ; Commandant [V Gontcharenko](#); Commandant (OLRAT) [Walter PERRIN-COCOM](#) ; Lieutenant-colonel (ORQLE) [Emmanuel NOMMICK](#) ; Commandant (ORQLE) [Xavier PROY](#) ; Lieutenant-Colonel IRAT (ER) [CLAUDE BARRIAL](#) ; Capitaine de Corvette (R-Intra) [Carl Bois](#) ; Lieutenant (R) amine.ben-maiz@diplomatie.gouv.fr; 1^o Classe [Fabien MALISANI](#) ;

UN PEU DE VOCABULAIRE

Petit essai de traduction dans votre langue étrangère préférée :
La langue française est riche ou l'était !

*le chien aboie quand le cheval hennit
et que beugle le bœuf et meugle la vache,
l'hirondelle gazouille,
la colombe roucoule et le pinson ramage
Les moineaux piaillent,
le faisan et l'oie criailent quand le dindon glousse (la femelle aussi cf. Ségolène)
La grenouille coasse mais le corbeau croasse et la pie jacasse
Et le chat miaule, mais le tigre feule
l'éléphant barrit,
l'âne braie, mais le cerf rait
Le mouton bêle évidemment et bourdonne l'abeille
La biche brame quand le loup hurle.
Tu sais, bien sûr, tous ces cris-là mais sais-tu ?
Que si le canard nasille, les canards nasillardent !
Que le bouc ou la chèvre chevrote*

*Que le hibou hulule mais que la chouette,
elle chuinte.*

*Que le paon braille,
que l'aigle trompète.*

Sais-tu ?

*Que si la tourterelle roucoule,
le ramier caracoule et que la bécasse
croule,
que la perdrix cacabe,
que la cigogne craquette et que si le
corbeau croasse,
la corneille corbine et que le lapin glapit
quand le lièvre vagit.*

Tu sais tout cela ? Bien.

Mais sais-tu ?

Que l'alouette grisolle,

*Tu ne le savais pas. Et, peut-être, ne sais-tu
pas davantage*

que le pivert picasse.

C'est excusable !

*Ou que le sanglier grommelle, que le
chameau blatère*

*Et que c'est à cause du chameau que l'on
déblatère !*

*Tu ne sais pas non plus peut-être que la
huppe pupule*

*Et je ne sais pas non plus si on l'appelle en
Limousin la pépue parce qu'elle pupule ou
parce qu'elle fait son nid avec
de la chose qui pue.*

*Qu'importe ! Mais c'est joli : la huppe
pupule !*

Et encore sais-tu ?

*que la souris, la petite souris grise : devine
?*

La petite souris grise chicote ! Oui !

*Avoue qu'il serait dommage d'ignorer que
la souris chicote et plus dommage encore
de ne pas savoir, que le geai, cajole !"*

COMPREHENSION ORALE

**Allemand : Vidéo tireurs d'élite
allemands**

<https://www.youtube.com/watch?v=kf36UuITVuM>

**The Army wants a way to map
underground tunnels using ground
robots and drones :**

<https://www.armytimes.com/news/your-army/2019/04/22/the-army-wants-a-way-to-map-underground-tunnels-using-ground-robots-and-drones/>

**Intel Briefing: Submarines of Russia's
Northern Fleet :**

https://www.janes.com/article/87672/intel-briefing-submarines-of-russia-s-northern-fleet?utm_campaign=CL%20Jane%27s%20360-April-10-2019_PCG5308_e-production_E-30718_KP_0410_0750&utm_medium=email&utm_source=Eloqua

What's the fate of the Chinook ? :

<https://www.defensenews.com/newsletters/tv-next-episode/2019/04/22/whats-the-fate-of-the-chinook/>

**Naval leaders testify on the future of
the Navy and Marine Corps :**

<https://www.defensenews.com/newsletters/tv-next-episode/2019/04/22/naval-leaders-testify-on-the-future-of-the-navy-and-marine-corps/>

Russia would be Turkey's 'first best choice' for fighter jets if its F-35 plan flops :

<https://www.defensenews.com/global/europe/2019/04/19/russia-would-be-turkeys-first-best-choice-for-fighter-jets-if-its-f-35-plan-flops/>

un peu d'humour anglais pour célébrer la St George :

<https://www.youtube.com/watch?v=moOQHoVanSE>

ALLEMAND

Agenda Rüstung / Budget de la défense

Bilan concernant le budget de la défense, présenté comme positif.

Agenda Rüstung: Die Trendwende wirkt



Die Agenda Rüstung greift zunehmend. Rund 35 Milliarden Euro wurden seit 2014 durch den Deutschen Bundestag für Investitionen in die Ausrüstung der Bundeswehr freigegeben.



Sieben Transportflugzeuge A400M sind in diesem Jahr für die Auslieferung geplant.

Wenden erfordert Kraft. Wieviel Kraft und Aufwand hinter der Agenda Rüstung steckt, lässt sich mit den Zahlen 35 und 90 erahnen. Insgesamt 35 Milliarden Euro wurden seit 2014 für Investitionen in die Ausrüstung und Ausstattung der Bundeswehr freigegeben. Allein 90 Rüstungsprojekte davon waren sogenannte 25-Millionen-Vorlagen des Bundesministeriums der Verteidigung (BMVgBundesministerium der Verteidigung). Unter diesen Begriff fallen alle Beschaffungsprojekte der Bundeswehr, deren Gesamtvolumen 25 Millionen Euro übersteigt. Sämtliche dieser Projekte bedürfen der gesonderten Zustimmung des Haushaltausschusses des Deutschen Bundestages.

Innovation braucht Zeit

Rüstungstechnologie ist Hochtechnologie. Neue Technologie braucht Entwicklungszeit. Zum Teil werden Produktfähigkeiten für die Bundeswehr komplett neu entwickelt. Für Rüstungsprojekte bedeutet dies aber Unwägbarkeiten bei der Realisierung von Beschaffungsprojekten für die Bundeswehr. Da es regelmäßig um viel Geld des Steuerzahlers geht, muss auch genau kontrolliert werden, dass der gewünschte Zweck erreicht wird und das Produkt die gewünschten Fähigkeiten bietet. Um schneller und verlässlicher die benötigte Ausrüstung und Ausstattung in die Truppe zu bringen und dort einsatzbereit zu halten, wurden zahlreiche Änderungen an den dafür notwendigen Prozessen und ihren Schnittstellen

vorgenommen. Die umfangreichen Beschaffungen der vergangenen Jahre und die geplanten Zuläufe an Ausrüstungs- und Ausstattungsgegenständen zeigen die ersten Früchte dieser Arbeit. Um diese Modernisierung zu verstetigen, ist die transparente Planung mit ausreichenden Finanzmitteln zu hinterlegen.

Auch Großprojekte bleiben im Rahmen



Das Projekt H145M (LUH SOF) für die Spezialkräfte blieb im Zeit- und Kostenrahmen.

Große und umfangreiche Projekte beinhalten auch immer besondere Herausforderungen. Dass die Agenda Rüstung mit ihren Kontrollmechanismen wirkt, zeigen beispielsweise die zügigen Beschaffungen der C130-J, bei der Deutschland und Frankreich eine gemeinsame Staffel im französischen Evreux betreiben wollen. Ebenso befindet sich die Multinational MRTT Multi Role Transport TankerFleet im Plan. Diese Tankerflotte soll gemeinsam von Deutschland, den Niederlanden, Norwegen, Belgien und

Luxemburg bereitgestellt werden. Die Auslieferung des ersten Flugzeuges ist im ersten Halbjahr 2020 vorgesehen. Ein weiteres Beispiel für ein gelungenes großes Beschaffungsprojekt ist der Hubschrauber H145M (LUH SOF) für die Spezialkräfte. Das Projekt blieb im Zeit- und Kostenrahmen und der H145 konnte sich zusätzlich als Plattform im Wettbewerb für den neuen Rettungshubschrauber (LUH SAR) durchsetzen. Den Vertrag hierfür über sieben Hubschrauber hat die Bundeswehr 2018 geschlossen.

Was kommt?

Alle militärischen Organisationsbereiche der Bundeswehr profitieren in der laufenden Legislaturperiode von der Auslieferung von neuer Ausrüstung und Ausstattung. So sind 2019 unter anderem 67 Schützenpanzer PUMA, 51 Radpanzer BOXER, sieben Transportflugzeuge A400M und zehn Transporthubschrauber NH90 für die Auslieferung geplant. Beim Eurofighter werden fünf Flugzeuge und damit die letzten aus der aktuellen Tranche ausgeliefert. Beim SEA LION beginnt die Auslieferung mit vorgesehenen drei Fluggeräten. Die Marine erhält in 2019 auch eine Fregatte des Typs F125. Im Verlauf der Legislaturperiode sollen beispielsweise 33.500 Endgeräte Moderner Funksysteme, 50.000 Schutzwesten, 34.500 neue Gefechtshelme und fast eine Million Kampfstiefelsätze für unsere Soldaten beschafft werden.

Wie geht es weiter?



51 Radpanzer Typ GTKGepanzertes Transport-Kraftfahrzeug Boxer sollen in 2019 zur Truppe kommen.

Die Modernisierung der Bundeswehr geht weiter. Allein für die kommenden Monate sind mehrere 25-Millionen-Vorlagen des BMVg Bundesministerium der Verteidigung geplant. Eine Reihe dieser Vorhaben ist für die Very High Readiness Joint Task Force (VJTFVery High Readiness Joint Task Force) in 2023 vorgesehen und umfasst ein geplantes Finanzvolumen von rund vier Milliarden Euro.

Ein wichtiges Ziel dabei: Transparenz vor dem Vertragsschluss zu erreichen. Mit einem soliden Fundament vor Vertragsschluss werden Beschaffungsentscheidung getroffen bei denen die Risiken klar adressiert und verteilt sind. Damit werden auch spätere Störungen im Verlauf des Rüstungsprojektes wesentlich reduziert. Die Bundeswehr bekommt dadurch mehr Leistung zu einem

verlässlicheren Preis. Gleichzeitig wird die Zukunftsfähigkeit des Waffensystems gesichert. Erkenntnisse aus vorherigen Projekten dienen der stetigen Verbesserung. Bei Projekten, bei denen auch auf bereits existierende Produkte zurückgegriffen werden kann, können diese Risiken weiter minimiert werden. Gleichzeitig kann eine schnellere Nutzbarkeit in der Truppe erreicht werden.

Gemeinsame Taktik entwickeln / Mettre en place une tactique commune

Présentation de la manœuvre Allied Spirit X.

Übung Allied Spirit X - Hohenfels, Bayern, 18.04.2019.

Das verstärkte Panzerbataillon 203 aus Augustdorf kämpft seit Tagen unerbittlich gegen die angreifende, mechanisierte Infanteriebrigade. Gemeinsam mit dem britischen Infanteriebataillon 1th Princes of Wales Royal Regiment im Norden und dem amerikanischen Panzerbataillon 234 im Süden begegnen sie den feindlichen Angriffen.

Während das Panzerbataillon 203 den Feind weiter verzögert und ausweicht, halten die britischen und amerikanischen Truppen ihre Stellungen. Die Gefechte kosten der übenden Truppe auch hier zahlreiche gefallene Soldaten und zerstörte Fahrzeuge. Die eigene

Artillerie unterstützt durch Steilfeuer und Mörser.

Das besondere an der Übung Allied Spirit ist die Vernetzung und Zusammenarbeit der internationalen Partner auf allen Ebenen. So wird in diesem Beispiel das deutsche Artilleriebataillon 345 durch eine italienische Batterie unterstützt. Gleches gilt für das verstärkte Panzerbataillon 203. Dies wird neben einer deutschen Jäger- und Panzergrenadierkompanie auch durch israelische Infanteristen verstärkt. Es ist das erste Mal, dass israelische Soldaten gemeinsam mit den deutschen Truppen an einer solchen Volltruppenübung in Deutschland teilnehmen.

Giftgasangriff auf dem Gefechtsfeld

Über mehrere Tage hinweg konnte das Panzerbataillon aus Augustdorf den Feind verzögern und ist nun in den rückwärtigen Raum ausgewichen. Während das amerikanische und britische Bataillon auf dem Gefechtsfeld weiter verteidigen, wird die Kampfkraft des Panzerbataillons 203 wieder auf 100 Prozent gebracht. Die Absicht der Brigade ist es, gemeinsam mit der Reserve, zum Gegenangriff auszuholen. Jedoch kommt es plötzlich zu einem feindlichen Giftgasanschlag. Über die Funkkreise schrillt die ABC-Warnung. Auf dem Gefechtsfeld hat es einen chemischen Angriff mit Sarin, einem tödlichen Giftgas gegeben. Die Truppen sind in höchster Alarmbereitschaft. Jeder muss nun die ABC-Schutzmaske tragen. Die zusätzliche Belastung ist enorm.

Sekunden später fällt auch die Funkverbindung auf den Gefechtsständen aus. Der Gegner stört erneut die Funksignale. Es dauert einige Zeit, bis die Verbindung der Truppen untereinander wieder steht. Inzwischen ist der litauische ABC-Abwehrtrupp zur Gefahrenstelle aufgebrochen. Nachdem dieser das Gebiet schadfrei gemacht hat, wird die ABC-Warnstufe wieder heruntergesetzt. „Ich bin mit meinem ABC-Zug für die Dekontamination verantwortlich. Wir werden gebraucht, wenn es zu chemischen Angriffen kommt“, erklärt der litauische Zugführer Povilas V. „Es ist großartig, ein Teil von Allied Spirit zu sein. Für uns ist das eine große Chance, gemeinsam mit den multinationalen Partnern, in Deutschland zu üben“, ergänzt er.

Brigade befiehlt den Gegenangriff

Vom Brigadegefechtsstand haben die Bataillonskommandeure nun den Befehl für den Gegenangriff erhalten. Der Feind konnte indes weiter vorstoßen und Raum gewinnen. Die Panzerbrigade 21 muss nun schnell mit den multinationalen Verbänden den Angriff durch den gemeinsamen Gegenstoß abwehren. Seit sieben Tagen befindet sich die übende Truppe im Gefecht. Plötzlich geben die Schiedsrichter und die Leitung des JMRC das Signal: „Übungsunterbrechung“. Was nun folgt ist ein Merkmal der Übungsabläufe im gemeinsamen, multinationalen Bereitschaftszentrum, kurz JMRC. Die Führer der Truppen auf allen Ebenen kommen nun für eine

Zwischenauswertung zusammen. Ziel ist es, die Gefechtshandlungen der vergangenen Tage zu reflektieren und auszuwerten. Hier wird in Einzel- und Gruppengesprächen Kritik geübt, Verbesserungsvorschläge gemacht und besonders zweckmäßige taktische Entscheidungen hervorgehoben.

„Im JMRC kann nicht nur durch Simulationstechnik jede Handlung nachvollzogen werden. Durch die Aufarbeitung in den Besprechungen können die Soldaten für das eigene Handeln wichtige Schlüsse ziehen“, erklärt Oberst Ansgar Meyer, Brigadekommandeur der Panzerbrigade 21.

Herausforderung: Leben im Felde

In den Gesprächen mit den Soldaten zeigt sich, wie wichtig Allied Spirit für alle Teilnehmer ist. Die Nationen lernen die Herangehensweisen und Abläufe des jeweils anderen kennen. Die taktischen Verfahren werden dadurch harmonisiert und schlussendlich erreichen die Soldaten damit eine gemeinsame effiziente Auftragstaktik.

„Wir müssen miteinander kompatibel werden, das bedeutet, wir müssen kommunizieren können, ohne Englisch ist das nicht möglich“, erklärt Meyer und ergänzt: „Und auch die unterschiedliche technische Ausstattung der Truppen stellt eine besondere Herausforderung dar. Allied Spirit ist eine einzigartige Möglichkeit, diese zu erkennen und zukünftig darauf zu reagieren. Die Zusammenarbeit klappt dabei jeden Tag besser, wir ergänzen uns und das Wichtigste: Wir lernen alle voneinander.“

Um einen Eindruck zu erlangen, wie die Soldaten die fordernden Übungstage bei Allied Spirit erleben, besucht auch der Generalsinspekteur der Bundeswehr, General Eberhard Zorn, die Truppe.

„Eine große Herausforderung ist das Leben im Felde“, antworten die Frauen und Männer, als sich der Generalinspekteur nach den Gegebenheiten der vergangenen Woche erkundigt. „Wir sind dauerhaft am Stück draußen im Gelände und auf unseren Fahrzeugen. Das hier ist keine normale 72-Stunden-Übung, sondern ein Szenario, dass kaum einer von uns bisher erlebt hat. Wir haben Tag und Nacht Feindkontakt. Die Feindkräfte sind sehr gut, der Schlaf ist sehr begrenzt und die Ungewissheit über das, was kommt, macht einen mürbe“, sind sich die Soldaten einig.

Gemeinsam üben

Und dennoch ist das Fazit bis zum heutigen Tag klar. Der Truppe macht die Übung viel Spaß, denn trotz der Anstrengungen sind der Lerneffekt und die Erfahrungen, die jeder Einzelne sammelt enorm groß.

„Die Übung Allied Spirit hat die Panzerbrigade 21 über ein Jahr intensiv vorbereitet und nun sehe ich tolle Ergebnisse. Die Soldaten sind sehr motiviert und ich bin hoch zufrieden“, sagt General Zorn. Er bedankt sich bereits an dieser Stelle beim JMRC und den internationalen Partnern für diese einmalige Übung. „Allied Spirit leistet einen großen Beitrag zur Landes- und Bündnisverteidigung.“



Ist mit der Leistung der Soldaten zufrieden: Der Generalinspekteur der Bundeswehr, General Eberhard Zorn, besucht die Truppe auf dem Übungsgelände.
(Quelle: Bundeswehr/Torsten Kraatz)

Die kurze Zeit der Übungsunterbrechung nutzen die Soldaten nun, um sich selbst und ihre Ausrüstung erneut vorzubereiten und zu schlafen. Schon in wenigen Stunden kommt der Befehl für den Gegenangriff. Die Panzerbrigade 21 hat als Brigadeführung für insgesamt neun Nationen bisher großes geleistet. Die truppenstellenden Verbände – das Panzerbataillon 203, das Jägerbataillon 1, das Aufklärungsbataillon 7, das Panzerpionierbataillon 1 und das Versorgungsbataillon 7 - konnten gemeinsam mit ihren multinationalen Partnern aus den USA, Großbritannien, Polen, Niederlanden, Litauen, Israel, Italien und vielen mehr, ihre Kampfkraft unter Beweis stellen.

Getreu dem Motto des JMRC „Train to Win“ (dt. „Übe, um zu Siegen“) haben sie das Übungsgelände zu einem Schauplatz gemacht, der die starke Verbundenheit und den Zusammenhalt der NATO und der Partnernationen wiederspiegelt.

Stand vom: 18.04.19 | Autor: Elisabeth Rabe

Informationen zur Aufnahme von Personen aus Afghanistan in Deutschland / Information concernant l'accueil en Allemagne de personnes originaires d'Afghanistan

Présentation détaillée des conditions dans lesquelles des Afghans ayant travaillé sur place pour les services allemands peuvent être reçus en Allemagne.

Informationen zur Aufnahme von Personen in Deutschland, die als Ortskräfte in Afghanistan für deutsche Behörden tätig waren

Berlin, 20.01.2015, Bundesamt für Migration und Flüchtlinge.

In einem Informationsblatt gibt das Bundesamt für Migration und Flüchtlinge ein Überblick über das Verfahren zur Aufnahme der afghanischen Ortskräfte und ihrer Familien in Deutschland.



Informationen des Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (Quelle: Bundesamt für Migration und Flüchtlinge)

Welchen Aufenthaltsstatus und -titel werden Sie in Deutschland erhalten?

- In Deutschland wird Ihnen eine Aufenthaltserlaubnis zur Wahrung politischer Interessen der Bundesrepublik Deutschland nach § 22 Satz 2 des deutschen Aufenthaltsgesetzes (AufenthG) gewährt.
- Die Aufenthaltserlaubnis wird auf längstens drei Jahre befristet und kann auch über diesen Zeitraum hinaus verlängert werden, wenn die Gründe aus denen sie erteilt wurde, weiterhin gegeben sind.
- Nach sieben Jahren legalen Aufenthaltes in Deutschland können Sie einen unbefristeten Aufenthaltstitel (Niederlassungserlaubnis) erhalten, wenn bestimmte Voraussetzungen erfüllt sind (z.B. ausreichendes eigenes

Einkommen, ausreichende Kenntnisse der deutschen Sprache).

- Nach acht Jahren legalen Aufenthaltes können Sie die deutsche Staatsbürgerschaft erlangen. Eine der Bedingungen, die erfüllt sein müssen, sind ausreichendes finanzielles Ein-kommen sowie ausreichende deutsche Sprachkenntnisse. Bei erfolgreicher Teilnahme an den Integrationskursen kann die Wartezeit auf sieben Jahre verkürzt werden.

Welche Rechte und Pflichten sind mit Ihrer Aufenthaltserlaubnis verbunden?

Mit Ihrer Aufenthaltserlaubnis erhalten Sie verschiedene Rechte in Deutschland:

Das Recht auf Aufnahme einer Erwerbstätigkeit

- Ihre Aufenthaltserlaubnis beinhaltet das uneingeschränkte Recht zur Erwerbstätigkeit.
- Bitte beachten Sie, dass der Arbeitsmarkt in Deutschland sehr anspruchsvoll ist. Es gibt nicht viele Arbeitsmöglichkeiten für Personen ohne qualifizierten Schul- oder Berufsabschluss.
- Um in Deutschland Arbeit finden zu können, werden Sie so schnell wie möglich die deutsche Sprache lernen müssen. Dies ist unerlässlich, um Arbeit in Deutschland finden zu können.
- Ihre örtliche Agentur für Arbeit bzw. das für Sie zuständige Jobcenter wird Sie bei Ihrer

beruflichen Qualifizierung und Arbeitssuche unterstützen.

Anerkennung im Ausland erworbener Qualifikationen

- Unter bestimmten Bedingungen können in Deutschland Ihre im Ausland erworbenen Schul-, Universitäts- und Fachhochschulabschlüsse anerkannt werden. Die offizielle Anerkennung Ihrer Diplome wird Ihnen die Arbeitssuche erleichtern. Sollten Sie im Besitz derartiger Zeugnisse oder Dokumente sein, ist es notwendig, diese nach Deutschland mitzubringen.

Sozialleistungen

- Wenn Sie erwerbsfähig sind, haben Sie einen Anspruch auf die so genannte Grundsicherung für Arbeitssuchende. Sie erhalten also so lange finanzielle Unterstützung, bis Sie einen Arbeitsplatz gefunden haben. Wenn Sie vorübergehend oder dauerhaft nicht in der Lage sind, einer beruflichen Tätigkeit nachzugehen, besteht ebenfalls die Möglichkeit, bestimmte Sozialleistungen in Anspruch zu nehmen. Dies ist zum Beispiel der Fall, wenn Sie auf Grund Ihres Alters, wegen der Betreuung kleiner Kinder oder wegen einer Erkrankung nicht arbeiten können.

- Der Grundbetrag für Einzelpersonen beläuft sich auf ungefähr 364,00 € pro Einzelperson, zusätzlich können Kosten für Unterkunft und Heizung sowie grundlegender medizinischer

Behandlung gewährt werden. Auch wenn sich dies nach hohen Geldbeträgen anhören mag, dürfen Sie nicht außer Acht lassen, dass die Lebenshaltungskosten in Deutschland sehr hoch sind.

Kindergarten und Schulbesuch für Ihre Kinder

- Ihre Kinder werden in Deutschland zur Schule gehen. Die Schulpflicht beginnt in der Regel im Alter von sechs Jahren. Öffentliche Schulen sind kostenfrei.
- Für Kinder von Zuwanderern wird häufig eine spezielle Förderung angeboten, die ihnen den Einstieg in das deutsche Schulsystem erleichtern soll.
- Für kleinere Kinder gibt es Möglichkeiten der Kinderbetreuung. Wir empfehlen Ihnen, Ihre Kinder in diese Einrichtungen zu schicken, da sie dort auf einfache Weise die deutsche Sprache lernen können. In der Regel werden sie dadurch später in der Schule erfolgreicher sein.

Familiennachzug

- Das Bundesamt für Migration und Flüchtlinge bemüht sich, dass Ihre engsten Familienangehörigen mit nach Deutschland gebracht werden. Es kann jedoch sein, dass sich weitere Ihrer Familienangehörigen in einem anderen Staat oder im Heimatland aufhalten. Im Allgemeinen kann die Familienzusammenführung ein langwieriger und komplizierter Prozess sein.

- Die Regeln des Familiennachzuges sind sehr streng. Dieser ist grundsätzlich nur für Ehegatten und minderjährige Kinder möglich. Für andere Familienangehörige besteht diese gesetzliche Möglichkeit nicht bzw. nur in eng begrenzten Ausnahmefällen.

- Die Voraussetzungen für die Familienzusammenführung sind im Allgemeinen: ausreichendes eigenes finanzielles Einkommen für Sie und Ihre Familienangehörige (für zwei Personen ist dies gewöhnlich ungefähr 1.600 €), ausreichend vorhandener Wohnraum in Deutschland für Sie und die Familienangehörigen sowie bei Ehegatten und Kindern über 16 Jahren bereits im Heimatland vorhandene deutsche Sprachkenntnisse. In den ersten Jahren nach der Ankunft in Deutschland wird die Erfüllung dieser Kriterien sehr schwer zu erreichen sein.

Ihre ersten Tage in Deutschland: Wo werden Sie in Deutschland untergebracht?

- Nach Ihrer Ankunft in Deutschland werden Sie in der Regel von Vertretern des Bundeslandes, in dem Sie Aufnahme gefunden haben, oder von Mitarbeitern der zuständigen Kommune in Empfang genommen, sofern Ihre Einreisedaten bekannt sind.
- Nach Ankunft in der Kommune wenden Sie sich bitte unmittelbar an die für Sie zuständige Ausländerbehörde. Die Ausländerbehörden

sind für aufenthalts-, ausländer- und passrechtliche Maßnahmen zuständig.

- Ihre Unterbringung in dem Bundesland kann auch – zumindest vorläufig – in einer Gemeinschaftsunterkunft erfolgen.
- Sofern Sie Sozialleistungen erhalten, dürfen Sie sich in der Regel lediglich in dem Ihnen zugewiesenen Bundesland aufhalten. Wenn Sie eine Arbeit finden und nicht länger Sozialleistungen beziehen, können Sie in ein beliebiges anderes Bundesland innerhalb Deutschlands umziehen.
- Wenn Sie nicht im Besitz von Identitätspapieren aus Ihrem Heimatland sind, wird es in einigen Fällen notwendig sein, dass Sie sich an die in Deutschland befindliche Botschaft Ihres Heimatstaates wenden müssen, um die entsprechenden Papiere zu erhalten. Wenn das nicht notwendig ist, erhalten Sie ein deutsches Passersatzpapier. Solange Sie keine gültigen Identitätsdokumente besitzen, können Sie nicht außerhalb Deutschlands reisen.

Das Leben in Deutschland

- Entscheidend ist, dass Sie die Möglichkeiten erkennen und die Chancen nutzen, die Ihnen der Neubeginn in Deutschland bietet.
- Ein Neubeginn in einem fremden Land wird mit großen Herausforderungen für Sie und Ihre Familie verbunden sein.

• Je besser Sie das Land kennen und verstehen lernen, desto leichter wird es Ihnen fallen, diese Herausforderungen zu meistern. Sie werden dabei unterstützt, sich dauerhaft und erfolgreich in die Gesellschaft zu integrieren. Dieses Ziel kann jedoch nur mit Ihrer tatkräftigen Mitwirkung erreicht werden. Besonders wichtig ist, dass Sie die deutsche Sprache lernen und Sie sich mit den wesentlichen Grundlagen des Staates, der Kultur, Geschichte und Rechtsordnung vertraut machen.

Dazu stehen verschiedene Angebote für Sie bereit:

Migrationsberatung

Ein erstes Integrationsangebot bilden die Dienste der Migrationsberatung. Die Mitarbeiter der Migrationsberatung verschaffen sich in einem persönlichen Gespräch mit Ihnen einen Überblick über Ihre individuelle Situation und erarbeiten dann gemeinsam mit Ihnen zielgerichtete Vorgehenspläne. Sie geben Antworten auf Ihre Fragen und helfen bei Problemen. Bei der Ausländerbehörde sowie bei der Kommunalverwaltung Ihres zukünftigen Wohnortes kann man Ihnen genaue Auskünfte zu den Beratungsdiensten geben.

Integrationskurse

Für Sie besteht die Möglichkeit im Rahmen verfügbarer Kursplätze einen Integrationskurs zu besuchen. Wenn Sie über keine ausreichenden Deutschkenntnisse verfügen

oder staatliche Leistungen im Rahmen der Grundsicherung für Arbeitssuchende erhalten, können Sie unter Umständen durch die Ausländerbehörde oder den Träger der Grundsicherung zu einem Integrationskurs verpflichtet werden.

- Der Integrationskurs dauert zwischen sechs bis neun Monaten und kann als Vollzeit- oder Teilzeitkurs besucht werden.
- Dieser besteht aus einem Sprachkurs mit 600 Unterrichtsstunden und einem Orientierungskurs mit 60 Unterrichtsstunden.
- Im Sprachkurs lernen Sie, sich auf Deutsch in allen wichtigen Bereichen des Alltags zurechtzufinden. Wenn Sie schnell lernen, können Sie auch einen Intensivkurs belegen, der lediglich aus 400 Stunden mit Sprachtraining und 30 Stunden Orientierungskurs besteht.
- Es werden auch Sonderkurse für Analphabeten, Frauen, Eltern und Jugendliche angeboten. In diesen Kursen werden zusätzliche Themen behandelt. Diese Spezialkurse bestehen gewöhnlich aus 900 Stunden Sprachtraining und 60 Stunden im Orientierungskurs.
- So werden im Elternkurs Informationen zum deutschen Schul- und Kinderbetreuungssystem vermittelt. Dadurch wird Ihnen die Unterstützung Ihrer Kinder erleichtert. Die speziellen Integrationskurse für Frauen richten sich insbesondere an solche, die aus familiären oder kulturellen Gründen

keinen allgemeinen Integrationskurs besuchen können. Im Kurs werden inhaltliche Schwerpunkte wie Erziehung und Ausbildung der Kinder, Orientierung im Alltag sowie Perspektiven für den Einstieg in den Berufsalltag behandelt.

- Im sogenannten Orientierungskurs werden Ihnen Kenntnisse der Rechtsordnung, der Kultur und der Geschichte Deutschlands vermittelt. Sie erhalten Informationen über das Leben in der deutschen Gesellschaft, unter anderem über das demokratische System und die Werte, die in Deutschland von grundlegender Bedeutung sind. Auch diese Kenntnisse sind ein wichtiger Baustein für das Verständnis der Gesellschaft, der Sie dann angehören.

- Der Integrationskurs endet mit den Tests zum Sprach- und Orientierungskurs. Wenn Sie diesen Test erfolgreich bestehen, werden Sie eine Urkunde erhalten. Diese Urkunde wird Ihnen als Nachweis Ihrer erworbenen Kenntnisse bei der Arbeitssuche nützlich sein.

- Es ist notwendig, dass Sie sofort nach der Einreise mit der Teilnahme an einem Integrationskurs beginnen. Nur so kann eine gute Integration und Aufnahme in die deutsche Gesellschaft gelingen. Wenden Sie sich bitte für weitere Informationen an Ihre zuständige Ausländerbehörde.

Stand vom: 24.01.18

KSK beste ausländische Mannschaft beim Wettkampf der Scharfschützen in den USA / L'équipe des forces spéciales allemandes se distingue comme meilleure équipe étrangère au concours des tireurs d'élite aux USA.

Encore des lauriers pour les tireurs d'élite allemands.



Im amerikanischen Fort Bragg treffen sich die besten Scharfschützen der Welt zur USA SOC Sniper Competition (Quelle: Bundeswehr/US Army)

Fort Bragg/North Carolina/USA, 17.04.2019.

Großer Erfolg für das Kommando Spezialkräfte: Das Scharfschützenteam der Spezialeinheit des Heeres belegte als beste ausländische Mannschaft Platz vier bei der

USA SOC Sniper Competition im amerikanischen Fort Bragg. Die Männer aus Calw trafen auf die besten militärischen Scharfschützen der Welt.

Die USA SOC (Special Operations community) Sniper Competition ist der anspruchsvollste militärische Scharfschützenwettbewerb der Welt. Nur die besten Spezialkräfteverbände dürfen daran teilnehmen. Allein die Einladung ist schon eine Auszeichnung.

Vom 17. bis 22. März. traten zum zehnten Mal 20 handverlesene Teams aus verschiedenen Nationen in Fort Bragg im amerikanischen Bundesstaat North Carolina an. „Es ist eine Ehre für uns, dass wir wieder von unseren amerikanischen Kameraden zu diesem Wettbewerb eingeladen wurden“, sagt ein Oberstabsfeldwebel des KSK, der die Scharfschützen des Kommandos Spezialkräfte (KSK) ausbildet und das deutsche Team in die USA begleitete.

Neben ausgewählten internationalen Teams entsandten alle amerikanischen Spezialkräfte ihre besten Mannschaften nach Fort Bragg, die sich im Vorfeld intern qualifizieren mussten. Das KSK nahm bereits zum fünften Mal teil, um sich mit den Besten der Besten zu messen.

23 Stationen in fünf Tagen bei Tag und Nacht

Der fünftägige Wettbewerb verlangte von den Teilnehmern alles ab. „Es waren 23 Stationen zu bewältigen. Die Aufgaben waren stark an

realistischen Herausforderungen in den Einsätzen angelehnt“, berichtet der KSK-Soldat. So hatten die Teams nur fünf Minuten Zeit, um die jeweilige Situation, die Lage und den Auftrag zu erfassen. Die einzelnen Aufgaben waren dabei äußerst komplex: Verwundete bergen, Hindernisparcours überwinden oder Türen mit Sprengmitteln öffnen. Das alles musste schnellstmöglich absolviert werden, bevor die Zwei-Mann-Teams ihre Stellungen zur Abgabe der Schüsse beziehen und die vorgegebenen Ziele bekämpfen konnten. „Der Zeitdruck war enorm und ein paar Übungen waren so angelegt, dass man 100 Prozent gar nicht schaffen konnte. Hinzu kam, dass viele Aufgaben in der Nacht stattfanden und die Soldaten kaum Zeit hatten sich zu regenerieren. Die Kampfentfernungen variierten zwischen 5 und 1.000 Metern. Zudem spielte sich das Übungsszenario meist im urbanen Raum ab. Das erhöhte den Stressfaktor weiter, da zum Beispiel eine genaue Zielbekämpfung im Liegen nicht möglich war“, erklärte der KSK-Ausbilder.

KSK-Scharfschützen gehören zur Weltspitze

Nach fünf Tagen standen die Sieger fest. Die ersten drei Plätze bei der 10. USA SOC Sniper Competition belegten Teams der amerikanischen Spezialkräfte, die das ganze Jahr für diesen Wettbewerb trainieren. Bestes ausländisches Team wurde mit einem hervorragenden 4. Platz das deutsche KSK, das prompt von den Veranstaltern für das

komende Jahr wieder eingeladen wurde. „Es hat sich wiederum bestätigt, dass wir zur absoluten Weltpitze gehören und uns nicht verstecken müssen“, freute sich der Oberstabsfeldwebel.

Wichtiger als die hervorragende Platzierung seien allerdings die Erfahrungen, die das KSK aus diesem Wettbewerb ziehe. „Der Wettbewerb ist sehr einsatznah angelegt und die Teilnehmer werden unter einem enormen mentalen und körperlichen Stress gesetzt. Somit ist der Wettbewerb eine sehr gute Gelegenheit, um unsere Verfahren auch unter extremen Bedingungen praxisnah zu überprüfen und weiter zu optimieren. Am Ende ist jedes Detail entscheidend für den Erfolg oder Misserfolg einer Mission.“

Stand vom: 18.04.19 | Autor: Pressestelle KSK

LAWS / Systèmes d'armes létale autonomes

Controverse sur la mise en place de systèmes d'armes létale autonomes.

LAWS - ein heiß diskutiertes Thema

02.05.2018

Letale Autonome Waffensysteme, kurz LAWS, existieren zwar noch nicht, doch sie könnten eines Tages Realität werden. Schon jetzt erregen sie die Aufmerksamkeit der Völkerrechtler. Dr. Robert Frau vertritt den Lehrstuhl für Öffentliches Recht an der

Juristischen Fakultät der Universität Potsdam. Er äußert sich zum Thema im Interview mit der Redaktion der Bundeswehr.

Letale autonome Waffensysteme existieren zwar noch nicht, aber im Rahmen der UN-Waffenkonvention beraten schon vorab Staaten, über deren Regulierung. Warum?



Afghanistan: Das Aufklärungssystem Heron 1 steht, im Rahmen der Mission Resolute Support, vor dem Start bereit.

Entzündet hat sich die Debatte am Einsatz bewaffneter Drohnen, die ja eine Weile im Mittelpunkt des Interesses standen.

Missverstanden wurde dabei, dass Drohnen ferngesteuert agieren und immer ein Mensch die Angriffsentscheidung trifft. Nachdem die Staaten und die Zivilgesellschaft erkannt hatten, dass die Entwicklung künstlicher Intelligenz voranschreitet und damit auch neue Militärtechnik möglich wird, gab es laute Stimmen, die vor solchen Systemen gewarnt haben. Diese Bedenken werden jetzt im Rahmen der UN-Waffenkonvention diskutiert.

Unbekannt ist dieses Vorgehen übrigens nicht. Im Rahmen der UN-Waffenkonvention haben Verhandlungen über das Verbot bestimmter Laserwaffen zum Erfolg geführt, obwohl solche Waffen damals noch nicht existierten.

Gilt das Internationale Humanitäre Völkerrecht auch für LAWS?

Selbstverständlich! Im Rahmen eines bewaffneten Konflikts gilt stets das humanitäre Völkerrecht. Ein Grundsatz dabei lautet, dass die Konfliktparteien kein unbegrenztes Recht in der Wahl ihrer Mittel und Methoden haben. Insbesondere müssen die Kardinalprinzipien des Unterscheidungsgrundsatzes zwischen militärischen Zielen und zivilen Objekten sowie des Verbots der Verursachung überflüssiger Leiden und unnötiger Verletzungen beachtet werden. Diese Grundsätze gelten unabhängig von den eingesetzten Waffensystemen.

Muss das Völkerrecht im Hinblick auf diese Waffen gestärkt werden?

In der Völkerrechtswissenschaft wird darüber heiß diskutiert. Eigentlich ist das Völkerrecht so gestrickt, dass es den Einsatz jedes neuen Waffensystems in Krieg und Frieden regelt. Regelungs- oder zumindest Klärungsbedarf sehe ich nur bei der Anwendbarkeit von Menschenrechten im Ausland oder der strafrechtlichen Verantwortung.

Sollte der Soldat im Einsatz seine Entscheidungen völlig an Waffensystem abgeben können, oder sind menschliche Empathie und Verständnis auch beim Einsatz

von Waffen absolut unverzichtbar – sollte also der Mensch die Entscheidungsgewalt über Leben und Tod behalten?

Das ist eine philosophische Frage. Menschliche Gefühle, die ja nicht nur Empathie oder Verständnis, sondern auch Hass oder Rachegelüste umfassen können, sind nicht entscheidend. Daher ist völkerrechtlich nicht zwingend, dass solche Entscheidungen durch Menschen zu treffen sind. Auf der anderen Seite wird ein verantwortungsvoll handelnder Soldat sich im Einsatz genau überlegen, ob er eigene Entscheidungen auf ein System delegieren oder ob er nicht Herr über das Geschehen bleiben möchte.

Die Debatte löst starke Emotionen aus. Es besteht Bedarf an Versachlichung. Können Sie dazu beitragen?

Der Mensch ist hier immer noch für den Abschuss verantwortlich.

Zunächst sollte man sich klarmachen, dass die Kardinalprinzipien des humanitären Völkerrechts stets gelten. Auch der Einsatz von LAWS muss anhand der Unterscheidung zwischen erlaubten Zielen und geschützten Objekten erfolgen. Kein Staat will davon abweichen. LAWS sollen nicht den Rechtsbruch einfacher machen, sondern die eigenen Truppen unterstützen. Darüber hinaus muss man spezifizieren: LAWS mögen an Land anders zu bewerten sein als im Luft- oder Seekrieg. Darüber hinaus können sie

offensiv oder defensiv eingesetzt werden. Das Horrorszenario, in dem ein Killer-Roboter in ein Stadtviertel in Feindeshand geschickt wird, dürfte erst einmal eine Horrorvorstellung bleiben. Denn wenn ein Staat tatsächlich eine so hohe Form der künstlichen Intelligenz entwickeln würde, dann wäre der erste Einsatz bestimmt nicht dort wo das System ungemein gefährdet wäre. Es gilt also, Verallgemeinerungen zu vermeiden.

Auch eine stärkere Konzentration auf die richtigen Begriffe scheint geboten? Was ist beispielsweise der Unterschied zwischen einem autonomen und einem automatisierten Waffensystem – und was folgt daraus für unser Thema?

Auf jeden Fall! Klare Begriffe machen deutlich, was gemeint ist. Für unser Thema bedeutet das zweierlei. Erstens bedeutet automatisch, dass das System genau das macht, was ihm vorher gesagt wurde. Das System folgt also einem programmierten Prozess mit dem immer gleichen Ergebnis. Eine Waschmaschine arbeitet automatisch. Bei autonomen Systemen kommt eine Stufe hinzu, nämlich die eigene Entscheidung durch das System selbst. Diese ist nicht vorhersehbar. Beispiele dafür existieren noch nicht.

Zweitens sollte die unglückliche Formulierung von voll- oder halbautonomen System fallen gelassen werden. Im Interesse der Diskussion steht nur die Frage, ob die Angriffsentscheidung durch Mensch oder Maschine getroffen wird. Dass Start und

Landung autonom erfolgen können, interessiert im Rahmen der Kriegsführung nicht. Und dennoch wäre ein solches System mindestens als halbautomatisch zu bezeichnen, selbst wenn stets ein Mensch die Angriffsentscheidung treffen würde. Hier gilt ebenfalls, das Pauschalisierungen zu vermeiden sind.

Wie sind in diesem Kontext die Begriffe autark oder autonom einzuordnen. Ist ein Roboter autark oder autonom – und was folgt wiederum daraus für unser Thema?

Autonome Systeme werden umgangssprachlich als Roboter bezeichnet. Das bedeutet, dass das Handeln von Robotern nicht vorhersehbar ist. Ein Militärroboter mag daher ein zulässiges militärisches Ziel nicht angreifen, obwohl er darf. Warum bleibt sein Geheimnis. Solche Roboter verkörpern also eine künstliche Intelligenz, die bislang nicht existiert.

Abschließend die Frage: Sollten Waffensysteme, die dem Menschen die Entscheidung über den Waffeneinsatz entziehen, völkerrechtlich geächtet werden?

Die Frage nach dem „soll“ ist keine völkerrechtliche, sondern eine politisch, ethische, militärische oder philosophische. Die Antwort muss in einem gesamtgesellschaftlichen Dialog gefunden werden. Juristen mögen ein Verbot oder eine Erlaubnis formulieren können. Die Frage nach der Gebotenheit oder Klugheit müssen andere beantworten.

Autor: Jörg Fleischer

Reservist am Wochenende / Réserviste du week end

Présentation de l'entraînement des réservistes de la première division blindée.

Reservist am Wochenende: Ausbildung bei der 1. Panzerdivision

Rotenburg
(Wümme)/Oldenburg/Niedersachsen ,
17.04.2019.

Im zivilen Leben sind sie Ingenieure, Sachbearbeiter oder Handwerker. Am Wochenende üben sie beim Heer den Kampf im urbanen Gelände oder lassen sich zum Jäger ausbilden – die Reservisten der 1. Panzerdivision. Ein Teil von ihnen trainierte in Rotenburg an der Wümme, andere begannen ihre Ausbildung zum Jäger in Oldenburg.

Es gibt viele Gründe, warum sich Reservisten am Freitag nach ihrer Arbeit die Uniform anziehen und das Wochenende nutzen, um ihre militärischen Kenntnisse zu verbessern: Neben dem Erleben von Kameradschaft und der hohen Empathie für den Soldatenberuf suchen sie neue Herausforderungen. Dazu hatten Reservisten in der Ausbildung beim Kampf im urbanen Gelände in der

Raumkampfanlage der Lent-Kaserne in Rotenburg an der Wümme und auch bei der Ausbildung zum Jäger in Oldenburg im Februar beste Möglichkeiten.

In der Raumkampfanlage der Lent-Kaserne

Der erste Soldat geht an der offenen Tür vorbei und ruft: „Tür links, geöffnet; Fenster rechts!“ Damit versucht er den nachfolgenden Kameraden einen Überblick über die vor ihnen liegende Situation zu verschaffen. Das Geben der richtigen Meldung sowie das sogenannte Schneiden eines Raumes, aber auch das taktische Vorgehen trainierten zwei Züge in Rotenburg. Der erste Zug setzte sich aus den Jägern des Unterstützungsbatallion Einsatz 1 zusammen, den zweiten Zug stellten die Panzergrenadiere vom Panzergrenadierbataillon 908.

Bevor es in die Raumkampfanlage der Lent-Kaserne ging, übten die Soldaten die Abläufe im Freien, beim sogenannten Tapedrill. Hier erklärt ein Ausbilder den Soldaten das Vorgehen in einem Raum. Die Wände werden dabei durch Linien auf dem Boden dargestellt. So können mehrere Soldaten gleichzeitig ausgebildet und das Ausbildungsgespräch direkt geführt werden.

Der Weg zum grünen Barett mit goldenem Eichenlaub

Gleichzeitig in Oldenburg: Neue Kameraden, die erst am Anfang ihres militärischen Werdegangs stehen, beginnen hier ihre

Ausbildung zum Jäger. Denn die ist für das Unterstützungs bataillon Einsatz 1 essenziell. Das Bataillon befindet sich zurzeit noch im Aufbau und ermöglicht Reservisten, einen Posten und eine Beorderung im Bataillon zu erhalten. Die Ausbildung zum Jäger läuft modular an verschiedenen Wochenenden im Jahr und endet mit einer Übung. Sind alle Voraussetzungen erfüllt, wartet am Ende der Übung die ersehnte Urkunde. Diese Ausbildung steht jedem Reservisten offen. Der Kommandeur freut sich über jedes neue Gesicht, auch Kameraden der Luftwaffe und der Marine sind herzlich willkommen.

Hunderte Dienstposten bei nicht-aktiven Verbänden

Die 1. Panzerdivision hat vier nicht-aktive Bataillone mit insgesamt 1.700 Dienstposten und zusätzlich acht nicht-aktive Kompanien mit insgesamt 1.000 Dienstposten. Diese Ergänzungstruppenteile bestehen jeweils nur aus Reservisten. Im Ernstfall werden sie aktiviert, um die Truppe zu unterstützen und zu entlasten. Zwei dieser Reservistenbataillone arbeiten in einem Ausbildungsverbund eng zusammen, so auch das Unterstützungs bataillon Einsatz 1, ein Divisionstruppenteil der 1. Panzerdivision und das Panzergrenadierbataillon 908, ein Bataillon der Panzergrenadierbrigade 41. Beide Bataillone verfügen inzwischen über weitreichende persönliche Kontakte. Der Kommandeur des Unterstützungs bataillon Einsatz 1 war bis Ende 2018 der

stellvertretende Kommandeur des Panzergrenadierbataillons 908. Auch die Soldaten nahmen bereits an mehreren Übungen teil. Die Letzte war eine zweiwöchige Gefechtsübung auf dem Truppenübungsplatz Jägerbrück.

Stand vom: 18.04.19 | Autor: Christoph Loose

Übung Allied Spirit X / Manoeuvre Allied Spirit X

15 nations participent à la manoeuvre

Übung Allied Spirit X – 15 Nationen im hochintensiven Gefecht

Hohenfels, Bayern, 17.04.2019, 19E17002.

Immer wieder fallen Schüsse. Die Kämpfe um das Dorf Kittensee dauern seit den frühen Morgenstunden an. Bereits in der Nacht standen die Soldaten in der Gemeinde im Feuergefecht. Die feindlichen Angriffe haben den deutschen und amerikanischen Truppen viel abverlangt – es gibt zahlreiche Verwundete und Gefallene. Auf den Dächern der Gebäude liegen Soldaten in Stellung. Durch die engen Straßen eilen kleine Trupps, um das Gebiet feindfrei zu kämpfen. Die Funksprüche überschlagen sich, der Schusswechsel wird immer intensiver. Was sich den Soldaten hier darbietet, ist Teil eines umfangreich und präzise geplanten Angriffs auf dem amerikanischen Übungsgelände in Hohenfels. Wir befinden

uns auf der multinationalen Großübung Allied Spirit im Joint Multinational Readiness Center, kurz JMRC der US-Armee.

5.600 Teilnehmer auf 200 Quadratkilometern

Das JMRC ist ein gemeinsames, multinationales Bereitschaftszentrum, das die Armeen der NATO-Partner und anderer verbündeter Streitkräfte in außergewöhnlichem Maße auf weltweite Landoperationen vorbereitet. Auf einer Fläche von 200 Quadratkilometern findet seit Ende März eine der größten internationalen Übungen in Deutschland statt – Allied Spirit. Über 5.600 Soldaten aus 15 Nationen nehmen im bayrischen Hohenfels während insgesamt 19 Tagen an der Brigadegefechtsübung teil. Das JMRC ist in Deutschland das einzige Ausbildungszentrum, das eine Übung in dieser Größenordnung bewältigen kann. Die Bundeswehr nimmt zum ersten Mal mit einer Truppenstärke von 2.800 Soldaten an Allied Spirit teil. Mit der Führung der internationalen Brigade setzt die Panzerbrigade 21 „Lipperland“ damit einen Meilenstein. „Es ist eine einmalige Herausforderung bei Allied Spirit dabei zu sein. Wir werden 24 Stunden am Tag beübt. Die Panzerbrigade 21 führt die über 5.600 multinationalen Truppen während des gesamten Szenarios – so etwas haben wir lange nicht mehr gesehen“, sagt Oberst Ansgar Meyer, Kommandeur der Panzerbrigade 21.

Feuerkampf und hybride Bedrohung

Mehrere Stunden dauern die Gefechte in Kittensee, für die Soldaten eine enorme Belastung. Neben der Munition und der Verpflegung lässt auch allmählich die Kampfkraft nach. Die Versorgungsgüter mit dem benötigten Nachschub konnten lange Zeit nicht angefordert werden, da der Feind die Funkverbindungen gestört hat. „Hier wird eine sehr hybride Lage dargestellt, man kann sich auf nichts einstellen. Die Herausforderung für meine Männer und mich ist das jederzeitige Umschalten von ruhigen Phasen hin zur Landes- und Bündnisverteidigung bis hin zur hybriden Bedrohung“, erklärt der Kompaniechef der 4. Kompanie des Jägerbataillons 1 aus Schwarzenborn, Hauptmann Andreas Geiß.

Seit Tagen ist die Truppe verstärkt mit amerikanischen Soldaten in Kittensee eingesetzt. Ihr Auftrag ist es, im rückwärtigen Raum weit westlich der vordersten Kampflinie, die Reserve der Brigade zu bilden. Doch die spezialisierten Kräfte des Feindes sind in den letzten Tagen bereits durch das Gelände vorgestoßen und greifen nun punktuell und gezielt die Gefechtsstände und Dörfer an.



Bei Allied Spirit X zählt der Zusammenhalt: Die Armeen der NATO-Partner und weiterer verbündeter Streitkräfte stehen dem Feind gemeinsam gegenüber.

(Quelle: Bundeswehr)

Spezialisierte US-Feindkräfte

Anders als bei vielen Übungen stellen spezialisierte Soldaten der US-Armee gemeinsam mit deutschen Infanteristen eine feindliche mechanisierte Brigade dar. Sie konnten sich vor der Übung mit dem Gelände vertraut machen und erhielten durch das JMRC genaue Vorgaben und taktische Verhaltensweisen, um die übende Truppe zu bekämpfen.

„Die Feindkräfte machen einen absolut professionellen Job. Sowas habe ich in meinen 17 Dienstjahren noch nicht erlebt“, sagt Hauptmann Schulze.

Neben der enormen Feindbelastung stellt auch die Zivilbevölkerung eine große Herausforderung dar. Insgesamt 400

Darsteller mimen nicht evakuierte Dorfbewohner, Flüchtlinge und zivile Organisationen wie Polizei und Mitarbeiter des Roten Kreuzes. Alle sind auf den Schutz der Soldaten angewiesen. Die ausgebildeten Rollenspieler fordern die Soldaten durch ihre Handlungen zusätzlich.

Wenig Schlaf und keine Funkverbindung

Das komplexe Szenario wird während der durchgängigen neuntägigen Übung durch deutsche und amerikanische Schiedsrichter begleitet. Jeder einzelne Übungsteilnehmer, jedes Fahrzeug und jede Waffe sind mit einem ganzheitlichen Multi-Laser-Gefechtssystem ausgerüstet, das Verwundungen und tödliche Treffer simuliert. Die Schiedsrichter überwachen dies und werten anschließend das taktische Verhalten und alle Maßnahmen der Teilnehmer umfassend aus. „Die Möglichkeit, als Außenstehender den Blick auf den Ablauf der Übung und das Verhalten der Soldaten zu haben, gibt dem daraus resultierenden Lernprozess unglaublich viel Qualität“, erklärt einer der Schiedsrichter während der Übung.

Die Gefechtstage sind geprägt von wenig Schlaf, ständigem Beschuss und der immer wieder abbrechenden Funkverbindung zur Führung und der eigenen Truppe. Die Lage ist ungewiss und der Druck des Feindes an der vorderen Kampflinie wird immer größer. Das verstärkte deutsche Panzerbataillon 203 aus Augustdorf hat den Auftrag, den Feind an der Verteidigungslinie zu verzögern und zu

schwächen. Ziel ist es, möglichst viel Zeit für den Gegenstoß der Brigade zu gewinnen.

Stand vom: 18.04.19 | Autor: Elisabeth Rabe

ANGLAIS

French Army eyes robots, change in force size as it prepares for future wars



French Armed Forces Minister Florence Parly, center, flanked by Col. Francois Mariotti, left, visits a battalion Oct. 6, 2017, in Bitche, eastern France. (Jean-Christophe Verhaegen/AFP via Getty Images)

PARIS — Innovation and a sufficiently populated Army that can fulfill the service's strategic needs are key factors in whether France will be prepared for a high-intensity conflict, the military's strategic thinkers said at a forum held April 16 in Paris.

"Mass," or the capacity to generate and maintain an ample number of soldiers, is one

of eight factors of operational superiority identified by the French Army, according to a speaker at a seminar on how the service will fight in future high-intensity wars. The event was held under Chatham House rules, which means the speaker can not be identified for this story.

A smaller ground force of 77,000 — compared to 220,000 or so in 1996 when conscription was mandatory — could be supported by robots, but French officials insist there will always be a man in the loop.

A senior officer outright rejected the idea of "autonomous killer robots." He added that future conflicts will likely take place in urban areas and would result in "ferocious attrition of men and materiel," both of which would be "hyper-connected and thus hyper-powerful." However, that would also serve as "their major weakness," he added, as enemy disruption of IT systems would prove crippling. He identified redundancies as one solution to both materiel attrition and IT issues.

Another suggestion that came out of the event aimed at ensuring operational superiority by numbers involved delegating most noncombat tasks to civilians. That could enable military personnel to concentrate on combat missions.

However, Army personnel attending the seminar argued strongly against employing mercenaries or private security companies in combat roles. Instead they suggested strategic

partnerships with privileged partners such as the U.S. and the U.K., or alliances such as NATO.

They also favored local ad hoc cooperation such as the G5 Sahel Joint Force in central Africa and the use of 24,000 French reservists for positions such as linguists and cyber analysts.

Vice chief of UK Defence Staff talks Brexit, budget and littoral ships



Britain's vice chief of the Defence Staff, Gen. Gordon Messenger, speaks at the U.N. Peacekeeping Defence Ministerial at Lancaster House in London on Sept. 8, 2016. (Stefan Rousseau/AFP via Getty Images)

WASHINGTON — The United Kingdom's defense plans are at an inflection point. This September, a major government review will lay

out its budget for the next several years. The government recently announced plans for a new littoral fleet, while also buying a series of expensive American-made airplanes. And looming above it all is the question of what the country will look like after it leaves the European Union.

During a recent visit to Washington, Defense News sat down with Gen. Gordon Messenger, vice chief of the [Defence Staff](#), to discuss the Defence Ministry's modernization strategy and how this will all work out post Brexit.

The U.K. has its regularly scheduled [comprehensive spending review](#) coming in the fall, which will set budgets for the next three years. How important is it that defense gets a favorable budget increase?

Well, we secured essentially £1.8 billion (U.S. \$2.4 billion) in the [autumn budget statement](#), and what that allowed us to do was to tackle some of the areas of underfunding, but critically it allowed us to free up some money for technological advancement and the pursuit of capabilities in certain areas. And it also allowed us to free up some money for what you could describe as "spend to save." In other words, efficiency programs that need upfront investment, things that are almost certainly going to cost you in years one, two and three, but if you get them right and implement them right, you'll save money in the latter years. We're increasingly getting to a point where if you want to get after, you know, reasonably sized efficiencies, they almost all require some investment upfront, often in

information systems that provide you with better management information.

We're trying to review the acquisition process as a whole, but one of the key elements to that is to go narrow and deep into certain technological areas, and we're calling them the "spearhead" programs. We're picking areas that have the best technical potential for exploitation, but also areas that are of most importance to us. So the underwater battlespace would be one; faster and better network decision-making would be another, and there are three or four different programs that we're driving through.

So in terms of the question about where that takes you, I think that clearly the larger the defense budget, the more one can spend in that high-end piece. But even with the defense budget as it now stands, we recognize that the modernization of defense and the need to be able to respond more agilely to technological advancement is a critical part of retaining your strategic edge as a military and therefore demands investment, and we're putting money aside for that.

But is there a minimum pound increase you need to see? In the next few years you're buying P-8s, E-7s and F-35s, as well as other high-priced gear. [That's not cheap.](#)

There isn't a fixed sum that anyone has in mind, and we absolutely recognize that the government's got to balance many other priorities, too, not least health and social security and education and all those other departments that are making legitimate calls

on the public purse. But no, we've — we're in a much better place in understanding our budget and where the pressures are and in factoring those out over time. And, as you say, there is quite an ambitious capitalization program at the moment. I mean, the nuclear area, there's huge capitalization in both the Dreadnought and the ongoing Astute submarine build, as well as warhead development.

The P-8, [the E-7](#), the F-35, you will have seen, I hope, the announcements about [future combat air](#). These are big commitments to modern capability that we're determined to follow through, and we're spending a lot of time on just making sure that that's a realistic ambition over the 10 years based on a realistic understanding of how much money we're going to get.

There have been rumors about a new defense review that could happen later this year, different from the comprehensive spending review. Is that true?

No. You know, it will be almost impossible to have a spending review without some sort of look at the policy, but this is not going to be a big sort of [re-look].

Defence Secretary Gavin Williamson recently announced a plan to develop a new littoral fleet, but a lot of people looked at that and said it was thin on details.

What's the thinking and timetable here?

I think it will certainly be part of the debate in

the spending review. At the moment, the money has been found to examine the concept and develop the concept, and I think until we have the information that that phase will bring, it's very difficult to put a timeline or a sort of hard figure against it, and clearly that's going to need to be weighed up against other priorities. But it's a way of us understanding more about it. It's a capability that is attractive, it's a capability that we think will have relevance in the future. But until we really understand more about it, it's difficult to weigh up against other priorities, and that's why we're spending a relatively small amount of money in developing the concept.

When do you think that study will be done? Do you expect you'll need to invest in other areas, like escort or supply ships, to make this concept work?

I think a year from now.

[In terms of investments], it depends on your concept of operations. I mean, we're investing in support ships anyway. We've got a brand-new class of refueler from South Korea, and we have budgeted and [are] yet to go to tender [on] solid support ships, which we think are going to be an important part of the carrier concept. So that's where the munitions will be held, where the stores will be held. And, of course, those ships will be compatible not just with the carrier but with the other warships of the Royal Navy. So we're investing quite a lot in support ships and then trying to work out what the best [concept of operations] is, given that we're never going to have everything that

we want because we're simply not a nation of that sort of size.

U.K. politicians have said that post Brexit, they intend to have a greater presence abroad. Do you have enough ships to do that?

Well, we have 19 destroyers and frigates. That is stated government policy. When the Type 26s come in and the [Type 31s](#) come in, and, in fact, that remains the policy. Particularly in your maritime force structures, [you must] get that balance right between war fighting at the very highest end, and the sort of ubiquity that comes from platforms in, let's call it the constabulary role, and we're trying to get that balance between that Type 26-Type 31 split. But the numbers remain consistent. Then you don't have to just think warships. We get a lot of utility out of our amphibious shipping. We have offshore patrol vessels, which are [such] capable platforms that we're just buying new ones. So you don't have to be out-and-out warships.

I'll tell you another example: The [oil refueling ship], you know, has got a really capable hanger on the back. It's got medical facilities onboard, it's got space to carry capability that you'd want offshore. It's got cranes onboard. Its principal task will always be to carry fuel for warships, but nonetheless the utility you can get from that fleet is considerable. So, you know, could we do with more? Yes, but do I feel that we're about appropriately configured for what we want to do? Probably. And the fact that we've been able to have an LPD — an

amphibious ship — and three frigates go to the Far East in the last year and a half is an indication of our ability to veer and haul and flex availability for areas that we want to prioritize.

There has been a lot of talk about the military having to take on a greater role internally in the U.K. should a Brexit deal not materialize. What are you preparing for?

This is for a no-deal. Frankly, we have to consider worst-case and plan accordingly, and that's what we're doing. No one wants no-deal. I think it's still safe to say that it's not the front-runner in terms of outcomes, but we have to be prepared for it. And we're working with other government departments — in support of other departments, not as a sort of military lead in any way — in how we might bring personnel just to support security; bolstering borders, movement of critical supplies, those sorts of things are the things that we're thinking about. Fuel. That sort of thing are the areas that we're looking at and prepared to support if necessary. The on-record figure is 3,500 personnel are earmarked for that. In addition to that, we have a strong provision by our civil servants that are on standby to go support other government departments that would be most affected by a no-deal. So it's very much a sort of whole-force, whole-of-government, whole-of-defense approach to this.

Are there costs with that which would

impact potential modernization programs?

No. No. We have people on standby for a variety of contingencies in the U.K. anyway, and we'd be double-hatting those.

UK, India renew defence collaboration pledge



BAE Systems has confirmed that it has started talks with India about a possible joint programme featuring the UK company's Queen Elizabeth-class aircraft carrier (pictured). Source: BAE Systems

India and the UK have signed a renewed defence accord through which the two countries have agreed to "redouble efforts" to identify mutual defence requirements and collaborate on solutions, the UK Ministry of Defence (MoD) has said.

An MoD statement on 15 April said the renewed memorandum of understanding (MOU) "marks a step change" in the defence relationship between India and the UK, with

emphasis on collaboration on defence procurement and industrial co-operation. "By collaborating and exploiting procurement opportunities together both nations will be able to benefit from technological and manufacturing capabilities and support long-term co-operation between their defence and security industries," the UK MoD said. The MoD also indicated that a focus of the agreement will be to explore opportunities in naval systems. The MoD also pointed out that the MOU was signed following a visit by Indian Navy (IN) chief Admiral Sunil Lanba to the UK Royal Navy's HMS *Queen Elizabeth* aircraft carrier in Portsmouth in March and exercises undertaken by the two navies in late 2018. One possible area of UK-India collaboration is the UK's Queen Elizabeth-class (QEC) aircraft carrier. Constructor BAE Systems confirmed to Jane's on 16 April that the company has held talks with India about a potential joint programme. The QEC design is seen as a possible contender to meet the IN's requirement for a second indigenous aircraft carrier (IAC-2).

The IN's first aircraft carrier (IAC-1) - named INS *Vikrant* - is being built by Cochin Shipyard Limited in southern India and is scheduled to enter service in the early 2020s. The IN envisages IAC-2 entering service in the early 2030s.

How Are The Names Of RAF Aircraft Chosen?

Have you ever wondered how RAF aircraft are named and which conventions they use?



A Lancaster bomber, Tornado and F-35B at the Royal International Air Tattoo this year (Picture: Crown Copyright).

The Royal Air Force has never had set aircraft naming rules.

They have for the most part accepted the names selected by the manufacturers, although these needed to be formally approved by the Air Ministry - until 1964 - or by the Ministry of Defence (MOD) nowadays.

In 1918, the Ministry of Munitions created a "unified naming system", a set of conventions where the scheme would create classes of names that related to the role.

In this system, each aircraft would receive of a name, and sometimes a role prefix and a mark number. Typically, the names were then further divided by size and by whether they were land- or sea-based.

For example, fighter aircraft were to be animals, plants or minerals.

Ever heard of the Sopwith Camel, the Gloster Meteor or the Hawker Demon?

Bomber aircraft were to have geographical names, such as the Lancaster, the Hudson, the Bristol Beaufort and the Boston Bomber. It is an easier association for heavy-lift aircraft, which tend to have names associated with strength.

Long-distance transport aircraft have travel-related names (e.g. Globemaster, Voyager) and Intelligence, Surveillance, Target acquisition and Reconnaissance (ISTAR) aircraft have names associated with watching (e.g. Sentry, Sentinel).



The Hercules and the Atlas are two examples of the original naming system (Picture: RAF).

However, there are also many heavy-lift or ISTAR aircraft that do not receive such names and simply go by the manufacturer's designation.

Stuart Hadaway, historical author and spokesman for the MoD's Air Historical Branch, explained the logic behind it: "In the 1930s, the convention was to give RAF fighter aircraft aggressive names - Fury, Gauntlet, Gladiator, Defiant, Spitfire," he said.

"With the entry into service of the Hawker Hurricane in 1937 this trend was extended to include violent winds and storms.

"The Westland Whirlwind later followed this convention, as did other Hawker aircraft in the form of the Typhoon and Tempest, and the Tornado - although the Tornado did not get past prototype stage.

"The RAF also gave similarly themed names to several American aircraft when we took them into service, such as the Lockheed P-38 Lightning and the Republic P-47 Thunderbolt. "Again, though, there were exceptions, such as the North American P-51 Mustang or De Havilland Mosquito."



The F-35B Lightning Jet might be new, but carries a name with a long history (Picture: MoD).

"During the post-war period, the trend continued with the English Electric Lightning and Panavia Tornado, although it was not held too rigorously - in fact with aircraft such as the Gloster Meteor, De Havilland Vampire, Supermarine Swift and Hawker Hunter there were more exceptions to the convention that there were aircraft that accepted it.

"The current trend is to hark back to the classic and iconic aircraft of the 1940s-1970s, with the modern fighter force being named in homage to the Hawker Typhoon, English Electric Lightning and Hawker Tempest."

What does the future hold?

Last month a concept for the [next generation of fighter jet was unveiled](#).

Named 'Tempest', it is part of a project where more than £2 billion will be invested.

Do Britain's Aircraft Carriers Really Have No Jets?

'Images of ships at sea without any aircraft embarked always cause people to ask what is going on.'



Is the concept of aircraft carriers 'without planes' a myth and if so, what is the reality of the aircraft carrier programme?

At some point 2019 the Royal Navy will have, for the first time in nearly 50 years, two 'fleet' aircraft carriers at sea. With HMS Queen Elizabeth (QE) now firmly in commission and successfully continuing her operational work up programme ahead of the vessels first full deployment in 2021, HMS Prince of Wales will soon also put to sea in order to conduct her initial sea trials.

After 20 years of planning and UK industry delivering the two largest warships ever built for the Royal Navy into service, attention will turn to the next stage of the process – namely turning them into fully operational vessels, complete with embarked aircraft. Unfortunately, a prevailing myth has grown up suggesting that these are aircraft carriers without aircraft and that they are unable to operate in their intended role.

The purpose of this article is to try and explain what is going on with the aircraft carrier

programme, why the ships went to sea initially without jets embarked and what the next key milestones are in this project.

The 'carriers without planes' myth exists because of two main reasons.

Firstly, the public perception of delays in the F35 programme that have reportedly slowed down delivery of the jet. Secondly, other people think that because in her early trips to sea, no F35s were embarked, this means that the carriers do not have any aircraft.

The original plan for the carriers dates back roughly 20 years, and under the initial timelines, saw the UK bringing the first carrier into service in around 2012, with the F35 entering service in a similar time frame.

This plan was changed due to the combination of budgetary challenges slowing down the carrier build time in the mid-2000s, delaying the arrival of the ships into service. At the same time, delays in bringing the F35 into service also meant that the plans changed, with both the carrier and F35 introduction to service slipping several years.

In the same rough time frame, the UK also chose to delete the Harrier from service. In the late 1990s, the plan was for this much loved, and venerable aircraft, to stay in service until potentially around 2018.

Both the Royal Navy operated FA2 variant, and the RAF GR7/9 variants were embarked in the Invincible-class aircraft carriers, and theoretically it could have seen Harrier embark briefly on the Queen Elizabeth (QE) class

ahead of the full introduction of the F35 into service.

Defence cuts saw the Sea Harrier scrapped in 2004, and the 2010 Strategic Defence & Security Review (SDSR) took the difficult decision to scrap the Harrier in order to help balance the defence budget. This in turn created a capability gap as in late 2010 the Royal Navy ceased to operate fixed wing aircraft at sea, but it was not due to fill it until late 2018.

The result was the Royal Navy (RN) focused its work on operating its remaining aircraft carrier (HMS Illustrious) purely as a Helicopter Carrier alongside HMS Ocean (a dedicated helicopter carrier). Between 2010 and 2018 both vessels only embarked helicopters, leading to the perception by some people that the UK possessed aircraft carriers without any aircraft.

While the RN may not have been embarking fixed wing aircraft on their own ships, over in the USA a great deal of work was being done to retain the critical pool of knowledge required to conduct fixed wing operations. The US Navy was incredibly generous in offering to provide training spots for British aircrew to qualify on the F18 Hornet, and then fly as exchange officers with US Navy squadrons. Dozens of British pilots have qualified on the Hornet and retained the critical knowledge of how to operate at sea.

At the same time, hundreds of Fleet Air Arm ground crew were embarking in US carriers on deployments to work as part of the flight deck crews, responsible for launching and

recovering the aircraft. These skills are highly perishable and if not practised regularly, quickly lost. The support of the US Navy in ensuring that the Fleet Air Arm could retain enough institutional knowledge to operate safely at sea was critical to the quick regeneration of the carrier capability in 2018.



When the decision was taken to withdraw the Harrier in 2010, it was also decided that the Queen Elizabeth would be converted to a conventional carrier (e.g. she would be fitted with catapults to launch aircraft, and arrestor hooks to recover them). This plan led to a delay in the build process while amendments were considered (the ships were designed from the outset to be converted in this way). These plans were quickly changed when it was identified that the proposed conversion would be expensive and potentially technologically highly risky. The proposed catapult solution (known as EMALS) that would have been fitted is currently being trialled in the US Navy and has proven to have

significant challenges and higher than expected failure rates.

The other risk of converting into a 'conventional' carrier for the RN was that only one of the two ships under construction would have been converted. The plan instead was to mothball or sell the other carrier, and the RN would have been a 'part time' carrier navy with just one carrier, like the French Navy. Not only would this plan have significantly reduced the ability of the RN to put carriers to sea, it would also have made it harder to keep them deployed due to the need to train pilots and qualify them on carrier landings.

Had the QE been converted, then Britain would have potentially ended up with a part time carrier navy unable to deploy very often. Instead the decision to keep the ships as 'STOVL' carriers (Short Take Off, Vertical Landing) means that the UK will be able to operate both at the same time, with both able to embark jets as required.

To that end, the UK is now committed to purchasing at least 48, and potentially up to nearly 140 F35B's for use by both the RN and the RAF. These have been under production for some years now with the first three being delivered in 2013, and the UK force has now grown to some 17 aircraft, with more being delivered on a regular basis. On current plans, by 2023 there will be a front-line force of around two squadrons of aircraft, plus an Operational Conversion Unit in service.

So, if the UK has the aircraft now, why did the Queen Elizabeth spend her first year in service without any aircraft onboard?

Ships are remarkably complicated pieces of machinery and require significant amounts of trials and testing to make sure they work as planned. When the QE sailed for the first time in 2017, she needed to be put through an intensive series of sea trials to make sure that she worked as required.

In laymans terms, this is the equivalent of taking a brand new factory car for a test drive to make sure it works as intended, and that there are no minor problems that require rectification.

The process was covered brilliantly in the TV show 'Britains Biggest Warship' by Chris Terrill where it through the hugely complex process of ensuring the vessel could operate as the designers had planned.

These trials were the first step in a process that takes many months as every part of the vessel must be checked to make sure that it works correctly. The trials cover everything from ship handling through to speed trials and making sure that all the systems work as intended.

A warship is an incredibly complex platform to operate and making sure that the systems ranging from navigation radars to internal communications to plumbing to firefighting systems all work as planned and can work together without a problem is critical.

To that end the ship did not sail with any fixed wing aircraft embarked, although within hours of sailing Merlin helicopters were landing onboard. The reason for this was because operating a jet at sea is a very challenging,

and potentially dangerous operation. Before you do this, you need to be certain that the ship works as planned, and that there are no unanticipated defects or problems that could cause an accident.

After her initial sea trials, the QE then deployed on a second set of trials designed to discover how she could handle multiple helicopter operations, and how the vessel handled in different weather scenarios, including very bad weather. The reason for this was to build up a set of data that gives an accurate understanding of the ships capabilities, and more importantly the limitations that could constrain how she works. For example, the state of the weather is a major factor in determining whether a ship can, or cannot, operate aircraft. While on a good day conducting flying operations is perfectly easy, there is a real difference between this, and knowing whether the ship can safely launch and recover aircraft at night in a north Atlantic storm. These trials played a vital role in making sure these limits were better understood.



These trials also took so long because the QE is the first of her class to put to sea, so she is functioning as both a prototype and production vessel at the same time.

Historically, sea trials for first of class vessels always take longer than their successors, to help build up a deep pool of technical information and data for future use and comparison.

It was not until about a year after she'd sailed for the first time that QE embarked jets to conduct flying trials. In this case it was off the coast of the USA, where two specially designed test and evaluation aircraft flew hundreds of sorties to determine the limits, capabilities and challenges of operating an F35B at sea from the carrier.

These tests aroused a lot of complaints from some people who firstly didn't understand why the carrier didn't embark a full squadron straight away.

The reason only two aircraft embarked was because collecting data on how the aircraft would work onboard was vital. It was essential to understand what the constraints were, and if there were any unexpected problems that may need fixing. Modern aviation is an extremely risk averse and safety conscious business for both civilian and military operators alike. Every new aircraft, and new platforms are subject to extensive tests by experts to make sure they are safe to fly from before entering regular use.

By late 2018 then the Queen Elizabeth had completed her initial sets of trials and

established that she could safely operate a wide range of aircraft and helicopters at sea. What happens next?

In 2019, two major events happen – firstly, the Queen Elizabeth goes back to sea to conduct the next set of trials. This time she is embarking more aircraft and helping build up experience in operating the type at sea, and in operating it effectively. This will again see her going to the USA and working to help prepare her for her first operational deployment in 2021.

Also in 2019 the Prince of Wales will put to sea for the first time, in order to begin conducting sea trials that will be very similar, but probably shorter, to the ones that the Queen Elizabeth went through. By the end of the year there will be two British 'fleet carriers' at sea for the first time in nearly 50 years (the last occasion this happened was just prior to the retirement of HMS Eagle in the early 1970s).



Why will there be a delay until 2021 of the first operational deployment?

In simple terms this is because it will take that long to get the ship back home, undergo essential maintenance, begin working up for deployment (so conducting all the operational sea training and other tasks required). There is also a need to get more F35 aircraft delivered and operating in the UK before then building up experience of operating the airwing at sea prior to deploying. This is a significant amount of work to fit in in a short period of time. The year 2021 is the key date to look forward to then because it represents the point at which the UK will once again have a carrier able to deploy to sea operationally and able to embark a large number (probably 25-30) aircraft and helicopters as part of a much larger Royal Navy task force.

It is easy to understand why people think that the RN has carriers without aircraft – images of ships at sea without any aircraft embarked always cause people to ask what is going on.

But the truth is that every navy uses the same process of carrying out lengthy sea trials before embarking aircraft or sending a ship on an operational deployment.

The process followed by the RN here is no different to that used over many decades of successfully building and operating aircraft carriers. There is always a short period of time at the start of a vessel's life when it is not capable of being deployed operationally. It naturally feels a long time for those people

keen to see the QE deploy on her first mission, but it is far better to delay an operational deployment by a month or two, rather than rush this process or cut corners as the potential risks this could have caused to British sailors would be incalculable.

The final point to remember is that this is the start of a very long life for both vessels – on current plans they will serve for at least 40-50 years in the Royal Navy. It is far better to get things sorted properly at the start, than make a mistake which could have serious long-term consequences.

The idea then that the UK has 'aircraft carriers without aircraft' is an utterly misleading myth, which bears no resemblance to the actual truth.

In reality, today in early 2019 the UK is on the cusp of completing a major re-equipment programme that will see the introduction to service of both world beating advanced jets, and the largest and most capable warships ever operated by the Royal Navy.

The future for British maritime power is extremely bright – contrary to what the naysayers may believe, the Royal Navy is very much an active force. In bringing these two ships into service it reinforces its position as one of the world's most globally capable, professional and experienced navies out there, able to deploy across the globe ready to fight and win.

US Military examining army's role

in the Pacific, along island chains



First Armored Division tankers prepare to qualify at Rodriguez Live Fire Complex, South Korea, in March 2019. US military leaders are meeting to determine what role the US Army will have if the nation is involved in a violent conflict in the Pacific region. Source: US Army

After nearly two decades of counter-insurgency operations in landlocked countries, US Army leaders are examining ways to support their naval counterpart in a conflict against China, and where they could base weapons along the Pacific island chains to give Washington a marked advantage. In recent weeks, army and US Indo-Pacific Command (USINDOPACOM) leadership have been meeting to discuss just what role the service would have in a conflict in the region and which capabilities it needs to shore up, several general officers told *Jane's*.

In March, for example, army leaders along with USINDOPACOM Commander Admiral Philip Davidson and the head of US Army

Pacific Command (USARPAC) General Robert Brown met in Hawaii to "talk about that very thing", according to the commander of Futures Command General John Murray.

"It's really how the joint force can operate together and solve the problem," Gen Murray told *Jane's* on 26 March.

During a separate interview that day, the deputy commanding general for futures and concepts at the Futures Command, Lieutenant General Eric Wesley, added that there are a few different parts to the equation. First, as the US Military refocuses on a large-scale conflict against the likes of China and Russia, USINDOPACOM is "taking a very serious look on the degree to which they are able to execute the mission" and how the army's pivot towards a multi-domain operations concept factors into planning.

"The second is, if you look at the geography, obviously there's a lot of blue," Lt Gen Wesley furthered. "But, there's also the first island chain, and the second island chain, which immediately become strategic in operational platforms that enable the navy to carry out its mission or to give ourselves the options we need to deter ... So the islands are important, which is a land component."

Competition with China requires new technology transfer rules for US allies and Silicon Valley



Farnborough International Air Show visitors observe static displays of U.S. military aircraft July 16, 2016. (Master Sgt. Eric Burks/U.S. Air Force)

If the U.S. is truly in a **great power competition with China**, it must realize that now more than ever it needs its allies — and in different ways than in the past.

Our current industrial relationship with our allies is grounded in the Cold War experience, where a technologically dominant U.S. decides whether to **grant the privilege** of industrial cooperation in exchange for everlasting control of whatever evolves from that relationship, through a labyrinth of a **technology transfer system**.

As U.S. technological dominance diminishes and the threat from China and Russia grows stronger, **a true allied partnership will need to be formed** — one that comes with fewer U.S.-mandated controls in order to incentivize greater defense-industrial collaboration. The establishment of such a partnership should not

be not based on some muddle-headed call for cooperation for cooperation's sake, but because it is in the United States' national security interest to do so.

The U.S. took an innovation holiday after the end of the Cold War, and so the past three decades have led to 95 percent of research and development now being conducted by commercial and global actors, rather than the American government. As a result, the U.S. is in the process of losing its technological superiority, and in many areas has already lost this dominance — whether it is from our adversaries' asymmetric developments, commercial advances in artificial intelligence, data analytics or robotics, or niche military advancements made by our allies. In the future, the U.S. will need to tap into a larger base of scientists and engineers to compete against the innovation potential of an adversary like China, which is four times our size, has embraced civil-military integration of the defense market and will reverse engineer whatever it can't steal.

This larger base currently exists in the globalized commercial marketplace and within our closest allies, but the barriers to accessing this innovation are so great that it is likely that adversaries will benefit from the technologies created there before the U.S. can. One of the most significant barriers to making this all work is a U.S. export-control process that made sense during a time of American military technological dominance, but will

become an increasing threat to national security in a time of technological decline. Subsidies and other forms of support for domestic industries and companies can also contribute to this decline.

This is because U.S. export controls incentivize countries and companies to hold back their best technologies so as not to limit their ability to use or sell solutions based on that technology in the future. Cooperation with the U.S. triggers the so-called taint of the International Traffic in Arms Regulations regime, and the extraterritorial application of American export controls.

To avoid these constraints, the rational solution is just not to cooperate. Increasingly, the Department of Defense will be forced into replicating needed technologies already available on the global market. This will take away valuable resources that could be used on more unique defense technological solutions, such as hypersonic or directed-energy weapons.

Put simply, the Pentagon faces a dilemma. It needs a trusted industrial base, but this base needs to be broader in depth and more innovative than the one it currently relies on for military needs.

But where to start? One option is to take advantage of the recent congressional expansion of the definition of the national technology and industrial base, or NTIB, which now includes Australia and the United Kingdom, in addition to Canada and the United

States. The NTIB is the long-standing legal construct for U.S. industrial-base planning, designed to support the National Defense Strategy. As that strategy has changed to reflect a new great power competition, the legal expansion to a cooperative of four nations should reflect that change as well.

The expanded NTIB was designed by its architect, the late Sen. John McCain of Arizona, to allow for the opportunity to establish an innovative, trusted community within which new concepts of technology sharing and international cooperation could be tested in order to meet the emerging threats that face the U.S. and its allies. (The author worked for McCain [during this period](#).)

This goal could be accomplished by establishing and testing — within a defined trusted community of firms — a stronger NTIB ITAR waiver than the one currently used by Canada; enhancing the use of program licensing; establishing exemptions to the requirements for technical assistance agreements; or just making it easier for NTIB countries to maintain and operate U.S. systems without an export license.

Lessons learned from any NTIB reform could eventually be applied to Silicon Valley and other close allies, as they ironically face the same export control process barriers if they want to help support the DoD's mission by bringing in more advanced technology than is currently available to the department.

While broader reforms are likely necessary, if the United States cannot develop a harmonized industrial strategy and a technology control system that works with the U.K., Australia and Canada, it has no hope of doing so with its other allies — or for that matter with **globalized commercial companies** that also operate in places like Sydney, Waterloo or Cambridge in the U.K..

An autarkic, go-it-alone strategy will eventually leave the United States to compete on its own, as allies and the commercial marketplace hold back better technology out of fear of getting entangled in the U.S. export-control system. Meanwhile, China will be doing its best to buy, steal and replicate this technology and to incorporate it into its own military systems.

This is not a winning strategy. It's time for a new one.

Bill Greenwalt is a former professional staff member for the Senate Armed Services Committee and a former deputy undersecretary of defense for industrial policy. He is the author of a [forthcoming study](#) with the Atlantic Council on America's technology industrial base in the context of great power competition.

Soldiers are testing this bridge-

hauling tank to get heavy stuff to the fight quicker



Soldiers assigned to 1st Battalion, 63rd Armored Regiment, 2nd Brigade Combat Team, 1st Infantry Division move to assault an objective with a Joint Assault Bridge at the National Training Center, Fort Irwin, Calif. (Spc. Dana Clarke/Army)

Soldiers at [Fort Bliss, Texas](#) recently ran the new [Joint Assault Bridge](#) through operational testing, figuring out what works and what doesn't before the vehicle is fielded to [deploying units](#).

The JAB system is a [track-wheeled vehicle](#) that carries and launches a "scissor" bridge, which allows Army mobility augmentation companies alongside [armored brigade combat teams](#) to cross over gaps on the battlefield.

The JAB will replace a couple of older bridging systems – the Armored Vehicle Launch Bridge and the Wolverine. Both the Army and Marine Corps will field the

system to replace legacy bridging platforms.

The older systems can't quite handle the heavier M1 Abrams tanks and Bradley vehicles over time.

The 60-foot long bridge with an estimated three-minute set-up time is expected to improve deployment time.

The AVLB takes six minutes to set up, the Wolverine takes three to five, according to officials.

The JAB began production in 2016 by Leonardo DRS to replace existing the M60 and AVLB, used extensively in the 2003 Iraq invasion.

It's an M1A1 Abrams tank hull with a "hydraulic bridger launch system," according to Leonardo.

Engineers from Alpha and Bravo Company, 40th Brigade Engineer Battalion, 2nd Armored Brigade Combat Team, 1st Armored Division will use the JAB vehicle in a realistic tactical scenario, according to an Army release.

"We are also collecting data on the reliability, availability, and maintainability of the JAB vehicle, so that we can identify any issues causing malfunctions or hardware failure now, rather than after fielding of the equipment," said Heidi Watts, chief of the Army Operational Test Command's Maneuver Support Test Division.

The testing plans began about a year ago, Watts said.

"Planning so far out ensures the test includes exercises composed of both day and night

JAB operations, which equates to providing the most realistic missions and threats," she said in the release.

The system is expected to enter "low-rate initial production" this year and, following testing results could begin fielding as soon as next year.

Trump: New Army Greens uniforms 'were very expensive'



Maj. Gen. Frank Muth, second from left, head of Army Recruiting Command, visited Fenway Park in Boston on April 12 with a group of recruiters from the New England Recruiting Battalion, all sporting their new Army Greens service uniforms. (Army)

President Trump touted the [Army's new service uniform](#) at a White House event on Thursday, calling out its distinctive belt and

telling an audience that the uniform is "very expensive."

During remarks in celebration of the [Wounded Warrior Project](#) Soldier Ride, Trump listed achievements in bolstering the U.S.'s military might during his administration, including a [new uniform](#) for soldiers.

"We're rebuilding our military like never before. Brand new fighter jets. Brand new ships of all kinds. Every soldier has the best equipment," he said. "In the Army, we're even getting new uniforms, and those beautiful new uniforms with the belt. It was a big deal — the belt."

The Army did spend time going back and forth about the belt — first, whether it should be brought back at all on the World War II era-inspired uniform, and then deciding to give the buckle a subdued finish, rather than shiny brass.

"And if you think those uniforms were inexpensive, they were very expensive," he added. "They were very. But they wanted it and we got it."

A total budget line has not so far been available for the new service uniform, which is still in the field testing phase. Officials have said that the program will be cost-neutral. A final contract award is expected later this year, but there are still details to work out, like the precise textile blend of the shirt, an executive with the company producing the prototypes told Army Times earlier this month. Sergeant Major of the Army Dan Dailey told Army Times in 2018 that higher-quality, longer-lasting materials might increase the

price of the Greens over the current blue Army Service Uniform, but that cost savings would come from the way it's issued.

For example, leadership made the decision ahead of the uniform's official November 2018 approval to begin issuing custom Greens to soldiers when they report to their first units of assignment.

That way, the Army can save on alterations for soldiers whose weights fluctuate between basic training and their first duty stations, requiring alterations, and completely do away with eating the cost of soldiers who drop out during initial entry training.

Of about 110,000 soldiers who report for basic training every year, 6,000 of them will go home before advanced individual training.

"By the time they go from AIT to their first unit, that number drops down to about 94,000," Col. Stephen Thomas, PEO Soldier's protection and individual equipment program manager, told reporters in November.

The Army expects to begin issuing the uniform in 2020, giving currently serving soldiers until 2028 to phase out their blues as a service uniform and buy the new set.

Unique combat assets in the Reserve may mean a force restructure for the entire Army, chief says



Army Reserve commander Lt. Gen. Charles Luckey receives a range orientation brief from Capt. Cindy Stockamp of the 451st Sustainment Command. Luckey recently spoke about the need to make strategic decisions about the Reserve's use in a near-peer fight. (Army)

The top commander of the [Army Reserve](#) had a subtle but distinct message about what it takes to put his forces into [major combat operations](#) and what that means for the [total force](#) of the Army.

"We don't fight tonight," Lt. Gen. Charles Luckey told attendees at Tuesday's Association of the U.S. Army speaker event. "It's fight tonight after tomorrow night."

"The 82nd and Rangers, they'll fight tonight, we'll fight two days after they do," he said. The comment elicited chuckles from the mostly gray-haired crowd of retired Army officers, many of them who carried stars on their shoulders. But that distinction illustrated

the combined pressures the reserve force faces in an "existential war with a peer competitor," as Luckey framed it.

And serious questions have arisen at top Army offices as to whether the current makeup of the active and Reserve sides of the Army creates "strategic risk" in that near-peer fight. The three-star presented a snapshot of his force, showing that within the first 90 days of a major conflict, half of the Army Reserve will deploy either in the United States or in theater. The limited map for public display showed the movement of Army Reserve and Guard entities across the United States to major bases and ports to flow to the fight. This is four times more stressful, in terms of bulk, of anything the Army's ever done in terms of stuff and people who have to move very quickly for any major event," Luckey said. "And essentially this is from a cold start."

Cold start is how a Reserve activation force wide would go now unless top Pentagon planners decide how, when and where to mobilize critical Reserve enablers to support active Army operations in major combat. But drilling down to specific capabilities and units makes the picture even more stark. On a long list of "unique" assets in the Reserves such as chemical, biological, radiological and nuclear response units, seaport operations, military police battalions that specialize in interrogation and transloading craft, nearly three quarters of those and other types of units are only in the

Reserves and have no active Army counterpart or complement.

The "stressed" assets include Army space support, corps aerial delivery and vertical construction, and those are needed to set the stage in theater for the active units arriving and fighting.

Then there's the combined stressed and unique assets. While some units exist only in the reserves, they must be deployed in the first days of battle commencing.

If the day of mobilization of the reserves is the same day as the start of armed conflict, a huge portion of what the Army Reserve can provide becomes a strategic risk if not addressed, Luckey said.

Another slide the three-star shared laid out timelines showing that of the critical units and personnel in key capabilities, delays to mobilization could run anywhere from two weeks to more than two months.

That broke down into administrative, training, equipment maintenance and preparation and getting the soldiers to their destination.

"This drives a strategic conversation as to whether or not you believe mobilizing the (Guard) and (Reserve) is especially provocative act that is likely to set in motion other cascading events or other trigger points used from this calculation and increase the likelihood of combat operations ensuing," he said.

"Or, whether you look at it as a flexible deterrent option. One of the ways you telegraph to a conventional opponent you're getting serious is because you've got to

mobilize certain capabilities prior to the initiation of combat operations," Luckey said. And a big signal is putting the Reserve mobilization into motion.

"... One of our responsibilities is to set the theater for the warfighter with critical embedded enablers and unlike the (Guard), which adds massive combat capability to the Army from a combat perspective, many of the things on this slide reside only in the (Reserve) and are critical key enablers and have got to go fast, in some cases three days," he said. Which brings the strategic question, which resides at the center of how to use the reserves and, more importantly, what that means for the rest of the Army.

All of that leads to what Luckey described as an "interesting set of conversations inside the Army."

"Can we start a mobilization process prior to the beginning of hostilities?" he said.

It remains an open question.

But what he and the Army G4 and Army Materiel Command leadership are looking closely at is the same focus.

"If we can't get some time to get ahead of some of these things then we need to look to rebalance the force structure of the Army," Luckey said. "Because some of the things that are in the (Reserve) probably shouldn't be in the (Reserve) if I don't have time to generate that capability prior to an engagement."

How Russian motorcycle gangs,

fake news and cyber attacks could threaten NATO, and how US forces can help



Members of Lithuania's National Volunteer Defence Force train alongside U.S. and Bulgarian forces at Bogen Local Training Area, Germany, in September 2018. (Sgt. Karen Sampson/Army)

Ever since [Russia annexed Crimea from Ukraine](#) and sponsored [separatists in the Donbas](#), Eastern Europe has collectively wondered: "Where will the Kremlin strike next?"

The Baltics are one likely target. Russia could begin a rapid attack under the guise of a snap exercise, combining troops from its western military district with those in its exclave of Kaliningrad. The resulting pincer movement could isolate the Latvian and Estonian capital cities in mere days. However, such a bold assault would quickly

trigger Article 5, NATO's collective defense principle. It's more likely that the attack would be opaque, muddled through the use of proxy forces, disinformation and cyber attacks.

What if a Russian motorcycle gang rolled up to an Estonian border outpost and started "causing a ruckus," proposed Stephen J. Flanagan, a senior political scientist at the Rand Corporation who [co-authored a new study](#) on deterring Russian aggression in the Baltics for the Pentagon.

The guards attempt to quell the group, "but as far as they're concerned, it's just a bunch of rowdy, drunken motorcycle guys," Flanagan told Military Times. "But maybe they're not." Maybe it's the opening salvo of something more nefarious. The gangs are followed by cyber attacks on local infrastructure or riots by ethnic Russian populations who were spurred to action by disinformation online. Estonian officials move to ease the unrest, but every action is met with more propaganda that paints the government as incompetent, weak and attempting to harm Russophone peoples.

In no time, the Kremlin announces that it will provide support to Estonia's ethnic Russians. A Russian force of more than 20 battalions attempts to capture the Latvian and Estonian capitals in an effort designed to collapse NATO cohesion. A smaller Russian force is launched from Belarus and Kaliningrad to support an attack on Lithuania and close the Suwalki Gap, blocking NATO reinforcements from Poland.

As Moscow's forces descend on the Baltic

states, Latvian, Lithuanian and Estonian officials mobilize conventional forces, but they understand the Russians can't be held off permanently. The fight will need to transition to a resistance movement eventually.

"Baltic Special Operations and National Guard and Defence League units, in support of conventional forces, aim to delay the Russian advance by destroying key transportation infrastructure such as bridges, and attacking Russian forces at chokepoints; they also serve as JTACs for U.S. and NATO air strikes," the Rand study's authors wrote. "Behind the advancing Russian troops, lightly armed local forces ambush Russian reinforcements and logistics troops and report Russian force movements to Baltic and NATO command centers."

The study, which was supported by the Pentagon and conducted within the federally funded Rand National Defense Research Institute, devised a multitude of scenarios under which Russia could interfere in the Baltic states — ranging from attacks below the threshold of armed conflict to flagrantly annexing land of neighboring states. The worst case scenarios are unlikely, Flanagan said.

"Our general assessment is we don't believe, and many of the Baltic leaders don't believe, that the Russians would make a land grab and sue for piece," Flanagan added. "But they are opportunistic. If they think they can cause a crisis in NATO and make NATO look feckless or unable to respond quickly, that may be

something they would risk."

Fusing the alarms

The Ukrainian conflict spurred the Baltics into action, as Lithuania, Latvia and Estonia embraced the concepts of total defense and unconventional warfare, the Rand study found. A combination of active-duty, national guard and reserve-styled forces have been refined in the three Baltic countries over the past few years, each with different missions to resist Russian aggression and even occupation. To solidify those gains, the U.S. and NATO should look at taking further steps to support the Baltic countries by providing more advanced equipment, refining resistance plans, developing fusion centers for intelligence collection and countering Russian information and cyber warfare, the study said. If the conflict were to start with oddities like Russian motorcycle gangs, fusion cells could be key, according to Flanagan.

NATO already has a [Comprehensive Crisis and Operations Management Center](#), or CCOMC, which monitors intelligence collection. Integrating that even more with the civil, police and military reporting structures of the Baltic states could build the full picture of an evolving threat before it's too late. "As we saw in the Ukraine crisis, sometimes the initial reports of Russian military moves came from social media before it perked up on intelligence," Flanagan said. "One of the things that needs to be looked at is how to make sure those initial probes and attacks are lashed up so you can respond effectively."

NATO's CCOMC monitors intelligence information to identify emerging crises and develop response plans. The center does have liaison officers from the European Union, but increasing information exchanges with the EU Intelligence Analysis Centre and national civil authorities could strengthen early warning even more, according to the study. At the 2016 Warsaw Summit, NATO leaders acknowledged that hybrid warfare threats, like those seen in Ukraine, could trigger collective defense obligations. However, hybrid warfare often taps into minority group grievances within a country, making it difficult to separate from traditional civil unrest.

No more 'leaflets and loudspeakers'

Russia has caused chaos in the Baltics before. In 2007, the Estonian parliament decided to relocate a World War II memorial statue and the remains of some Soviet soldiers from the capital city of Tallinn to a military cemetery outside the city.

The move triggered rioting in the capital city and waves of cyber attacks against Estonian government and banking websites, as well as condemnation by Moscow.

The sophistication of Russian information warfare has only grown, the Rand study warns. However, a repeat of the Crimea or Donbas scenarios is seen by most Baltic officials and analysts as highly unlikely.

Russian propaganda in the Baltics is aimed at Russophone populations, much like it was in Ukraine's eastern Donbas region. However, the ethnic Russians in the Baltics tend to be

more loyal to their national governments than those in Ukraine were, Flanagan said.

"But I do think the Russians are opportunistic and I do think they will continue to prepare the ground," he added.

Even if only a small minority were moved to action by Moscow's propaganda, that might be enough to provide a pretext for Russian intervention, according to the Rand study.

Another example of what this could look like was captured in June, when a blog post made to look like a popular Lithuanian news outlet claimed [U.S. Army Stryker vehicles killed a local child](#) in a road collision. A doctored image was posted online showing unconcerned soldiers near a crushed bicycle and child's corpse.

"This is a very typical example of the hostile information, and proves we are already being watched," Lithuanian Defense Minister Raimundas Karoblis said of the fabricated event during a [June 8 meeting](#) with NATO officials. "We have no doubt that this was a deliberate and coordinated attempt aiming to raise general society's condemnation to our allies, as well as discredit the exercises and our joint efforts on defense strengthening."

The recent Rand report said the U.S. and other NATO allies could participate in this information war, as well, especially in the event of an active Russian incursion.

In the past, influencing operations have disseminated information through radio and television. But [21st-century messaging](#) requires social media and innovative tactics,

such as pushing persistent cellular service into denied areas, developing equipment that can analyze social media comments quickly and fielding automated translation technology.

"We need to move beyond our 20th century approach to messaging and start looking at influence as an integral aspect of modern irregular warfare," Andrew Knaggs, the Pentagon's deputy assistant secretary of defense for special operations and combating terrorism, said at a defense industry symposium in February.

Each armed service has elements that work to influence local populations, including Army psychological operations and civil affairs units and Marine [military information support operations](#), or MISO. But it is U.S. Special Operations Command that fields a unique, trans-regional MISO capability.

The Joint MISO WebOps Center is operating today, and acts in close coordination with the State Department's Global Engagement Center to deliver messages that counter propaganda from both state and non-state actors.

"The WebOps Center supports the combatant commands with improved messaging and assessment capabilities, shared situational awareness of adversary influence activities, and coordinated internet-based MISO globally," [Army Gen. Richard D. Clarke](#), SOCOM commander, told the Senate on April 9. "We remain on track to achieve Full Operating Capability by the end of FY 2025." That sort of messaging provides an alternative for Russophone peoples who would otherwise

primarily consume Russian language media and news.

Were a Baltic nation to be overrun by Russian aggressors, psychological operations would remain critical, but U.S. and NATO forces would become even more so. The preparation for such a scenario has already been rejuvenated under the [European Deterrence Initiative](#) — a multi-billion dollar defense welfare program started in 2014 as a response to Russia's annexation of Crimea.

Tangible support: MANPADS, ATVs and JTACs

U.S. Army Green Berets have been training Baltic special operations and national guard forces in unconventional warfare, while U.S. Air Force Special Tactics troops have been conducting close-air support training with their Baltic counterparts and practicing unique skill-sets, like landing fighter aircraft on abandoned highways.

The Pentagon has also been [making infrastructure improvements](#) to installations such as airfields, training centers and ranges in Eastern Europe that will improve NATO readiness and staging operations in the case of conflict.

These are just some of the preparations necessary to hold off a Russian onslaught in the event of a combined pincer maneuver from Kaliningrad and Russia's Western border. That assault, while unlikely, could hypothetically follow mounting regional tensions and a Russian snap exercise along the Baltic states' borders, according to the Rand study.

Ideally, civilian cells would organize, motivated by communications channels that allow government officials to broadcast messages encouraging a total defense and whole-of-society approach to holding off the Russians. Much of the U.S. military's training and support has already focused on building out Baltic partners capable such an undertaking. "We are arguing that that should be both continued and expanded," Flanagan said. Providing secure tactical radios and satellite phones, digital cameras and rugged laptops, all-terrain vehicles, small arms, demolitions, anti-tank guided missiles and man-portable air defense systems helps to build out that capability, the Rand study says. Those supplies could then be cached inside decentralized stockpiles to sustain resistance cells in case of war.

Higher-end equipment like MANPADS and ATGMs would be allocated to Baltic special operations forces who would be responsible for ambushing tanks, raiding enemy headquarters and rescuing captives. Lower-end units would be used to ambush convoys, raid less defended outposts and conduct sabotage.

"In Lithuania, for example, they have something called the Rifleman's Union, which is really a group of hunters who are also ready to support national defense in a time of conflict," Flanagan said. "Those folks are trained in lethal weapons and are available to support what we call a lower-end violent action squad."

Civilians would contribute under this model of

total defense as well by collecting intelligence, providing supplies and sheltering casualties. Even non-violent actions such as producing information operations materials and performing civil disobedience would be critical, the Rand study said. Further developing resistance and paramilitary units has "the potential to delay and disrupt Russian military aggression against the Baltic states, and to make occupation of a Baltic state very costly to the invading forces, thereby enhancing deterrence," the authors wrote. "These techniques and forces could also support a NATO liberation campaign." Eventually, NATO forces would conduct a counterattack. All the while, the resistance campaign would have made occupation of the Baltics untenable.

Saudi Arabia reportedly has more French artillery on order

Saudi Arabia is in the process of receiving more than 100 CAESAR 155 mm wheeled self-propelled howitzers and has ordered 105 LG1 105 mm light guns, both of which are made by France's Nexter Systems, according to a 15 April report by the French activist organisation Disclose.



A photograph released by the Saudi Arabian National Guard (SANG) shows a CAESAR purportedly during an exercise in March. The SANG is the only Saudi military organisation that has been seen using the howitzer. (Saudi Arabian National Guard)

"No less than 129 CAESARs are due to be delivered between now and 2023," it said in a written report about French weaponry being used by the Saudi-led coalition in Yemen. An accompanying video put the figure at 105.

Neither figure was sourced but Disclose pointed to satellite imagery apparently showing 10 CAESARs at Jeddah's port on 18 October 2018 as evidence that deliveries were taking place. This was further supported by a photograph of military support vehicles made by the French company Soframe at the same location.

Disclose also reported that Nexter finalised a contract called Artis with Saudi Arabia in

December 2018 that includes the delivery of an unspecified number of Titus armoured vehicles and 105 LG1 light guns. It did not source this information but quoted an unidentified Nexter employee as confirming the contract's existence and describing it as "politically sensitive".

As evidence of the Saudi contracts, Disclose published a table produced by Nexter's economic commission showing the companies planned delivery schedule. However, the data did not identify the recipients and clearly included vehicles that are not destined for Saudi Arabia, such as the Griffons and Jaguars ordered by the French and Belgian militaries.

The table indicated that 147 CAESARs on the standard 6x6 chassis would be delivered between 2018-24. The French Army will receive 32 of those guns under the 2019-25 Military Programming Law approved last year and Indonesia has an another 18 on order. That leaves 106 potentially available for Saudi Arabia and/or other undisclosed customers.

Saudi Arabia may have also ordered the CAESAR on the 8x8 Tatra chassis.

Israel inks deal with Elbit for advanced 'artillery of the future'



The Israel Defense Forces wants a cannon with a high rate of fire and a 155mm, 52-caliber barrel capable of firing at a range of about 40 kilometers. (Claudiad/Getty Images)

JERUSALEM — Israel has signed a deal that will further its plans to deploy "artillery of the future," the Ministry of Defense announced. Israel's future artillery effort could solve operational challenges the country faces in the north, potentially in Syria, Lebanon and Gaza. It also represents a commitment to investing in its ground forces in future conflicts. Retired Gen. Udi Adam, the director general of the MoD, signed a deal [with Elbit Systems](#) for the development and acquisition of "advanced artillery systems to replace the existing ones" fielded by the Israel Defense Forces, the ministry announced March 27. "This is one of the largest and most complex procurement plans in the history of the ground forces," the ministry added. The system is expected to be deployed over the next

decade.

Israel has carried out initial tests of the technology and identified engineering challenges. "The next stage of development has begun: prototype production and preparations for serial production," the ministry noted.

According to a high-ranking retired officer with knowledge of this technology, the decision is no small matter. After the Second Lebanon War, he said, the need to improve Israel's artillery wasn't a priority, but now "as big and strong as the Air Force is, the ground forces need close support in immediate time in all-weather conditions."

The challenge is finding a system that is more accurate and efficient than the aging M109 155mm howitzers that are a backbone of the military.

Israel previously considered Elbit's ATMOS (Autonomous Truck Mounted howitzer System), a 155mm self-propelled howitzer, for the gun. And [according to local daily Globes](#), in 2017 Israel Aerospace Industries, Israel Military Industries, and German firms Krauss-Maffei Wegmann and Rheinmetall jointly pitched a system to Israel's MoD for a program worth about \$800 million.

KMW and Rheinmetall make the Panzerhaubitze 2000 advanced artillery system that can fire 10 rounds a minute and has seen action in Afghanistan. However, Israel has [shown a preference](#) toward [locally produced](#) systems.

The IDF wants a cannon with a high rate of fire and a 155mm, 52-caliber barrel capable of firing at a range of about 40 kilometers. Israel experimented with a system called Sholef in the 1980s. The deal signed last month represents Israel's next attempt to produce an indigenous system, building on the experience of South Korea's K9 Thunder, Sweden's Archer artillery system and the American-made XM2001 Crusader, which was never operational.

The high-ranking retired officer described the "artillery of the future" as a third-generation, fully automated system that incorporates the latest technology in command, control, communications, computers and intelligence. "The advanced system will be capable of automatic charging and laying," the ministry said in its announcement. "The system automatically selects, depending on the mission, the type of shell, detonator and required fuse, automatically loading." In other words, such capability reduces the number of soldiers needed to operate the system.

The retired officer added that having an advanced automated system without soldiers in the turret of the vehicle would be unique. Israel's artillery corps is already making use of the newest technology, combining cannons with missiles, rockets and UAVs, and taking lessons learned from the 2014 Gaza War, such as the [need for precision](#) in urban combat. That tech includes systems such as [IAI's Top Gun](#), the Tammuz missile and Guided Multiple Launch Rocket System.

Senegal military parade reveals new acquisitions



The new Bastion APCs during Senegal's independence day parade. Source: Présidence de la République du Sénégal

New Arquus Bastion armoured personnel carriers (APCs) were seen during a military parade marking Senegal's 59th anniversary of independence on 4 April.

A total of 29 Bastions took part in the event and were described by an official military commentator as being new acquisitions, bought with the support of Saudi Arabia. A previous batch of nine Bastions, including two PATSAS variants, was separately acquired by the Senegalese Gendarmerie in 2017, probably using its own funds.

According to the French publication Intelligence Online, 36 Bastions were procured

by Senegal for its army in 2018 using a USD30 million grant from Riyadh, with French company Sofema acting as the purchasing entity for Dakar.

A Sofema executive declined to comment when asked by Jane's to confirm this information, saying the matter is confidential. However, a French industry source told Jane's that Sofema did purchase the vehicles.

It is unclear which unit is operating the Bastions. They were paraded as part of the Armoured Battalion contingent: a unit that does not need APCs as it has no mechanised infantry component and uses Norinco WZ551 variants to support its WMA 301 tank destroyers.

APCs are normally operated by Senegal's four Reconnaissance and Support Battalions (BRA), which are combined arms formations consisting of a cavalry element with Eland armoured cars, a fire-support component armed with mortars, and mechanised infantry companies.

A Senegalese military source told Jane's that the Armoured Battalion could also field APCs in the future and that the army is looking to use its armoured platforms more flexibly.

The military parade also included the participation of 10 white-painted OTT M36 Mk5 Puma mine-resistant ambush-protected (MRAP) vehicles and a single 6x6 M36

recovery vehicle, which the parade announcer said were also new acquisitions for peacekeeping operations.

Senegal already fielded the M36, which appeared in previous military parades with the standard Senegalese Army camouflage pattern.

Haulotte unveils HUTP vehicle



Haulotte showcased its Haulotte HUTP family of vehicles for the first time at the SOFINS exhibition, held at Camp de Souge, south of Bordeaux, on 2–4 April. Source: IHS Markit/Erwan de Cherisey

French company Haulotte debuted its Haulotte Ultra-light Tactical Platform-Reconnaissance (HUTP) family of vehicles at the Special Operations Forces Innovation Network Seminar (SOFINS) exhibition, held at Camp de Souge, south of Bordeaux, on 2-4 April. Christophe Dwernicki, vice-president for military business development at Haulotte,

said the HUTP is designed to fill a capability gap between tactical/special operations vehicles such as the Polaris MZR series and larger platforms such as the Polaris Dagor. Haulotte intends to offer a better balance between all-up weight and payload than larger vehicles by offering the HUTP, which is air transportable in smaller aircraft.

At SOFINS, Haulotte showcased the HUTP-Reconnaissance (HUTP-R), intended to be the first of three HUTP variants. The others are the HUTP-Logistic (HUTP-L) and the HUTP Xtra-Logistic (HUTP-XL), Dwernicki explained. The HUTP-R has an all-up weight of 2,800 kg with a payload of 1,200 kg. It has a four-wheel drive design with room for four passengers and is equipped with an overhead weapon station for a .50 calibre heavy machine gun and a pintle mount for a light machine gun operated by the front passenger seated on the right-hand side of the driver. The HUTP-R features a roll-over protection system, and its floor has STANAG Level 1 armour. Its maximum speed is 150 km/h, its endurance 1,300 km, and it is able to climb slopes with a 60% incline, according to Haulotte's official specifications. The vehicle's compactness enables up to three to be loaded onto a Lockheed Martin C-130J-30 Super Hercules transport aircraft. The HUTP-L is similar in size and all-up weight to the HUTP-R but has an increased payload of 1,400 kg. It only has room for two people but features a large rear platform that can be used for transporting cargo.

Norwegian Army Deploys Women to Protect Country From 'Russian Aggression'

© AFP 2019 / Kyrre Lien

Army reforms contribute to the defense of the country and also promote gender equality, Austrian newspaper Der Standard wrote.



© AFP 2019 / KYRRE LIEN
Scandinavian Power: First Female Recruits of Norway's Army

Apparently afraid of Russian aggression, Norwegian authorities have increased army recruitment, especially among women to "keep Moscow under control." This summer, the Norwegian army accepted 33% more female recruits than last year.

As reported by the newspaper, Norway plans to focus greater efforts on the activities of NATO in the coming two decades. Along with the protection of the country's northern flank for "Russia's containment," its top priority

will be to train more soldiers, both male and female.

In fact, this is "mad that we've pushed half of the population aside from the important issue of defending the country," Norwegian Defense Minister Ine Eriksen Serey said earlier.

Norway Goes Military: Army Spending Skyrockets on 'Russian Threat'

Norway has become the first European country to extend mandatory military service to females. The corresponding law was passed in 2014, with the majority of Norwegian MPs voting in favor of gender equality in the army.

According to Norwegian newspaper Verdens Gang, young people showed great interest in the job. A survey among students showed that Norwegian Armed Forces ranks fifth in the list of the most prestigious employers in the country.

Men and women are expected to fulfill the same tasks during their service and sleep in common barracks. According to the country's authorities, reform of military service is an important contribution not only to the national defense, but also to the principle of gender equality.

The Pentagon's new budget is less drone filler, more drone killer



Command Sgt. Maj. Wilfredo Suarez takes aim at an unmanned aerial system remotely controlled by Col. Richard Wright, August 20, 2018, at Combined Task Force Defender. The 35th Air Defense Artillery Brigade command team received a hands-on briefing on E/6-52 AMD's counter-UAS capabilities. (Marion Jo Nederhoed / US Army)

Air power is available to anyone with a few hundred dollars and a willingness to get creative. Though never exclusively the domain of nations, flying machines that can be bent toward war are cheaper than ever, thanks to a thriving commercial market for hobbyist drones.

Stopping drones — from the cheapest quadcopters haphazardly weaponized by insurgents to the advanced machines procured by America's near-peer competitors — has become a major concern for the Pentagon. Which is why, when it comes to the fiscal 2020 budget, the Defense Department's

request for counter-drone spending ... dropped by roughly half. (Yes, you should be scratching your head.)

The fiscal year 2019 budget request for counter-drone systems came in at about \$1 billion, with \$900 million enacted. But Dan Gettinger, co-director of the Center for the Study of the Drone, which has tracked spending related to unmanned systems at the Pentagon every year since 2013, noted that the fiscal year 2020 request is about \$500 million.

Of all the drone-related spending the center tracks, in the fiscal 2020 budget request "the counter-UAS category has declined by the greatest amount," Gettinger said.

How to make sense of the smaller ask? A partial answer is that the military is likely on the other side of an initial rush to figure out what, if anything, it can do about the first drones used in the field by insurgents. After all, in the space of a few years, rifle-shaped jamming antennas went from counter-drone concept to standardized deployed tool to potentially outdated half measures that the military wants to replace with more effective, lighter options.

In February 2018, the Center for the Study of the Drone published a survey of the known counter-drone technologies, including human-portable jamming rifles to trained eagles to net-carrying drones. In total, the center identified 235 products or services that offered some form of detection, tracking and sometimes interdiction. (Eagles, despite the

novelty and the headlines, are expensive to train and risk injury to the birds, especially if intercepting explosive payloads.)

In addition, Gettinger said, tracking the counter-UAS budget “is kind of hard.”

In the center’s reports, an estimate of total spending on counter-drone systems looks across all the armed services to see what is squirreled away, and where. “There are a lot of traditional air defense systems that have been modified to countering-UAS applications, and there are also new technologies like directed energy, which we do count as a counter-UAS system, which could also be used for combating unmanned aircraft,” he explained.

While the range of specific products can be overwhelming, there’s a tremendous amount of overlap in the “how” of countering drones. Detection systems primarily use one or more radar, radio-frequency, electro-optical, infrared or acoustic sensors.

The act of interdiction, or stopping the drone, is primarily offered through non-kinetic options — radio-frequency jamming, satellite link jamming and spoofing of the communications links — or a more direct approach through directed-energy weapons that destroy part of the drone. Then there are nets to entangle the drone or other projectiles.

Detection and interdiction systems come in three general platforms types: ground-based, hand-held or drone-mounted. That’s a lot of possibilities, so it’s natural the military has spent some time trying to identify feasible options.

One option that’s seen a reduction in funding is Counter Unmanned Aerial Systems (H30505), an Army program nestled under a larger indirect fire program designed to develop and test counter-drone systems for use against small and light commercial off-the-shelf drones. Spurred by a joint urgent operational need statement, the program purchased systems in fiscal 2018 and 2019 to test and evaluate those systems for use in security. Funding in the fiscal 2020 request is designated for providing security to select high-priority sites within the continental United States.

The prior expenditure is as much about figuring out what worked in the “low-slow-small UAS integrated defeat system” space, and what didn’t.

In contrast, the Navy wants to launch its own counter-drone tool assessment program. The request in fiscal 2020 is a relatively modest \$5.5 million, but it’s a line item expected to grow in years to come, as the Navy has a better understanding of what it wants to acquire, test and deploy.

The existence of commercial drones adapted into threats makes for an easy case as to why the Navy wants to deploy dedicated counter-drone devices. But the budget request does note that further details are available at a higher classification level than what is public. “Even though the budget is lower this year, there are signs that counter-UAS will remain a priority,” Gettinger said. “In past years, and in this year as well, a lot of the counter-UAS funding has been allocated in programs that

are not just counter-UAS. Te Air Force’s Physical Security acquisition program, for example. A lot of the services haven’t had a program of record, but in [the] FY20 budget we do see some programs dedicated specifically to counter-UAS. I think that’s a sign that this is going to remain a priority.”

Coming soon: More complex, air-launched drone demonstrations



An AH-64 Apache helicopter participates in exercise Operation Heavy Shadow, where an AH-64 and unmanned RQ-7B Shadow were coupled. (Sgt. Alexander K. Neely/U.S. Army)

NASHVILLE, Tenn. — The U.S. Army will rapidly develop and refine concepts for air-launched unmanned aircraft through a series of demonstrations over the next several years with plans for quick integration into formations, the acting director of the U.S. Army Combat

Capabilities Development Command's Aviation & Missile Center's Aviation Development Directorate told Defense News. As part of an effort to refine an advanced manned-unmanned teaming for aircraft, the service has lined up a series of demonstrations to develop the capability of launching unmanned aircraft from larger manned or unmanned aircraft, Layne Merritt said in an interview at the Army Aviation Association of America's annual summit. The Army's vision for the future fight is to have a mix of manned and unmanned aircraft in teams assigned to perform a variety of missions. Today's drones are limited to mostly reconnaissance and surveillance missions and, in some cases, Hellfire missiles can be launched from them, but the service will greatly expand the role of UAS, to include long-range targeting, attack, as decoys to either take a missile off its track or fool the enemy, to carry gear, as electronic warfare weapons, and for resupply and casualty evacuation, Merritt said.

The Army envisions two main categories of air-launched effects: slow loitering UAS as well as fast, long-range versions. Merritt's shop partners with requirements writers and the battle lab at Fort Rucker, Alabama, to identify what's available to help develop the advanced teaming concept, as well as to figure out how best to spend science and technology funds. But when it comes to air-launched effects — or ALE — there's nothing commercially available.

So for Merritt, the effort presents an opportunity to drive industry development rather than the other way around. "This is a new class of weapon system," he said. "The cool thing about the air-launched effects is that now, instead of standoff jamming or standoff effects, we can have stand-in effects," he added. "Instead of being 100 kilometers away ... we may be 100 meters away, and that's going to change the type of payloads, but also may be more effective."

In August 2018, the Army demonstrated the ability to launch an unmanned system — ALTIUS (the Air-Launched, Tube-Integrated Unmanned System) — from a UH-60 Black Hawk helicopter, which helped the service understand what is required to launch from a rotary-wing platform.

The Army plans to once again demonstrate the concept during a ground robotic breach exercise at Yakima Air Base in Washington state next month.

But this fall, the Army will take it a step further and launch a UAS from a Black Hawk flying at a lower altitude — roughly 100 feet or less — Merritt said.

"We had to do it at high-altitude first so we could understand the separation characteristics of the platform and how we had to change for that," Merritt said. "For example, most of the little UAS, the wings are stowed and they have a big spring and they pop open really fast, but if you are going to be launching

under a rotor system, you don't want this thing to be flying too soon."

The spring in the Army's test UAS can be controlled, he added, so it safely separates but flies before it falls to the ground.

The demonstrations help the Army understand how to design the vehicles, how to control the launch, from which direction it should launch the aircraft, and what kinds of maneuvering restrictions must be placed on the launch vehicle and on the unmanned aircraft, Merritt said.

Once the service executes a low-altitude launch demo, it will experiment with different payloads, Merritt said. Depending on what is successful, "the Army could make a decision to spin that off and launch those for a reconnaissance surveillance mission," he added.

Over the course of three or four years, he noted, "we will have advanced and integrated several different payloads, and then we can really start filling in this new operational concept."

At the end of fiscal 2020, Merritt said, the Army will conduct demonstrations of an unmanned "mothership" using multiple air-launched effects for a reconnaissance, surveillance and target acquisition (RSTA) role.

That would be followed an autonomous RSTA and attack demonstration in FY21 using not only ALE but also large UAS under GPS-denied environments, he added.

In later years — likely FY22 — the Army will include decoys and electronic warfare

capabilities in more stressing environments, Merritt said.

Then in FY23, "we will be able to demonstrate breaching an integrated air defense system because we will have all the elements required to do that," he said, as it will be critical to have the ability to suppress an enemy's air defense. Any time along the way, Merritt said, "if there is something that is militarily suitable, I think we will have a limited-user fielding within a year."

There are already good optical sensors available in optimal form factors, Merritt said, so "launching is the thing we have to get over, and once we can do that, obviously it could be fielded."

Could Ships And Boats Become Gender Neutral?

A museum will stop referring to ships and boats as "she" in an attempt to make vessels gender neutral.



Sailing vessels have been referred to as female and given feminine names for centuries (Picture: MOD).

A museum will stop referring to ships and boats as "she" in an attempt to make vessels gender neutral.

The decision taken by the Scottish Maritime Museum follows acts of vandalism at the museum in Irvine, Ayrshire.

The words "she" and "her" on a sign explaining the history of one of the vessels were scratched out by an offended vandal.

As a result, the museum will now refer to ships and boats as "it".

"We recognise the changes in society and are committed to introducing gender-neutral interpretation," said Museum Director David Mann.



The Royal Navy said it 'will continue to refer to its ships as she' (Picture: Royal Navy).

Due to limited funds, the museum will not be replacing all signs, but they will ensure all new signs use gender-neutral language when referring to vessels.

Mr Mann revealed this was the second time in 2019 a vandal targeted the terms on the panels.

Sailing vessels have been referred to as female and given feminine names for centuries, but over the last few years, some organisations have started referring to them as "it", including shipping publication Lloyd's List. Responding to the news, a Royal Navy spokesperson said:

"The Royal Navy has a long tradition of referring to its ships as 'she' and will continue to do so."

ESPAGNOL

Las Fuerzas Armadas se blindan contra drones hostiles

La protección frente a las nuevas amenazas a la seguridad, producto de la utilización de tecnologías cada vez más modernas por parte de nuestros enemigos, constituye una de las principales prioridades de la mayoría de ejércitos, esfuerzo que comparten y asumen desde hace tiempo las Fuerzas Armadas españolas.



Escudo del Mando de Artillería Antiaérea/Ejército de Tierra

De ahí la designación del **Mando de Artillería AntiAérea (MAAA)** como unidad de referencia en el adiestramiento de las unidades de la Fuerza Terrestre sobre la utilización de sistemas anti-dron (C-RPAS). Las instalaciones del **Regimiento de Artillería Antiaérea nº71** acogerán la preparación previa de los efectivos antes de ser desplegados en Zona de Operaciones. Durante este periodo de instrucción, recibirán además formación relacionada con la utilización de estos sistemas, también serán informados sobre la proliferación de este tipo de aparatos en las actuales zonas de conflicto.

El pasado mes de enero conocíamos la noticia del fallecimiento de cinco militares yemeníes, incluido el jefe de la inteligencia militar yemení, como resultado de un ataque perpetrado con un dron explosivo en la base militar de Al Anad, localizada en la provincia de Lahj, durante la celebración de un desfile. El ataque, perpetrado por los rebeldes Huthi, constituye solamente uno de los cada vez más frecuentes ejemplos de utilización de este tipo de tecnologías, especialmente en Oriente Medio. Popularizados por el Daesh durante sus campañas en Siria e Irak, estos dos escenarios han sido tristemente "pioneros" en lo que a uso de drones armados con material explosivo se refiere.



Restos de un dron Qasif-1 encontrados en Yemen en febrero de 2017/Conflict Armament Research

No obstante, la amenaza que supone la utilización de este tipo de dispositivos no está limitada al uso de material explosivo incorporado. El empleo de drones a la hora de obtener inteligencia, con fines de vigilancia y monitorización de los movimientos de los efectivos, etc., constituyen una práctica acreditada y cada vez más habitual por parte de los grupos terroristas de cara a la planificación de atentados.

En razón de ello, la defensa de las instalaciones militares y su blindaje, tanto a nivel nacional como internacional, frente a las múltiples amenazas que supone la utilización de drones por parte del enemigo, es hoy una prioridad para las Fuerzas Armadas españolas.

Con este objetivo, en 2017 se produce por parte de la **Subdirección General de Adquisiciones de Armamento**

LINGUISTES DE RÉSERVE



Componentes del Sistema AUDS de Defensa Anti-UAV/Blighter

y Material, la compra de un sistema “C-RPAS” (anti dron). Dicho sistema, conocido como **AUDS** (Anti-UAV Defense System), está diseñado para la interrupción y la neutralización de UAVs (vehículos aéreos no tripulados), RPAS (sistemas de aviones pilotados de manera remota) o UAS (sistemas de aviones no tripulados).

Combina el uso de un radar A400 y un conjunto de cámaras capaces de detectar remotamente objetos voladores de hasta diez centímetros, con un alcance de diez kilómetros y capaz de operar 24 horas bajo cualquier condición meteorológica. Una vez detectados y después de proceder a su clasificación, el sistema proporciona la opción de inhibir la señal para estrellar el aparato intruso.

En este mismo marco se desarrolla el proyecto **CONDOR** promovido por la Dirección General de Armamento y Material

del Ministerio de Defensa para la evaluación de sistemas anti-RPAS. Diferentes empresas participan en el proyecto, desarrollando sistemas que se adapten a las necesidades de las unidades militares españolas a la hora de hacer frente a las amenazas que suponen este tipo de drones hostiles.

Durante la primera fase del proyecto las prestaciones de los sistemas desarrollados por las empresas participantes, fueron puestas a prueba en laboratorio. En la actualidad, durante la segunda fase, se pondrán a prueba los sistemas seleccionados dentro de unidades operativas, para a continuación implementar las capacidades de I+D adecuadas a los requisitos de las diferentes unidades.

Uno de estos sistemas seleccionados durante la segunda fase del proyecto es el conocido como **NFZONE/ATENEA**, desarrollado por Centum. Este sistema basa su funcionamiento en técnicas de “spoofing GPS”, capaces de burlar al sistema de navegación del dron enemigo, suplantando su señal, de manera que la posición real del aparato sea sustituida por otra distinta y de esta manera pueda ser dirigido a una zona donde ser interceptado. Esta última propuesta, a diferencia del sistema AUDS que se basaba en la neutralización de la señal, cuenta con la ventaja de poder convertir al dron enemigo en un “caballo de Troya” que por ejemplo regrese al punto de despegue, o del que se puede extraer valiosa información a través de análisis forenses. Las pruebas que se han realizado pasan

también por adecuar la instalación de este tipo de sistemas en las distintas unidades de las Fuerzas Armadas. Otro ejemplo sería la instalación de armamento de mando remoto sobre los nuevos vehículos tácticos. Se trataría de torres de armas dirigidas desde su interior sin necesidad de que el militar permanezca fuera del vehículo, pudiendo apuntar y disparar limitando de esta forma los riesgos para su integridad física.

<https://observatorio.cisde.es/actualidad/las-fuerzas-armadas-se-blindan-contra-drones-hostiles/>

Así son las fragatas F-110 que construirá Navantia

Los buques supondrán un coste de 4317 millones de euros entre 2019 y 2032



Simulación de la fragata F-110 que construirá Navantia

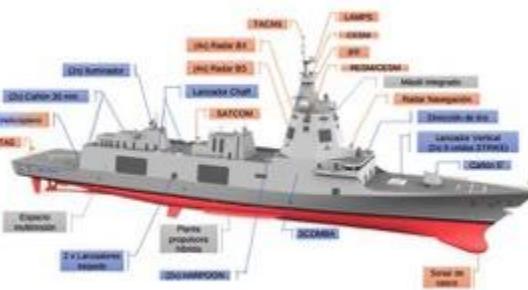
El Consejo de Ministros que tuvo lugar ayer dio luz verde a la **construcción de cinco fragatas F-110**; la empresa a cargo de la obra será **Navantia**, como se esperaba. El delegado de Gobierno en Galicia, Javier Losada, comunicó que “es la mayor inversión después del AVE en la Comunidad”; el gasto cifrado para ello es de **4.317 millones de euros entre este año y 2032**. Losada precisó que la primera embarcación se entregará en el año 2026, y la última, en 2031. Pero, ¿cómo son estos buques marinos?

Defensa define esta embarcación como **“escoltas polivalentes**, diseñados para escenarios de alta intensidad, con una importante capacidad de combate en todas las áreas principales de la guerra, necesaria para desarrollar sus cometidos, especialmente en los perfiles de protección de la fuerza y en el de proyección del poder naval; tanto en el ámbito conjunto como en el combinado, y frente a una amenaza convencional y asimétrica cada vez más compleja. Serán también muy versátiles para poder desempeñar sus cometidos relacionados con los perfiles de seguridad marítima y de apoyo a autoridades civiles”.

Se espera que la fase de Revisión Preliminar de Diseño acabe en el último trimestre de 2019, y un semestre después comiencen las labores de construcción de la fragata F-111 para, año tras año, modelar todas y cada una de las embarcaciones. Se prevé, además, una revisión de diseño para finales de 2020 que implicaría a las cinco obras.

Las F-110 serán “buques de escolta

oceánicos, optimizados para operar en el litoral, para lo que sus sensores y armas estarán especialmente diseñados. Serán capaces de maniobrar en escenarios de alta intensidad”. La eslora medirá en torno a 145 metros; la manga, cerca de 18; y la capacidad de desplazamiento está fijada en torno a las 6.100 toneladas. Dispondrá de un sistema de trincado y movimiento de helicópteros y un espacio multimisión en configuración flexible, que permitirá adaptar el espacio a las necesidades operativas de la misión (contenedores de misión, embarcaciones tipo RHIBs, módulos MCM, sistemas de manejo de UAVs).



Armas y sensores

Su equipo y sistema de armas es múltiple y variado. La **artillería principal** es un cañón de calibre 5" 127 milímetros con una capacidad potencial de extender el rango principal de alcance; y la **secundaria** será automatizada de 30 milímetros que gozará de capacidad de munición airburst. Las fragatas dispondrán de Estaciones Remotas de Armas (RWS)

capaces de emplear ametralladoras de diferentes calibres: serán cuatro unidades, dos ubicadas en la popa y dos en la proa. Además, gozarán de una suite integrada de guerra antisubmarina equipada con un sonar de casco y otro remolcado de profundidad variable y, además, con **torpedos** de la familia MK-46 / MK-54 con sistema iluminador de guía semiactiva (esto sólo para los SM2) y un sistema defensivo anti-torpedos basado en el lanzamiento de señuelos lanzables. El sistema de navegación dispondrá de interfaces con sistema de combate y con la disponibilidad de datos GPS y, aparte,

El **mástil** integrado formará una estructura que incluirá un radar en banda S; otro en banda X; otro de navegación; un sistema de búsqueda y seguimiento basado en sensores optrónicos; comunicaciones satélites en bandas duales (X-Ka, UHF e INMARSAT); la capacidad de identificación de Amigo/Enemigo con capacidades avanzadas; antenas de comunicación de MF, HF, VHF y UHF con banda ancha y banda estrecha; sistemas de Guerra electrónica EW en banda de comunicaciones (C-ESM) y en banda radar (R-ESM y R-ECM); sistema de ayudas a la navegación y seguridad de aeronaves; y otros sistemas como balizas.

La construcción de estos sistemas implicará un claro **impacto en la económico**. Por cada euro de facturación de Navantia con el proyecto, se genera una demanda agregada total en la economía española de 3,1 euros y el PIB de la economía española se incrementará en 1,20 euros. Cada millón de

euros anual de facturación generaría alrededor de 17 empleos anuales tanto directos como indirectos durante nueve años, período de construcción de las fragatas. Las fragatas F-110 relevarán a las actuales de la serie F-80, que se encuentra en el final del ciclo de su vida operativa. Así se mantendrán las capacidades actuales de la Armada y se cubrirán las necesidades futuras que puedan ocurrir. http://www.belt.es/noticiasmdb/HOME2_notaprensa.asp?id=10994

Las 16 españolas del ejército del Daesh

Constituyen un peligro para la seguridad nacional. Fueron 25 las que se unieron a Daesh, pero faltan 16 por localizar, entre ellas una que llegó a ser dirigente de la temida «Brigada Al khasaan», que controlaba la «moral» de las mujeres del «califato»



MUJERES SIN PIEDAD. La «Brigada Al Khasaan», integrada por unas 300 mujeres, entre ellas la española Hassad, «corregía»

a las «pecadoras» contra la moral

Un total de 16 mujeres españolas (o con estrecha vinculación con nuestro país), que viajaron a Siria e Irak para unirse a Daesh, se encuentran en ignorado paradero. Contra algunas de ellas existen requisitorias judiciales con orden de detención, según han informado a LA RAZÓN fuentes antiterroristas.

Otra española, de las que se las que se convirtió en militante de la banda yihadista, falleció, aunque las circunstancias de la muerte no han sido reveladas.

Tres regresaron a España y están en prisión. La misma cifra, para las que están encarceladas en otros países y que también son españolas. Otras tres que volvieron a nuestra nación se encuentran en libertad, al no existir contra ellas ningún tipo de imputación.

Este es el cuadro de situación de las mujeres españolas, algunas de ellas de origen magrebí, que decidieron integrarse en la organización terrorista. El número, según las mismas fuentes, puede variar en función de las investigaciones que se realizan y las comprobaciones subsiguientes. Las derrota territorial de los yihadistas ha generado un fenómeno, no sólo en mujeres sino también entre hombres, que se encuentran confinados en los campos de prisioneros kurdos, y que se identifican como españoles con el fin de ser repatriados.

Por razones no bien definidas, han interiorizado erróneamente que, en contra de lo que ocurre con otras naciones occidentales,

la vuelta a España resultaría menos problemática pese a que, en su caso, tuvieran que comparecer ante la Justicia. Por eso, cualquier identificación espontánea (en el caso de las españolas, han sido tres) es sometida a rigurosas comprobaciones, dado el peligro que suponen estas personas por su grado de fanatización. Como ha quedado comprobado recientemente, aunque ingresen en prisión siguen, en este caso mediante el proselitismo, con sus actividades yihadistas. Dos de los grandes atentados perpetrados por Daesh en Europa en los últimos años, en Berlín y en la localidad francesa de Estrasburgo, fueron perpetrados por individuos que se habían radicalizado en la cárcel.

Algunas de las mujeres viajaron por amor a sus maridos o personas que habían conocido a través de las redes sociales, pero otras tuvieron un papel activo dentro de la banda terrorista, hasta el punto de encabezar la temida «Brigada Al Khasaan,» encargada de que las que habían llegado al «califato» cumplieran las estrictas normas contempladas en la Sharia, la interpretación más rigorista del Islam, hasta el punto de ejecutar castigos públicos contra las «pecadoras» mediante latigazos. Entre las más radicalizadas, según investigaciones ya judicializadas, se encontraría una tal Fadoua Hassad, una marroquí nacida en 1982, que residió en España y cuyo marido fue detenido en Málaga en abril de 2018.

Se le imputaba financiar, desde 2015, las actividades yihadistas de su esposa mediante

el envío de dinero, de forma regular, todos los meses.

Hassad estaba, al parecer, integrada en dicha Brigada y resultó herida en un ataque aéreo de la Coalición Internacional, en el que murieron una treintena de integrantes del grupo. Sobrevivió y es una de las terroristas más buscadas y peligrosas de Europa.

Se sabe, por investigaciones realizadas, que tiene como objetivo prioritario atentar en España. Existe contra ella una orden de detención internacional dictada a propuesta de la Comisaría General de Información de la Policía Nacional. Abandonó nuestro país en febrero de 2016 en un vuelo con destino Grecia pero su destino real era Turquía para desde allí, por vía terrestre y gracias a los encargados de Daesh de pasar a los nuevos combatientes por la frontera, entrar en Siria. A partir de ese momento, su marido le envió dinero, unos 700 euros al mes, destinado a sufragar su estancia en esa zona, en la que se encontraba en compañía de un palestino, de 25 años. Le había conocido en internet y era un mando intermedio en el «aparato logístico» de Daesh. Lo llamativo es que la relación entre ambos era conocida por el marido de Hassad, ya que, entre 2015 y 2016, ella envió importantes cantidades de dinero a la familia del «novio» y financió sus movimientos por Europa.

El que pagaba era el marido «oficial». En julio de 2016, la mujer regresó a Málaga hasta que, en noviembre de ese año, emprendió viaje de vuelta a Turquía, adoptando medidas de seguridad para borrar su rastro. Tras pasar

por Francia e Italia, donde le esperaba el palestino al que ya denominaba «marido» en redes sociales. Finalmente, por Hatay (Turquía), un área limítrofe con Siria, cruzó la frontera.

La Brigada Al Khasaan estaba integrada por varios centenares de mujeres extranjeras y sirias. Se encargaba de «corregir» a las de su propio sexo, incluso a las niñas, con castigos físicos y presiones sicológicas si se apartaban de la Sharia. Esos castigos los materializaban en jaulas, en las calles, y debían ser contemplados por todos los ciudadanos como ejemplo de lo que no se debía hacer.

La sede central estaba en Raqa, hasta que fue bombardeada por la Coalición internacional y perdieron la vida al menos una treintena de las yihadistas. La brigada estaba formada por entre 300 y 400 mujeres, la mitad extranjeras y la otra mitad sirias. Algunas de las cabecillas, además de la española, eran británicas , entre ellas una cantante de rap. Las mujeres de la Brigada compaginaban las funciones de vigilancia y castigo, así como la formación ideológica y «religiosa», con el oficio de «casamenteras» con el fin de buscar esposas para los mouyahidines (combatientes). También recibían entrenamiento militar.

Según un informe del Real Instituto Elcano, la captación, radicalización y envío de mujeres para Daesh se realiza fundamentalmente a través de redes sociales, hasta un 56% de las detectadas. La fiscal y hoy ministra de Justicia, Dolores Delgado, señaló en su momento que «la captación de mujeres es

más fácil cuando el agente de radicalización es otra mujer, aunque también intervienen combatientes que ya están en zonas de conflicto y personas del entorno más íntimo y familiar». La media de edad de los hombres que abrazan la causa yihadista en España es de 31 años y la de las mujeres desciende hasta los 24. El 75% de ellas tiene entre 19 y 28 años. También están mejor formadas: ninguna de las detenidas en España es analfabeta, mientras que el 10% de los varones sí lo era.

El estudio del citado Instituto analizó las motivaciones de estas mujeres para querer apuntarse a la yihad. Seis de cada diez fueron atraídas por causas existenciales e identitarias (en el caso de los hombres uno de cada diez); al 15%, por cuestiones ideológicas y utilitarias (70% en los varones) y el 25% por emocionales y afectivas (20% en hombres). En diciembre de 2016, fueron detenidas en Turquía, en una operación de la Guardia Civil, dos de las yihadistas españolas que regresaban a nuestro país. Una de ellas era Asia Ahmed Mohamed, de 26 años, viuda de un terrorista apodado «Kokito», que se hizo tristemente famoso por difundir fotos con cabezas decapitadas. La otra era Fátima Akil Laghmich.

Fueron arrestadas en la frontera turco-siria. Sobre ambas, que residieron en Ceuta hasta su integración en Daesh, existía una orden de detención internacional instada por el Servicio de Información de la Guardia Civil (SIGC). El nivel de adoctrinamiento en el extremismo terrorista experimentado durante su estancia

en Siria por las detenidas y su vinculación con miembros muy destacados y conocidos de Daesh, las convertía en elementos «extraordinariamente valiosos para la organización terrorista, especialmente en el entorno español y marroquí».

Un chaleco explosivo como regalo de boda Asia Ahmed Mohamed, detenida en Turquía cuando regresaba a España probablemente para cometer atentados, era la esposa de Mohamed Hamdouch, «Kokito», un yihadista fallecido en Alepo y que publicó en las redes sociales varias fotografías en las que aparecía rodeado de cabezas decapitadas, se supone que por él mismo. El regalo de bodas no pudo ser más «romántico»: un cinturón de explosivos de los que hacen detonar los terroristas suicidas. Tras tan macabra exhibición fotográfica, resultó muerto en la localidad de Alepo, en un ataque de la Coalición Internacional. Tenían un hijo. La otra mujer que fue capturada en esa operación, que fue posible gracias a la Guardia Civil, también se había quedado viuda tras perder a su esposo en la «guerra santa» que organizó Daesh, como primer paso para alcanzar el «califato mundial» y que, como es sabido, terminó en un estrepitoso fracaso. El peligro continúa, ahora mediante el terrorismo puro y duro, que preconizan los cabecillas de la banda, en especial contra los países occidentales.

Fuente: La Razón 14.04.2019

LUXEMBOURGEOIS

Gründonnerstag

Am Abend seiner Gefangennahme feierte Jesus mit seinen Jüngern ein Abschiedsessen ([Markus 14,17-26](#); [Lukas 22,14-20](#)). Dabei sagte er ihnen, dass ihre Gemeinschaft mit seinem Tod nicht enden wird. Er, der Menschen zu Gott gebracht hat, wird auch weiterhin bei ihnen sein, wenn sie in seinem Namen eine Tischgemeinschaft halten, wozu er sie ausdrücklich auffordert.

Bei der Einsetzung des Abendmahls, die ihren Gedenktag am Gründonnerstag hat, deutete Jesus sein bevorstehendes Leiden und Sterben als Hingabe seines Lebens, seiner ganzen Person für die Menschen. Wenn wir heute Abendmahl feiern, erleben wir durch Brot und Wein, dass diese Hingabe auch uns gilt, dass er gegenwärtig ist in unserer Gemeinschaft und auch uns mit Gott versöhnt.

Der Name »Gründonnerstag« kommt entgegen einem verbreiteten Missverständnis nicht von der Farbe Grün sondern von »greinen«, d.h. weinen. Die Sünder, die »Greinenden«, die am Aschermittwoch aus der Gemeinschaft ausgeschlossen worden waren, wurden am Gründonnerstag aus ihrer Bußzeit entlassen und wieder in die Gemeinde aufgenommen, die nun versöhnt Tod und

Auferstehung Jesu feiern konnte.

In der katholischen Kirche nimmt der Priester am Gründonnerstag an einigen Gemeindagliedern symbolisch die Fußwaschung vor – in Erinnerung an die Fußwaschung, mit der Jesus seinen Jüngern diesen Sklavendienst tat ([Johannes 13,2-17](#)). Beides, Abendmahl und Fußwaschung, machen Gründonnerstag im Unterschied zu den anderen Tagen der Karwoche zu einem Tag festlicher Freude.

ITALIEN

Il Reggimento Lagunari “Serenissima”

Auteur : Alberto Scarpitta

Site : www.analisisdifesa.it

URL : <https://www.analisisdifesa.it/2019/04/il-reggimento-lagunari-serenissima/>



Come noto il principale contributo operativo dell'Esercito alla Capacita Nazionale di Proiezione dal Mare – CNPM (vedi Analisi Difesa luglio 2018) è rappresentato dal Reggimento Lagunari “Serenissima”.

Erede delle tradizioni marinare della fanteria di marina della Repubblica di Venezia, il reparto è equipaggiato, strutturato ed addestrato per poter assolvere, oltre ai compiti classici della fanteria leggera nell'ambito di complessi pluriarma, anche le funzioni di unità

specializzata nella conduzione di operazioni anfibie. Queste ultime possono essere organizzate sia in ambito interforze, appunto nel quadro della CNPM per l'attivazione di una *landing force, chesingle service*, nel contesto delle Azioni Anfibie Autonome, quali le operazioni *riverine*, la difesa di un tratto di costa o le azioni *shore to shore*.

Il reggimento è inoltre Ente scolastico della Forza Armata per tutta una serie di corsi ed addestramenti specifici della specialità, condotti a favore del proprio personale, dei reparti dell'esercito inseriti nella CNPM e di altri reparti italiani ed esteri.

La sua struttura organica comprende un Comando, con i tradizionali Uffici Personale, OAI – Operazioni Addestramento Informazioni, Logistico ed Amministrativo, la Compagnia Comando e Supporto Logistico (con i plotoni comando, sanità, commissariato e Tramat), la Compagnia Corsi, la Compagnia Supporti Tattici Anfibi ed il I Battaglione Lagunari. Quest'ultimo allinea a sua volta il Comando, tre Compagnie Anfibie (1° Marghera, 2° Piave e 3° Isonzo) e la Compagnia Supporto alla Manovra.

La composizione dei reparti ricalca gli organici del “Progetto Fanteria Futura” e tutti i moderni materiali previsti risultano armati disponibili ed in distribuzione, come i fucili per tiratori esperti ARX-200, i sistemi controcarro Spike a media e lunga gittata, che hanno rimpiazzato Milan e Tow, o i recentissimi mortai medi Expal 81-MX2-KM da 81 mm.

Le compagnie anfibie (fucilieri) comprendono pertanto il nucleo comando, la squadra

supporto logistico, tre plotoni fucilieri ed il plotone supporto alla manovra. I plotoni fucilieri includono tre squadre fucilieri ed una di supporto alla manovra. Quelli fucilieri contano otto elementi suddivisi in due gruppi (fire team) di quattro, cui si possono aggiungere due conduttori.

In ogni fire-team un lagunare è armato di mitragliatrice leggera Minimi, presente sia in calibro 5,56 che 7,62 mm, mentre un secondo dispone di un lanciagranate a colpo singolo GLX160 da 40 mm applicato sotto la canna del fucile ARX160. In ogni squadra è incluso un tiratore esperto dotato di fucile ARX200 in calibro 7,62 mm munito di mirino ICS 6x40 di Steiner/BDT, un apparato che comprende telemetro laser e calcolatore balistico per determinare il punto di mira corretto in relazione alla distanza del bersaglio.

Gli ARX160 sono equipaggiati con ottica Specter 1-4x o Aimpoint CompM2 e puntatore/illuminatore laser AN/PEQ-15. Applicate alle armi sono molto diffuse le impugnature anteriori, sia verticali che del nuovo modello orizzontale.

Gli occhiali IL per la visione notturna sono capillarmente diffusi in versione binoculare, sia del modello AN/PVS-15 che del più recente TM-NVG adottato nell'ambito del programma SIC, Sistema Individuale del Combattimento. La squadra supporto alla manovra del plotone fucilieri annovera, oltre al comandante di plotone, il suo vice, il radiofonista/specializzato C4 e due conduttori, anche un gruppo di fuoco in grado di mettere in opera, secondo le

necessita specifiche della missione, una mitragliatrice bivalente, un lanciarazzi Panzerfaust 3 e/o un mortaio leggero da 60 mm.

Il plotone supporto alla manovra delle compagnie anfibie comprende invece un nucleo comando, il nucleo SAOV/T per la sorveglianza ed acquisizione obiettivi, tre squadre mortai ciascuna con un'arma da 81 mm, la squadra tiro e due squadre controcarro con altrettanti lanciatori Spike a media gittata. La compagnia supporto alla manovra del battaglione, caratterizzata da una forza organica molto più ridotta delle compagnie fucilieri, è strutturata su plotone mortai pesanti con 4 squadre con armi da 120 mm TDA MO 120 RT ad anima rigata, plotone controcarro con 4 sistemi Spike a lunga gittata e squadra tiratori scelti su comandante e tre nuclei, a loro volta composti di norma da un tiratore scelto, un osservatore/tiratore esperto ed un conduttore.

Radiati senza rimpianti gli ultimi VCC2 della famiglia M113, la mobilità delle compagnie del I battaglione in configurazione terrestre è affidata ora essenzialmente ai VTLM Lince 4x4, alcuni dei quali dotati di torretta remotizzata Hitrole Light, un sistema in grado di operare in tre configurazioni di armamento differenti, equipaggiate alternativamente di mitragliatrice leggera MG-42/59, della pesante Browning da 12,7 mm o del lanciagranate automatico Mk19 da 40 mm.

La Compagnia STA – Supporto Tattico Anfibio caratterizza la specialità e le consente la piena mobilità in configurazione anfibia. Annovera il

Plotone Recon, reparto ad altissima specializzazione che esamineremo più avanti, il Plotone Mezzi Anfibi dotato di 15 cingolati AAV-7 in versione trasporto truppa, uno posto comando ed uno recupero, ed il Plotone Natanti, che raggruppa barchini d'assalto a chiglia rigida con motore fuori bordo da 110 CV, battelli pneumatici Zodiac FC470, un'imbarcazione R.A.B. (Rigid Alluminium Boat), motobarche, vedette e mezzi da sbarco. La Compagnia Corsi riveste infine un ruolo essenziale nella vita del reggimento, gestendo la formazione del personale di recente assegnazione fino all'acquisizione della qualificazione anfibia. Fornisce inoltre i propri istruttori per numerose attività addestrative, alla torre di ardimento o nelle moderne installazioni di simulazione del combattimento, e provvede direttamente alla gestione ed alla manutenzione di numerosi barchini e gommoni impiegati per le proprie attività didattiche. La compagnia forma direttamente i propri quadri, ad esempio mettendo in opera il corso IMTCA di Istruttore Militare di Tecniche e Combattimento Anfibio.

Della durata di 4 settimane, questo iter abilita elementi esperti e di comprovate capacità all'insegnamento delle tecniche e procedure per operare in ambiente anfibio e fornisce la qualifica di istruttore all'inserzione ed estrazione del personale da velivolo ad ala rotante con tecniche di discesa rapida, un vero e proprio "rope master".

Il corso di qualificazione anfibia

Il Reggimento Lagunari opera a livello tattico

sia come unità di fanteria convenzionale che in veste anfibia, nell'ambito della CNPM o autonomamente, in modo unitario o frazionato per aliquote di compagnia, plotone o squadra, dando vita a moduli strutturati sulla base delle specifiche esigenze della missione secondo il principio della task organization.



La spiccata polivalenza del reparto e la sua predisposizione ad operare anche in configurazione anfibia richiedono elevata flessibilità operativa e versatilità di impiego, la capacità di agire per piccoli nuclei con spiccata autonomia decisionale e l'abilitazione a condurre azioni particolari.

Grande attenzione deve pertanto essere riposta nella selezione e nella formazione ed addestramento del personale di ogni grado assegnato al reggimento, che deve superare uno specifico corso di qualificazione.

L'addestramento di specializzazione viene pertanto condotto direttamente al reparto con la frequenza, per tutti i futuri lagunari indipendentemente dal grado ricoperto e dalle

funzioni assegnate, del corso di qualificazione anfibio Alpha, che mira ad unire la preparazione tipica della fanteria leggera all'abilitazione alle tecniche e procedure specifiche delle operazioni anfibie.

Si tratta di un iter selettivo il cui superamento, in media ottenuto solo dal 50% circa dei partecipanti, costituisce la condizione di base per l'accesso alla specialità.

Per quanto riguarda il personale di truppa il Serenissima, in precedenza alimentato con VFP4, da qualche tempo riceve invece VFP1, Volontari in Ferma Prefissata di 1 anno, che vengono contattati da team di reclutatori del reggimento direttamente ai RAV.

In questa sede i potenziali aspiranti vengono sottoposti ad una prima selezione per accettare il possesso dei requisiti fisici minimi richiesti, con il superamento delle seguenti prove fisiche di ingresso alla specialità:

- corsa piana di 1500 metri nel tempo massimo di 8 minuti
- 15 piegamenti sulle braccia, 6 alle parallele, 30 addominali e 3 trazioni alla sbarra nel tempo di un minuto per ciascun esercizio
- Salita alla fune di 4 metri e successiva discesa controllata, con arresto a comando di 30 secondi
- Salto in alto di almeno 1,2 metri
- 50 metri di nuoto continuativo e 30 secondi di galleggiamento da fermo con entrambe le mani fuori dall'acqua.

Sino ad alcuni anni fa la grande maggioranza delle reclute proveniva dalle regioni meridionali ma negli ultimi tempi, complice probabilmente la crisi economica e la diffusa

disoccupazione giovanile, è aumentato costantemente anche il numero di chi è originario del settentrione d'Italia ed ora la composizione regionale del reparto appare abbastanza equilibrata. Non siamo certo ai livelli del reclutamento regionale dei tempi della leva, ma ora non è raro sentire echeggiare la cadenza veneta nelle caserme dei lagunari.

Al termine della loro formazione di base presso i RAV i volontari che hanno superato le prove di selezione vengono inviati al Reggimento per la fase di specializzazione e la frequenza del Corso di Qualificazione anfibio.

A tale proposito va segnalato che fino alla metà del 2018 i volontari giungevano al reparto dopo 10 settimane di addestramento di base ai RAV ed ulteriori 8 settimane di Modulo K, un corso destinato ad approfondire la formazione tecnico-tattica del combattente che culminava con gli assalti a fuoco di squadra. Questo iter è ora cambiato ed i VFP1 trascorrono ai RAV 11 settimane, suddivise tra modulo base di 7 e modulo avanzato di 4, per poi essere inviati direttamente ai reparti senza la frequenza del modulo K. Fa eccezione solo il personale assegnato alle specialità Paracadutisti ed Alpini.

Gli aspiranti Lagunari giungono pertanto al Serenissima con soli tre mesi di vita militare alle spalle e con una formazione basica piuttosto limitata, che dovrà essere completata ed incrementata successivamente al reparto. Qui i giovani soldati sono sottoposti nell'arco di due settimane ad un programma di

educazione fisica inteso a migliorare e rifinire la loro condizione fisica generale e completano le selezioni, ripetendo i test fisici già superati, con l'aggiunta di una prova di assenza di vertigini e discesa in fast-rope di 6 metri da struttura fissa.

Successivamente l'iter prosegue con il cosiddetto 1° Modulo di tre settimane finalizzato alla preparazione fisica e caratteriale del personale per il successivo 2° modulo. Sono pertanto introdotte ed affrontate in modo graduale e progressivo alcune tematiche operative che saranno oggetto della qualificazione. Nonostante non sia considerato selettivo, il 1° Modulo produce già un discreto numero di abbandoni fra aspiranti che, non sufficientemente motivati, lasciano la specialità per proseguire altrove la propria ferma annuale.

Il personale selezionato accede invece al 2° Modulo della durata di cinque settimane, svolto presso le tre sedi del reggimento da parte di istruttori della Compagnia Corsi e che costituisce il Corso di Qualificazione Anfibio "Alpha" dell'Esercito.

Gli obiettivi dell'iter includono il completamento della formazione individuale del combattente, il perfezionamento delle sue capacità psico-fisiche, l'approfondimento delle tecniche e procedure di combattimento nel contesto delle operazioni anfibie, l'impiego dei mezzi specialistici in dotazione.

Viene acquisita l'abilitazione alle tecniche di superamento ostacoli e di cooperazione, trasporto, sbarco e discesa dagli elicotteri,

sono forniti elementi di dottrina delle operazioni anfibie e delle norme di navigazione. Vengono infine impartite istruzioni sulle tecniche e procedure di pronto soccorso, delle trasmissioni e di sopravvivenza in ambiente ostile per elementi isolati ai fini del successivo recupero (Personnel Recovery).

Per raggiungere tali finalità il corso è stato recentemente ristrutturato in cinque moduli successivi, costituiti sia da lezioni teoriche che da attività addestrative pratiche condotte sul terreno, e da un'esercitazione continuativa finale. Al termine di ciascun modulo è previsto un test o una prova pratica valutativa, con l'assegnazione di un punteggio espresso in ventesimi.

Il conseguimento della qualifica richiede il raggiungimento di almeno 12/20 in ciascun modulo, oltre al superamento di alcune prove di sbarramento, come la corretta discesa dalla torre di ardimento, il cui fallimento determina anche quello dell'intero iter.

Il corso comprende quindi:

– *Modulo Anfibio.* Include una intensa attività fisica con una serie di marce veloci in assetto da combattimento con zainetto tattico da 10 Kg ed arma su distanze di 4, 6, 8 e 10 km, condotte ad una media di 7 km/h determinata degli istruttori, che alternano due minuti di marcia veloce e due minuti di corsa. A queste fanno seguito una marcia zavorrata in assetto pesante di 20 km con zaino di 20 kg e verifiche di topografia e tecniche di orientamento. Si procede quindi con gli aspetti più prettamente anfibi, ossia esercizi di

acquaticità, di galleggiamento, sopravvivenza in acqua e nuoto operativo. Seguono prove di guado ed attraversamento di un corso d'acqua, eseguito a coppie, con idonea preparazione dell'attrezzatura e stagnazione dello zaino. Si apprende poi a pagaiare sul battello pneumatico ed a raddrizzarlo in caso di ribaltamento, una prova valutativa di sbarramento. Successivi esercizi di presa di terra su costa bassa e su costa alta concludono questa fase.

– *Modulo Fries e Rappelling.* Alcune giornate sono destinate ad una formazione di ardimento da struttura fissa, una installazione che consente di addestrare il personale alle operazioni di superamento ostacoli verticali e discesa dagli elicotteri. Gli allievi iniziano scivolando con la tecnica del fast-rope o canapone senza equipaggiamento, da altezze in progressione di 3, 6 e 12 metri. La discesa deve risultare controllata, con la possibilità di arrestarsi a comando per alcuni secondi. Successivamente il personale che ha dimostrato una sufficiente dimestichezza con questa tecnica riprende la traipla dalle varie altezze con equipaggiamento completo, zaino e fucile. Si tratta di una prova di sbarramento e chi non dimostra piena confidenza e sicurezza deve lasciare il corso. In questa fase è compresa la conoscenza dei nodi più comuni da effettuare con le cime per fissare l'equipaggiamento, permettere il superamento di ostacoli ed interruzioni e per effettuare una imbragatura speditiva per calarsi da una parete o da elicottero. Si procede quindi con esercizi di discesa in corda doppia dalla torre

di ardimento con una posizione "a bandiera", sul fianco e non di spalle, una tecnica idonea all'uscita dalla carlinga dei vettori ad ala rotante.

– *Modulo Trasmissioni,* con lezioni teoriche e prove pratiche sull'impiego degli apparati radio in dotazione e le corrette procedure di comunicazione.

– *Modulo sanità* per l'apprendimento delle procedure BLS, Basic Life Support. Sono lezioni teoriche seguite da una fase pratica sulle tecniche di primo soccorso e stabilizzazione di un ferito in un contesto tattico.

– *Modulo Personnel Recovery,* che fornisce le nozioni di base per fronteggiare le diverse possibili situazioni operative di isolamento. Dopo una prima fase teorica viene svolta un'esercitazione pratica relativa alle tecniche, tattiche e procedure previste in ambito SERE di livello "B", in cui gli elementi di sopravvivenza e resistenza trattati sono finalizzati al successivo recupero del personale isolato secondo le modalità di personnel recovery.

– *Esercitazione continuativa anfibia.* Al termine del corso gli allievi sono sottoposti ad una valutazione complessiva finale costituita da un'attività continuativa di due giorni impegnata sulla realizzazione di un colpo di mano anfibio. I partecipanti costituiscono l'elemento d'assalto, quello d'appoggio e la squadra di sicurezza per la conquista di un determinato obiettivo, prima del ripiegamento finale.

La percentuale di successo del corso varia di volta in volta, ma si aggira in media attorno al

50% dei partecipanti. Gli elementi ritenuti non idonei al termine o durante le varie prove previste dall'iter vengono messi a disposizione dello Stato Maggiore Esercito per il loro successivo trasferimento ad altro reparto.

La formazione successiva

Il personale che termina felicemente il corso riceve l'attestato di qualificazione anfibio, caratterizzato anche esteriormente da un apposito nastri da apporre sull'uniforme, ed acquisisce il diritto di indossare il basco verde e gli alamari con il leone di San Marco che identificano la specialità.

I volontari neo-qualificati vengono quindi assegnati alle compagnie operative per il completamento della loro formazione sulla base dei diversi incarichi che andranno a ricoprire.



Per i fucilieri, ad esempio, era sinora previsto un modulo di 6 settimane imperniato sulle attività e le procedure della squadra e del plotone. Tale fase potrebbe subire variazioni a

causa del minore livello di operatività raggiunto dal personale al momento dell'assegnazione reparto, non essendo più previsto lo svolgimento del modulo K.

Gli argomenti non più trattati ai RAV o alla Scuola di Fanteria, ed in particolare le procedure tecnico-tattiche della squadra fucilieri in attacco, dovranno infatti essere adeguatamente approfonditi in ambito reggimentale.

A tale riguardo risulterebbe probabile anche un prolungamento del 1° Modulo a cinque settimane per migliorare la preparazione delle reclute prima dell'inizio del corso di qualificazione.

Il reggimento assicura anche la formazione dei lagunari assegnati alla compagnia supporto alla manovra o ai corrispondenti plotoni delle compagnie fucilieri. Ad esempio i futuri mortaiisti affrontano corsi propedeutici alle successive scuole tiro. Il personale assegnato alla Compagnia Supporto Tattico Anfibio acquisisce direttamente in sede le patenti nautiche per i battelli in dotazione e quella di pilota per il cingolato anfibio AAV-7. Per la conduzione delle imbarcazioni di maggiori dimensioni è invece necessaria la frequenza del corso di comandante di unità navale d'altura presso la Marina Militare.

Solo per taluni incarichi specialistici, come meccanici o primi soccorritori, sono invece previsti particolari iter formativi svolti presso altri enti scolastici.

Completato l'addestramento di base di forza armata, l'iter formativo del lagunare continua con l'acquisizione delle competenze richieste

per essere inserito nei pacchetti di forze che il reggimento assegna alla Capacità Nazionale di Proiezione dal Mare in ambito interforze. Tale formazione ulteriore si sviluppa sia al reparto che a cura della Marina Militare e comprende innanzi tutto due brevi corsi definiti "gap filler" svolti in sede: il primo, di due settimane ora ridotte ad una, dedicato ad un addestramento alpinistico di base, il secondo, anch'esso di una settimana, imparte invece nozioni basiche sul maneggio degli esplosivi. Successivamente il personale di recente assegnazione frequenta il Corso Integrativo di Qualificazione Anfibio svolto a cura della Marina in media due volte all'anno. Della durata complessiva di quattro settimane, il corso è articolato in due fasi di due settimane ciascuna. La prima si svolge in ambito reggimentale nella caserma Bafile di Malcontenta, ma a cura degli istruttori del Battaglione Scuole "Caorle" della Brigata Marina San Marco, ed è imperniata principalmente su lezioni teorico-pratiche di addestramento alla cooperazione con gli elicotteri, con esercitazioni di l'approfondimento e verifica delle competenze già acquisite nelle tecniche di discesa in fast-rope ed in corda doppia dalla torre di ardimento.

La seconda fase si svolge invece a Brindisi, dove i frequentatori vengono ospitati a bordo di una delle navi da sbarco di tipo LPD della Marina (San Giorgio, San Marco o San Giusto), dove si impraticiscono innanzi tutto con le terminologie, le norme e le prassi della vita a bordo.

Successivamente i Lagunari apprendono ad impiegare i mazzi da sbarco della Brigata Marina ed effettuano navigazioni e sbarchi sia tattici che logistici partendo e rientrando nel bacino allagabile della nave, utilizzando i barchini, i gommoni, i mezzi da sbarco di tipo LCM e LCVP denominati Gis e MDN, oltre che i cingolati anfibi AAV-7.

Il personale ha quindi modo di effettuare numerosi rilasci da elicottero, in fast-rope o corda doppia, imparando a conoscere le macchine in dotazione all'altra forza armata: l'NH-90 ed il possente EH-101.

L'iter si conclude con un'esercitazione anfibia finale riassuntiva.

Ottenuta anche l'abilitazione anfibia della Marina i lagunari vengono sottoposti in sede ad addestramenti volti da un lato a mantenere ed approfondire le competenze già acquisite, ad esempio con settimane destinate ad attività anfibie a Sant'Andrea o alla cooperazione con gli elicotteri dell'AVES, dall'altro ad incrementare il bagaglio professionale dei singoli e l'operatività delle minori unità, con particolare riguardo ai periodi che precedono uno schieramento nei teatri esterni.

A tale riguardo la caserma Bafile di Malcontenta ospita alcune installazioni addestrative moderne ed efficaci. All'interno di una vecchia costruzione, ad esempio, è presente un apparato di simulazione del tiro con armi portatili FATS (Fire Arms Training System) con quattro postazioni. Si tratta di un ben noto sistema interattivo per l'addestramento al tiro con pistola e fucile Beretta ARX-160 che permette di verificare, in

tutta sicurezza e senza alcun costo, la precisione del tiro degli allievi e, soprattutto, di analizzare le loro reazioni di fronte a situazioni impreviste e minacce improvvise, quali, ad esempio, la presenza di civile inermi o di ostaggi nel corso di uno scontro a fuoco. In un grande schermo vengono proiettate immagini relative e varie situazioni tattiche differenti, scelte tra le numerose presenti nella memoria del sistema, e gli allievi, muniti di armi del tutto simili a quelle reali per peso, forma e caratteristiche tecniche, debbono confrontarsi con le varie tipologie di minacce.

Al termine dello "scontro a fuoco" il sistema produce una tabella riassuntiva dei risultati conseguiti, dei colpi messi a segno e se hanno raggiunto parti vitali del corpo. Sono inoltre segnalati gli eventuali ingaggi effettuati erroneamente verso soggetti non combattenti. Ma il vero gioiello della base è rappresentato da una modernissima installazione per l'addestramento al combattimento ravvicinato nei centri abitati (FIBUA, Fighting in Built-Up Areas) a livello di squadra fucilieri, secondo le tecniche di CQB, Close Quarter Battle. Sono condotte lezioni teoriche e pratiche riguardanti il movimento in aree urbanizzate, le tecniche di irruzione e di bonifica degli edifici. Un ampio capannone dismesso ospita una struttura abitativa composta da più stanze, tutte collegate fra loro. Di volta in volta una squadra di otto uomini si avvicina all'edificio, predisponde l'irruzione ed inizia il movimento, in sequenza, con team di quattro uomini,

destinati, secondo procedure ben sperimentate ed interiorizzate, ad entrare in successione nelle varie stanze coprendone ogni settore ed angolo morto, eliminando eventuali minacce e procedendo speditamente verso il vano successivo, mantenendo il collegamento costante con l'altro team, cui si garantisce scambievolmente sicurezza e copertura.

L'intera sequenza, sia all'esterno dell'edificio che all'interno delle stanze, viene ripresa da varie telecamere a circuito chiuso che trasmettono le immagini alla postazione di controllo. Qui gli istruttori seguono attentamente l'azione sui monitor, per poi riesaminarla con gli esecutori, al fine di verificare il livello formativo raggiunto e suggerire modifiche e correzioni.

Non va poi dimenticata l'importanza che riveste ai fini addestrativi l'esistenza, immediatamente al di fuori della caserma, di un vasto comprensorio militare, che permette agevolmente lo svolgimento di varie tipologie di atti tattici a livello squadra e plotone, in attacco ed in difesa, incluso il combattimento negli abitati o la messa in opera di un posto di osservazione. Questo terreno viene inoltre utilizzato per l'abilitazione dei conduttori dei VTLM alla guida fuoristrada.

Il plotone Recon

Inserito nella Compagnia Supporto Tattico Anfibio di stanza nell'isola di Sant'Andrea (o delle Vignole), il Plotone Recon è una piccola unità ad alta valenza operativa destinata a compiti di ricognizione e sorveglianza ed alla

conduzione di attività non convenzionali in ambito anfibio, quali ricognizione preventiva delle spiagge di sbarco con l'eventuale distruzione degli ostacoli antisbarco, sabotaggio e colpi di mano contro obiettivi costieri, infiltrazione con qualunque tipo di vettore in territorio occupato dal nemico ai fini informativi.

I suoi membri, selezionati tra i migliori lagunari già pienamente qualificati, possiedono tutti la qualifica di Esploratore Anfibio, ottenuta dopo un corso assai impegnativo di 20 settimane tenuto direttamente presso il reggimento ed il cui superamento richiede doti non comuni di resistenza fisica e mentale, tenacia, determinazione e ferrea volontà.

L'accesso a questa formazione è preceduto da un'accurata selezione fisica dei candidati, ovviamente tutti volontari. Le prove iniziali da superare includono 2000 metri di corsa piana da completarsi in meno di 9 minuti, 7 km di marcia veloce con zaino da 15 kg da concludersi entro un'ora, 30 piegamenti ed altrettanti addominali in un minuto a serie e 12 minuti di galleggiamento.

Gli allievi che superano questa preselezione iniziano quindi le dieci settimane della prima fase del corso, essenzialmente destinata alla verifica ed al miglioramento delle doti fisiche e caratteriali dei partecipanti.

Nelle prime settimane si susseguono marce veloci in assetto leggero, una marcia di regolarità di 20 km con arma e zaino di 30 kg ed una prova di resistenza sui 50 km.

Successivamente si verificano ed approfondiscono le conoscenze di topografia e

si mettono alla prova le capacità di navigazione terrestre con marce topografiche diurne e notturne di lunghezza crescente, dai 6 ai 30 km, tutte da completarsi con arma e zaino di 20 kg.

Accompagnano la progressione esercizi di superamento ostacoli e prove di ardimento, mentre sono impartite lezioni teorico-pratiche sulle tecniche di sopravvivenza: come procurarsi cibo, acqua ed un riparo.

La prima parte del corso si conclude quindi, solitamente a ridosso delle vacanze di Natale, con un'esercitazione continuativa di sopravvivenza, evasione, fuga e resistenza agli interrogatori condotta per circa 10 giorni sull'Altipiano di Asiago.

Si tratta di un addestramento molto impegnativo, che mette a dura prova gli allievi che affrontano, forse per la prima volta, situazioni operative di totale isolamento, potendo contare solo sulle proprie forze, abilità e determinazione. Molti partecipanti non riescono a trovare in sé stessi le forti motivazioni necessarie a superare la prova e lasciano il corso.

Questa fase si conclude con esercizi riepilogativi ed un accertamento finale di sbarramento riguardante tutti gli argomenti trattati. Il mancato superamento dell'esame comporta l'inidoneità alla prosecuzione dell'iter ed il ritorno alla compagnia di provenienza. La seconda fase di ulteriori 10 settimane comprende una serie di moduli addestrativi settimanali relativi a specifiche materie. Sono trattati argomenti quali la pianificazione delle missioni, sia di ricognizione che di incursione,

le tecniche di conduzione delle pattuglie, le procedure operative standard delle minori unità, l'esecuzione di colpi di mano ed imboscate. Molta cura viene posta nella predisposizione dei posti di osservazione per attività di ricognizione, acquisizione e sorveglianza degli obiettivi, mentre vengono verificate ed approfondite le conoscenze degli esplosivi e degli apparati delle trasmissioni. L'attività prettamente anfibia vede il lancio in acqua da elicotteri, il recupero veloce con battello, il nuoto operativo di superficie e la ricognizione di una spiaggia a premessa di uno sbarco.

Una pattuglia da ricognizione continuativa e una serie di esami finali pongono fine al corso. Chi supera positivamente anche questi ultimi ostacoli e valutazioni, in media circa un quarto dei partecipanti iniziali, acquisisce la qualifica di Esploratore Anfibio e viene inviato al CAPAR di Pisa per ottenere, in 4 settimane e dopo 5 salti, l'abilitazione al lancio con paracadute con fune di vincolo. Il brevetto di paracadutismo militare è infatti da qualche anno obbligatorio per tutto il personale del Plotone Recon.

Inserito quindi nei ranghi della piccola unità operativa ed affiancato a colleghi più anziani, il nuovo esploratore completa la propria formazione con ulteriori corsi ed addestramenti. Vengono conseguite le patenti per la conduzione dei veicoli e dei natanti in dotazione e si svolgono attività in montagna che affinano la capacità di operare nelle più svariate condizioni ambientali.

Addestramenti realistici mirano poi ad

approfondire temi già trattati in precedenza, ad esempio con la piena acquisizione delle tecniche di Fast Rope Insertion and Extraction System, impiegate non solo per l'inserimento degli operatori ma anche per la fase di recupero degli stessi al termine della missione.

Gli elementi riconosciuti idonei alle severissime selezioni mediche della Marina potranno in seguito essere inviati al COMSUBIN per frequentare anche il corso SDO di Sommozzatori Demolitori Ostacoli. Della durata di circa 6 mesi, il corso fornisce non solo un'accurata preparazione all'impiego degli autorespiratori ad ossigeno e ad aria e, successivamente anche di quelli a miscela per raggiungere maggiori profondità, ma include anche una istruzione completa sull'uso degli esplosivi, sia a terra che in acqua, ai fini di effettuare demolizioni di ostacoli e brillamento di mine o altri ordigni. In precedenza gli esploratori anfibi frequentavano al Varignano il solo corso ARO/ARA di 12 settimane per l'abilitazione all'impiego operativo delle apparecchiature subacquee ad aria e ad ossigeno, esclusivamente come modalità addizionale di infiltrazione e per la cognizione preventiva delle spiagge di sbarco, ma senza la possibilità di procedere alla loro bonifica. Da qualche tempo la formazione risulta, come detto, più vasta e completa, a similitudine di quanto avviene per la componente recon della Marina. Successivi specifici corsi, sia in Patria che all'estero, estenderanno negli anni la professionalità del personale, nella

proseguimento di una carriera ardua e faticosa, ma non priva di soddisfazioni professionali.

Verso il futuro

Il futuro operativo dei Lagunari non può che essere legato alla loro specificità: la capacità, unica in ambito esercito, di operare nel contesto delle operazioni anfibie.

A tale riguardo la creazione della Capacità Nazionale di Proiezione dal Mare ha costituito un primo passo importante, ma deve rappresentare un punto di partenza e non una meta finale.

Ancora una volta emerge prepotente la necessità di dare vita ad una forza anfibia interforze che sappia integrare i reparti anfibi della Marina e dell'Esercito in un progetto unitario, flessibile e funzionale, che possa trarre profitto dai punti di forza e dalle specificità delle due componenti, elidendone scambievolmente le criticità, superando vecchi e nuovi impedimenti e gelosie.

Un cammino non privo di ostacoli e difficoltà ma che registra qualche interessante novità. A tale riguardo si stanno concretizzando alcune importanti iniziative, finalizzate al raggiungimento di una maggiore omogeneità anche organica fra i due reparti di fanteria, il 1° Reggimento San Marco ed i Lagunari. Questi sono al momento strutturati in modo diverso, le compagnie lagunari sono più numerose mentre i Marò dispongono a livello reggimento di un maggior numero di assetti specializzati di supporto tattico e logistico. Anche la mobilità delle unità fucilieri scaturisce da filosofie

operative differenti. Ad esempio i conduttori dei mezzi di trasporto, oggi essenzialmente i VTLM Lince, nell'esercito sono organici alle compagnie, mentre la Marina li raggruppa in un apposito reparto.

Anche la componente di élite dei due reparti, rappresentata dai nuclei Recon, è più sviluppata nel San Marco, differenza che suggerirebbe un suo potenziamento nel Serenissima, processo certo non di semplice e rapida attuazione.

Accanto a queste differenze organiche e concettuali, che potrebbero venire superate nel futuro, entrambi i reggimenti si trovano nell'urgente necessità di rimpiazzare i VCC su scafo M113 ormai dismessi, ma che per difficoltà economiche non hanno ancora avuto un adeguato rimpiazzo, nonostante che negli ultimi anni fossero state prospettate varie soluzioni basate su veicoli sia di produzione nazionale che estera.

Il candidato ideale per tale ruolo è rappresentato oggi dal VBA, [Veicolo Blindato Anfibio, di Iveco Defence Vehicles](#), un mezzo sostanzialmente analogo a quell'ACV 1.1 che la casa di Bolzano ha realizzato in collaborazione con BAE Systems e che è stato prescelto dai Marines statunitensi.

L'avvio della produzione di serie per il mercato americano apre un'interessante e vantaggiosa opportunità anche per San Marco e Lagunari, che logica vorrebbe venisse colta.

Il progetto dovrà confrontarsi con i dubbi, i tentennamenti e le incertezze della nostra programmazione strategica ed industriale, soggetta a mille condizionamenti politici ed

ideologici. Nei prossimi mesi dovrebbe essere formulata una specifica esigenza operativa che dovrà faticosamente trovare, nelle pieghe di un bilancio sempre più anemico, le necessarie coperture.

Infine un cenno alle necessità infrastrutturali, che nel caso dei Lagunari presentano non poche criticità. Il Reggimento è oggi di stanza in tre sedi differenti. La caserma Matter di Mestre ospita il comando, la compagnia comando e quella di supporto alla manovra, mentre nella caserma Bafile di Malcontenta di Mira è accasermato il I Battaglione con le tre compagnie anfibie e la compagnia corsi. Nella base anfibia di Sant'Andrea, infine, è stanziata la compagnia supporto tattico anfibio, i cui effettivi affrontano

quotidianamente i disagi e le difficoltà di collegamento che caratterizzano, soprattutto nella stagione invernale, la permanenza in una piccola isola della laguna. Problematiche che contribuiscono non di rado a dissuadere il personale del reggimento dal ricercare qualifiche ed incarichi di pregio e caratterizzanti la specialità, ma che richiedano il trasferimento in questa sede.

Superfluo poi rilevare come una tale frammentazione stanziale non rappresenti certo il massimo della razionalità sotto il profilo amministrativo ed economico, richiedendo, tra l'altro, l'esistenza di tre differenti Reparti alla sede per la gestione delle problematiche infrastrutturali.

Da tempo esistono concreti progetti di accentramento che prevedono la cessione a privati della base di Sant'Andrea ed il cambio

d'uso della caserma Matter.

Secondo tali programmi l'intero reggimento dovrebbe venire raggruppato a Malcontenta, in una installazione profondamente ammodernata ed ampliata, che includerebbe la vasta area oggi occupata da una grande polveriera non più in uso e si spingerebbe sino ai margini della laguna. Da qui potrebbero operare direttamente i mezzi navali ed anfibi in dotazione, sfruttando un'apposita darsena da creare ex novo. Una soluzione certo costosa nell'immediato, ma funzionale e razionale, in grado di generare risparmi nel medio periodo. L'attuale situazione economica, la tiepida attenzione che oggi sembra essere rivolta alle problematiche operative e la mancanza di progettualità a lungo termine da parte politica rendono il progetto, al momento di fatto bloccato, piuttosto aleatorio.

L'autore desidera esprimere un particolare ringraziamento a tutto il personale del Reggimento Lagunari, al suo comandante, colonnello Cocco, al comandante di Battaglione e il maggiore Enrico Massaria, ufficiale del reparto addetto alla pubblica informazione per la cortesia e l'assistenza ricevuta durante la visita

Alberto Scarpitta

Nato a Padova nel 1955, ex ufficiale dei Lagunari, collabora da molti anni a riviste specializzate nel settore militare, tra cui ANALISI DIFESA, di cui è assiduo collaboratore sin dalla nascita della pubblicazione, distinguendosi per l'estrema professionalità ed il rigore tecnico dei suoi lavori. Si occupa prevalentemente di

equipaggiamenti, tecniche e tattiche dei reparti di fanteria ed è uno dei giornalisti italiani maggiormente esperti nel difficile settore delle Forze Speciali. Ha realizzato alcuni volumi a carattere militare ed è coautore di importanti pubblicazioni sulle Forze Speciali italiane ed internazionali.

Il CeSiVa si candida a diventare centro d'addestramento europeo

Auteur : Francesco Bussoletti

Site : www.analisisdifesa.it

URL

: <https://www.analisisdifesa.it/2019/04/123665/>

Il Centro Simulazione e Validazione (CeSiVa) dell'Esercito Italiano si candida per ottenere fondi PeSco con l'obiettivo di diventare European Training Certification Centre per gli eserciti europei. Lo ha annunciato il generale Manlio Scopigno, vice comandante del CESIVA, in occasione di un "media day" in cui a inizio aprile sono state presentate le attività della struttura e i progetti futuri.

ASSOCIATION NATIONALE DES OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS LINGUISTES DE RESERVE

Siège social : c/o ANRAT, 18 rue de Vézelay, 75008 PARIS



La Grecia ha già dato l'adesione all'iniziativa e manca solo un altro paese per raggiungere i tre partner dell'Unione necessari per accedere ai finanziamenti europei.

L'Italia è già lead Nation su altri tre progetti dei 40 previsti dall'Accordo. Il primo è quello per la costituzione di un pacchetto di capacità da schierare in ambito della gestione dei disastri ambientali e naturali. Il secondo è legato alla sorveglianza e alla protezione marittima e dei porti (HARMSPRO) e l'ultimo allo sviluppo di un mezzo da combattimento per la fanteria leggera, nonché per le forze d'assalto anfibio. Sull'iniziativa annunciata a Civitavecchia la Grecia ha dimostrato la sua vicinanza all'Italia, aderendo a tutti e quattro i progetti. La nuova iniziativa prevede la trasformazione del CeSiVa in un Centro di addestramento e certificazione UE, che potrà essere sfruttato da tutti gli stati membri. Inoltre verrà sviluppata una struttura di gestione delle crisi, che potrà essere impiegata anche per operazioni a guida civile, come la gestione dei flussi migratori o dei disastri ambientali.



In particolar modo, testando e validando i piani di risposta in funzione dell'espansione, già in corso, della struttura sia sul versante infrastrutturale sia delle capacità.

Il CeSiVa guidato dal generale di divisione D. Roberto D'Alessandro, si è dotato delle più recenti tecnologie per garantire formazione all'avanguardia per le varie specialità dell'Esercito.

In questo contesto un ruolo centrale è giocato dal progetto "Forza NEC", fortemente voluto dall'allora capo di SMD, ammiraglio Giampaolo Di Paola, e poi portato avanti negli anni, seppur con qualche modifica a seguito della necessità di razionalizzare le risorse economiche a disposizione della Difesa.

L'obiettivo è velocizzare lo scambio di informazioni provenienti dalla zona di operazioni e fornire al comandante di un'unità migliore capacità decisionale in tempi più brevi (Decision Awareness). Il CeSiVa, infatti, ha sviluppato un ambiente addestrativo su tre livelli: Constructive, Live e Virtual.

Il primo, rivolto a comandi e staff prevede che

le unità operino in ambienti operativi simulati, ma su input di persone reali. Il secondo, dedicato a comandanti e unità sul terreno, vede le forze addestrarsi in uno scenario reale, con effetti del fuoco simulati.

Il terzo, infine, guarda all'addestramento individuale e in team. Operatori reali agiscono in un ambiente sintetico. Parallelamente, il Centro sta sperimentando nuove tecnologie e sistemi.

Dai Centri di Comando e Controllo (C2) tattici "portatili" all'integrazione delle piattaforme digitali della Forza Armata, passando per l'Information Technology e le comunicazioni, diventate strategiche. Il sempre maggiore ricorso a Coalizioni di Volenterosi per la gestione di crisi internazionali, infatti, richiede che i partecipanti "parlino la stessa lingua", anche se tramite sistemi diversi.

Francesco Bussoletti

Nato a Roma nel 1974, lavora all'agenzia di stampa Il Velino. E' inviato di guerra embedded dal 2003, quando partecipò alla missione Antica Babilonia con l'Esercito Italiano in Iraq. Ha coperto sul campo anche i conflitti in Afghanistan (Enduring Freedom e Isaf) e Libano (Unifil), nonché quelli in Corno d'Africa (Eritrea, Etiopia e Somalia) e le principali attività della Nato al fianco delle forze armate di diversi paesi. E' ufficiale della Riserva Selezionata dell'Esercito, specialista Psy-Ops, e tra il 2012 e il 2013 ha prestato servizio a Herat nell'RPSE. Attualmente si occupa in particolare di cybersecurity

ASSOCIATION NATIONALE DES OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS LINGUISTES DE RESERVE

Siège social : c/o ANRAT, 18 rue de Vézelay, 75008 PARIS

LIENS PERMANENTS

[Alliance géostratégique](#)

[ANRAT](#)

<https://aorca.fr/>

[ASAF](#) Association de Soutien à l'Armée Française -

[Lettres](#)

[cior.net](#)

Centre de Recherche des écoles de Saint Cyr

Coetquidan - [Lettre d'Analyse du CREC](#)

[Comes Communication](#) - Lettre [Communication et Influence](#)

[Commission Armées Jeunesse](#) - Lettre

[DEFNAT](#)

[Entreprises partenaires de la defense](#) -[Lettre](#)

[Focus Defense](#)

[Fondation pour la recherche stratégique](#) [Cycle de séminaires sur « 2012 La défense en question »](#)

[Forum du futur](#)

[Garnison de Paris](#) et sa [lettre](#)

[IFRI](#) et [les-e-notes](#) IFRI

[IHEDN](#) et son Groupe jeunes [anaj-ihedn](#)

[IHEDN Infos](#)

[IHEDN: vidéo des lundis](#) Pour ceux qui ne peuvent assister aux conférences

Intelligences croisées : <http://www.intelligences-croisees.com/>

[IRIS](#) IRIS - Institut de Relations Internationales et Stratégiques

[IRSEM](#) ; [la lettre de l'irsem](#)

[Les chemins de mémoire](#)

[Les lettres de la modernisation](#) : archives

Military Intelligence Professional Bulletin

MINDEF : Site officiel de la communication sur les OPEX <http://www.facebook.com/armeefrancaise> :

[Ministère de la Défense](#) - Lettre [actualité défense](#)

Musée de l'Armée - nouveau site web :

[www.musee-armee.fr](#)

[REPFRANCE EU](#) Représentation permanente de la France auprès de l'Union Européenne [Les lettres](#)

[Réunion des ORSEM](#)

[Revue de défense nationale](#)

SOFREP - <http://sofrep.com/> - Site dédié aux forces spéciales

[Union Nationale de Protection Civile](#) - Lettre

[Union Nationale de transmissions](#) - Lettre

[Union Nationale des Associations du Commissariat de l'Armée de Terre](#) - Lettre : [la-news-mili](#)

[Union Nationale des Médecins de Réserve](#)

(Groupement des Officiers de Réserve du SSA)

[UNOR](#)

SOURCES

Les documents reproduits dans cette synthèse sont d'origines multiples.

Leur provenance est en général indiquée dans l'en-tête du texte, ou directement dans le lien hypertexte auquel renvoie le titre.

Les opinions exprimées dans les textes qui composent cette synthèse hebdomadaire d'actualité n'engagent que leurs auteurs, et en aucun cas l'ANOLiR

Conception :

Lieutenant-colonel (OLRAT) [Charles BERTIN](#)

Réalisation :

Colonel OLRAT (H) [Gérard DREVILLE](#)
Lieutenant-colonel OLRAT (H) [Jean CONVERT](#)

Contacts :

[ANOLiR](#)

ANOLiR
LINGUISTES DE RÉSERVE